Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi



Ministère de l'Éducation,

de la Jeunesse et des Sports

Enseignement supérieur :

Réformer pour la Vision Cambodge 2050

Septembre 2026



Vision

« Un pays qui peut se développer est un pays doté d'un enseignement supérieur fort ! »

(2025)

S.E. Académicien HANG Chuon Naron

Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports

« La croissance économique sans investissement dans le développement humain n'est pas durable ! »

Amartya Sen, *Prix Nobel de sciences économiques (1998)*

« L'excellence et le bien-être du capital humain constituent des actifs nationaux majeurs. Ils concourent à l'accroissement de la richesse économique, au rayonnement culturel et au développement de l'innovation, assurant ainsi la pérennité de la croissance et la vitalité de la trajectoire socio-économique du pays. »

Gouvernement royal du Cambodge, *Stratégie Pentagonale - Phase I (2023)*

Table des matières

1. Introduction 1

2. Mise en œuvre des stratégies et des programmes d'investissement pour la réforme de l'enseignement supérieur 4

2.1. Stratégie de réforme de l'enseignement supérieur 4

2.2. Programmes d'investissement pour la réforme de l'enseignement supérieur 8

3. Résultats obtenus 14

3.1. Aspects quantitatifs du secteur 14

3.1.1. Effectif des étudiants 14

3.1.2. Nombre d'établissements d'enseignement supérieur (EES) 15

3.2. Aspects qualitatifs du secteur 16

3.2.1. Modernisation des programmes d'études, des méthodes d'enseignement-apprentissage et d'évaluation des acquis ... 17

3.2.2. Promotion des capacités de recherche et d'innovation 20

3.2.3. Amélioration de l'accès, de l'équité et de la qualité ... 23

3.2.4. Internationalisation de l'enseignement supérieur 25

3.2.5. Gouvernance de l'enseignement supérieur 26

3.2.6. Mise en œuvre des systèmes d'assurance qualité 27

3.2.7. Développement des compétences des enseignants 30

4. Défis 31

5. Solutions 32

6. Conclusion 33

Les annexes: **35**
Annex 1:Universite Royale De Phnom Penh **35**
Annex 2: Université Nationale de Management **66**
Annex 3: Université Royale de Droit et des Sciences Économiques **77**
Annex 4: Institut De Technologie Du Cambodge **95**
Annex 5 : de l'Université Royale d'Agriculture **133**
Annex 6: l'Université Royale des Beaux-Arts **156**
Annex 7: L'Université des Sciences de la Santé **181**
Annex 8: de l'Académie de Technologie Numérique du Cambodge **195**

1. Introduction

Au cours de la 7e législature de l'Assemblée nationale, afin d'orienter les interventions pour le développement national, le Gouvernement royal du 7e mandat, sous la direction dynamique et éclairée de **Samdech Moha Borvor Thipadei Hun Manet**, Premier ministre du Royaume du Cambodge, a mis en œuvre la Stratégie Pentagonale - Phase I. Celle-ci vise la croissance, l'emploi, l'équité, l'efficacité et la durabilité afin de poser les bases de la réalisation de la Vision du Cambodge à l'horizon 2050, où le pays deviendra une nation à revenu élevé, tout en continuant à se concentrer sur l'agenda garantissant « l'efficacité du rendement ». Pour atteindre la Vision du Cambodge 2050, le Gouvernement royal a défini 5 priorités clés, en plaçant le facteur **Humain** comme priorité absolue, suivi par les **routes**, l'**eau**, l'**électricité** et les **technologies**, en particulier les technologies numériques.

La priorité accordée à l'**Humain** se reflète principalement dans le premier pentagone et est complétée par le 1er angle du 3e pentagone, le 1er angle du 4e pentagone et le 1er angle du 5e pentagone. En ce sens, le développement du capital humain constitue une condition préalable indispensable pour stimuler la diversification, la croissance économique et le progrès social. Cela démontre que l'investissement dans le développement du capital humain est essentiel pour répondre aux besoins croissants du développement socio-économique national.

Afin que le secteur de l'éducation contribue au développement national, le Gouvernement royal a fixé pour ce secteur un objectif à long terme visant à former les citoyens

cambodgiens pour qu'ils soient « hautement qualifiés et dotés d'au moins une compétence professionnelle pour la vie », faisant preuve de résilience, d'esprit d'entreprise, d'innovation et d'une éthique exemplaire. L'État s'engage à renforcer la qualité de l'enseignement supérieur pour en faire un centre de capital intellectuel national et un réservoir de connaissances mondiales. Cela sera réalisable grâce à :

- l'amélioration de la qualité de l'éducation, des sciences et des technologies ;
- l'augmentation des inscriptions dans les filières sciences, technologies, ingénierie, arts et mathématiques (STEAM);
- le renforcement continu de la qualité de l'enseignement et la modernisation des programmes d'études à tous les niveaux ;
- la création d'opportunités pour l'apprentissage tout au long de la vie ;
- l'amélioration des capacités de recherche et d'innovation;
- et le renforcement de la gouvernance de l'enseignement supérieur.

Pour contribuer à la réalisation de la Vision du Cambodge 2050, le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (MEJS) a publié le Plan stratégique du secteur de l'éducation 2024-2028, qui continue de se concentrer sur la réforme de l'éducation à tous les niveaux en définissant la politique stratégique clé: *« Garantir à chaque citoyen cambodgien l'accès à une éducation de qualité, équitable et inclusive, riche en connaissances, compétences, discipline, éthique, civisme, ainsi qu'en bonne santé, bonne condition physique et apprentissage tout au long de la vie. »*

Ce plan stratégique du secteur de l'éducation a été élaboré pour traduire les priorités définies dans la Stratégie Pentagonale - Phase I, les réformes éducatives et l'Objectif de développement durable sur l'éducation à l'horizon 2030 en actions concrètes. Il vise également à responsabiliser les entités à tous les niveaux, y compris les établissements d'enseignement supérieur, pour former un capital humain doté de savoirs, de savoir-faire et d'un comportement exemplaire. Afin de garantir une grande efficacité dans la formation du capital humain soutenant la croissance, l'emploi, l'équité, l'efficacité et la durabilité vers les objectifs nationaux de 2050, la réforme de l'enseignement supérieur demeure une nécessité absolue.

Dans le cadre du développement du capital humain destiné à contribuer à la réalisation de la Vision du Cambodge 2050, le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports met en œuvre, depuis 2011, un programme de réformes profondes du secteur éducatif, en particulier dans l'enseignement supérieur. Cela s'effectue à travers plusieurs projets d'investissement :

- Projet d'amélioration de la qualité et des capacités de l'enseignement supérieur (HEQCIP, 2011-2017) ;
- Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP, 2018-2025) ;
- Second projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP2, 2025-2030).

2. Mise en œuvre des stratégies et des programmes d'investissement pour la réforme de l'enseignement supérieur

2.1. Stratégie de réforme de l'enseignement supérieur

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de réforme du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, le sous-secteur de l'enseignement supérieur a actualisé sa réforme afin de la rendre plus globale, approfondie et d'aller au-delà de la simple délégation de pouvoir accordée aux établissements d'enseignement supérieur (EES) pour signer les diplômes, du renforcement de la formation dans les filières STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) et du renforcement des capacités des EES. En ce sens, la stratégie actuelle de réforme de l'enseignement supérieur se concentre sur les priorités suivantes :

- **Modernisation des programmes d'études, des méthodes d'enseignement et d'évaluation des acquis d'apprentissage :** Afin de former un capital humain répondant aux besoins du marché du travail et du développement socio-économique, deux actions immédiates nécessitent des investissements :
  1. L'accélération et l'élargissement de la modernisation des programmes de l'enseignement supérieur conformément au *« Cadre éducatif "FutureFit" pour une éducation basée sur les résultats dans l'enseignement supérieur au Cambodge » (FutureFit*

Educational Framework for Outcome-Based Education in Cambodian Higher Education) ;

2. La création de programmes d'études liés aux STEM et aux technologies numériques.

- **Promouvoir la capacité de recherche et d'innovation :** Afin d'améliorer la qualité et la pertinence de la recherche et de l'innovation dans l'enseignement supérieur et de produire des résultats de recherche contribuant à la croissance économique, la mise en place et le développement d'un écosystème de recherche et d'innovation au sein des EES s'imposent. Cela repose sur les points clés suivants :
  - Créer un cadre de gestion de la recherche et d'incitation des chercheurs ;
  - Renforcer la capacité de recherche pour produire des résultats exploitables par l'industrie, les communautés et/ou les institutions publiques ;
  - Développer les capacités des EES pour la gestion de la recherche et la formation de jeunes chercheurs ;
  - Créer un fonds de recherche pour l'enseignement supérieur financé par l'État, les partenaires au développement et le secteur privé.

- **Amélioration de l'accès, de l'équité et de la qualité :** Pour améliorer l'accès, l'équité et la qualité, il est indispensable de développer les infrastructures et les plateformes numériques, de fournir les équipements physiques, de renforcer les capacités opérationnelles du réseau de la Cyber Université du Cambodge (Cambodia Cyber University Network) et d'accorder des bourses

d'études complètes aux étudiants de l'enseignement supérieur. En parallèle, les programmes de partenariat éducatif entre les EES et les établissements d'enseignement secondaire doivent être poursuivis et élargis afin d'améliorer les capacités et les opportunités des élèves de poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur.

- **Promotion de l'internationalisation de l'enseignement supérieur :** Pour former un capital humain mondial et élever la qualité de l'enseignement supérieur, plusieurs programmes clés devraient être mis en œuvre :

  1. Créer et poursuivre des programmes de partenariat avec des universités étrangères de premier plan pour développer des cursus internationaux (programmes 2+2, doubles diplômes), des projets de recherche conjointe (*Joint research*) et la cotutelle de thèses de doctorat (*Co-supervision*) ;
  2. Élargir le champ d'application du programme de mobilité des étudiants internationaux en Asie (Asian International Mobility Students - AIMS) et des programmes de mobilité internationale de crédits (International Credit Mobility - ICM) avec des universités de la région asiatique et d'Europe ;
  3. Rehausser le niveau de maîtrise de la langue anglaise dans les établissements d'enseignement supérieur.

- **Modernisation de la gouvernance du secteur et des établissements d'enseignement supérieur :** L'octroi d'une pleine autonomie aux EES, conformément au

contexte régional et international, constitue une stratégie clé de la réforme de l'enseignement supérieur cambodgien. Cela vise l'atteinte d'une qualité de niveau régional et international, une réactivité optimale et la durabilité à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle. En ce sens, la mise en place d'un système de gouvernance transparent et responsable, ainsi que le renforcement des capacités opérationnelles de ce système, représentent un facteur essentiel et une priorité.

- **Renforcement de la mise en œuvre du système interne d'assurance qualité :** Le système interne d'assurance qualité est un mécanisme d'auto-évaluation des EES permettant une amélioration continue de la qualité, en vue d'une reconnaissance par le marché du travail ainsi que par les organismes d'évaluation nationaux, régionaux et internationaux. En ce sens, le renforcement des capacités pour étendre le déploiement du système interne d'assurance qualité, couplé au partenariat avec le réseau d'assurance qualité des universités de l'ASEAN (*ASEAN University Network-Quality Assurance - AUN-QA*), constitue une action prioritaire nécessitant un soutien continu et des investissements supplémentaires.
- **Développement des capacités :** Pour garantir la qualité des diplômés et des travaux de recherche répondant aux besoins du marché du travail, de l'industrie et du développement socio-économique, l'investissement dans la formation et le renforcement des compétences des enseignants titulaires d'un doctorat dans l'enseignement supérieur demeure la priorité absolue.

2.2. Programmes d'investissement pour la réforme de l'enseignement supérieur

Afin d'atteindre les objectifs de la stratégie de réforme de l'enseignement supérieur, le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a élaboré et mis en œuvre des programmes d'investissement dans ce sous-secteur à travers les projets suivants :

- **Projet d'amélioration de la qualité et des capacités de l'enseignement supérieur (HEQCIP, 2011-2017) :** Après la promulgation de la Loi sur l'éducation en 2007, le sous-secteur de l'enseignement supérieur a bénéficié, dans le cadre du projet HEQCIP, d'un financement de 23 millions de dollars américains financé par la Banque mondiale (50 % sous forme de crédit et 50 % sous forme de don). L'objectif de ce projet était d'améliorer la qualité de l'enseignement, de la recherche et de la gestion. Le projet s'est articulé autour de quatre axes :

  1. Le renforcement des capacités du système d'enseignement supérieur, à savoir le renforcement des compétences de la Direction générale de l'enseignement supérieur, du Comité d'accréditation du Cambodge (ACC), ainsi que des établissements d'enseignement supérieur (EES) publics et privés en matière d'enseignement, de recherche, de gestion et de mise en œuvre du système d'assurance qualité ;
  2. La promotion de la recherche grâce à l'attribution d'allocations budgétaires de recherche aux EES publics et privés ;

3. L'octroi de bourses d'études aux étudiants défavorisés pour leur permettre d'accéder aux EES publics et privés ;
4. Le renforcement de la gouvernance du sous-secteur et des EES, notamment par l'élaboration de la politique « Vision de l'enseignement supérieur à l'horizon 2030 », de la Feuille de route pour le développement de l'enseignement supérieur 2030 et post-2030, ainsi que par la mise en place d'un système de gestion des données de l'enseignement supérieur.

- **Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP, 2018-2025) :** À la suite du lancement du programme de réformes rigoureuses sous les devises *« Ceux qui savent réussissent »* et *« L'assurance qualité interne est primordiale »* portées par S.E. Académicien Hang Chuon Naron, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, un montant de 92,5 millions de dollars américains (dont 90 millions de dollars sous forme de crédit de la Banque mondiale et 2,5 millions de dollars sur fonds propres du Gouvernement royal) a été investi dans le secteur. Ce projet visait à améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur et de la recherche, principalement dans les domaines STEM et agricoles au sein d'EES cibles, tout en améliorant la gouvernance du secteur. Le projet a soutenu 11 EES cibles (5 publics et 6 privés) ainsi que des EES non cibles (publics et privés) relevant du ministère. Il s'est concentré sur 4 programmes de réforme majeurs :
  - **L'amélioration des capacités d'enseignement et d'apprentissage** à travers :

1. La révision des programmes d'études conformément à la philosophie de l'éducation basée sur les résultats (*Philosophy of Outcome-Based Education*) et la création de nouveaux cursus aux niveaux licence et post-licence, axés principalement sur les STEM et les technologies numériques ;

2. La hausse des qualifications et l'organisation de formations courtes de renforcement des compétences pour les enseignants et le personnel de soutien ;
3. La mise en œuvre de programmes d'échanges d'enseignants et de projets de recherche conjointe ;
4. La construction et la rénovation de bâtiments scolaires, de salles de classe, de laboratoires et de dortoirs pour les étudiantes et les étudiants issus de familles défavorisées ;
5. L'équipement en matériels et technologies modernes destinés à l'enseignement et à l'apprentissage ;
6. Le renforcement des liens avec le secteur industriel. *(Les actions 1, 2 et 3 ont été conçues et exécutées dans le cadre de partenariats avec des universités internationales de renom et des universités locales).*

- **L'amélioration de la recherche en STEM et en agriculture** à travers :

1. La construction et la rénovation de laboratoires ;

2. La fourniture d'équipements et de matériels de recherche ;

3. L’octroi de fonds de recherche (ces projets devant être directement alignés sur les besoins de l’industrie).

- **Le renforcement de la gouvernance de l’enseignement supérieur** à travers :

1. La création et l’application de systèmes de gestion financière et de ressources humaines dans les EES afin de garantir la transparence et la responsabilité ;
2. La transformation des EES en Établissements Publics à caractère Administratif (EPA) ;
3. L’élaboration de plans stratégiques pour le développement du sous-secteur et des EES ;
4. L’amélioration et l’exploitation du système de gestion des données de l’enseignement supérieur pour la formulation des politiques et des plans ;
5. L’élaboration et l’application de directives relatives au suivi du parcours des diplômés (*tracer study*) et au traitement des réclamations des étudiants.

- **L’amélioration du système d’assurance qualité** à travers :

1. L’amélioration des mécanismes d’assurance qualité externe (Comité d’accréditation du Cambodge - ACC) en veillant à ce que les EES et les évaluateurs soient formés pour mener efficacement les activités d’accréditation ;
2. Le développement et la mise en œuvre de systèmes d’assurance qualité interne au sein des EES.

- **Second projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP2, 2025-2030) :** Après le lancement par le Gouvernement royal du 7e mandat de la Stratégie Pentagonale - Phase I, identifiant « le développement du capital humain » comme la priorité absolue pour stimuler la productivité économique du Cambodge vers sa Vision 2050, le projet HEIP2 d'un montant de 81,7 millions de dollars américains (dont 80 millions de dollars de crédit de la Banque mondiale et 1,7 million de dollars du Gouvernement royal) a été mis en œuvre. S'appuyant sur les acquis du projet HEIP, ce second projet se concentre sur 5 programmes de réforme principaux :
  - **L'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes d'études** à travers :

    1. La modernisation des programmes de l'enseignement supérieur conformément au *« Cadre éducatif "FutureFit" pour une éducation basée sur les résultats dans l'enseignement supérieur au Cambodge »* ;
    2. La rehausse des qualifications et des compétences des enseignants ;
    3. Le renforcement des relations université-industrie ;
    4. Le renforcement des capacités des EES cibles afin qu'ils préparent des programmes d'études accrédités aux niveaux national et régional ;
    5. La création de formations courtes et le développement de programmes d'enseignement supérieur en ligne afin d'élargir l'accès aux EES cibles ;

6. Le renforcement des capacités du réseau de la Cyber Université du Cambodge (*Cambodia Cyber University Network*) pour offrir des programmes de licence et de post-licence ;
7. La construction et la rénovation de bâtiments d'enseignement, de salles de classe, de laboratoires et de bibliothèques ;
8. La fourniture d'équipements et de matériels modernes pour l'enseignement et l'apprentissage.

- **L'amélioration de la qualité et de la pertinence de la recherche** à travers :

1. Le développement du système de gestion de la recherche dans l'enseignement supérieur ;
2. Le financement de projets de recherche à fort potentiel de commercialisation ;
3. La modernisation des laboratoires en vue d'obtenir la certification aux normes de base dans les EES ;
4. Le déploiement du Fonds de recherche de l'enseignement supérieur pour soutenir les EES dans le renforcement de leur gestion de la recherche, l'accompagnement des jeunes chercheurs et le soutien aux étudiants de niveau post-licence ;
5. L'accompagnement des EES dans la création de revues scientifiques/de recherche.

- **L'amélioration de la gouvernance au sein des EES et du secteur :** Afin de promouvoir l'autonomie, la transparence, la responsabilité, l'efficacité et la durabilité, il est nécessaire d'améliorer et d'appliquer les systèmes et directives relatifs à la gestion financière,

aux ressources humaines, aux données, à la planification axée sur les résultats, ainsi qu'au suivi-évaluation. Cela implique également le développement des compétences des cadres et spécialistes à tous les niveaux et leur équipement en technologies pour soutenir les opérations.

- **Le renforcement de la mise en œuvre du système d'assurance qualité interne :** Cet axe est axé sur le renforcement des capacités et le fonctionnement hautement efficace des systèmes d'assurance qualité interne.

- **L'amélioration de la qualité vers les normes régionales AUN-QA et internationales :** Il s'agit de développer les capacités des EES afin de les amener vers une reconnaissance de leur qualité aux niveaux régional et international.

3. Résultats obtenus

3.1. Aspects quantitatifs du secteur

3.1.1. Effectif des étudiants

Le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur, du niveau diplôme universitaire de technologie/brevet de technicien supérieur (DUT/BTS - *bac+2*) au doctorat, est passé de 198 363 (dont 49,67 % de femmes) au cours de l'année académique 2020-2021 à 318 919 (dont 53,98 % de femmes) au cours de l'année académique 2024-2025. La proportion d'étudiants dans les filières STEM est passée de 30,7 % à 36,1 %.

Le taux brut de scolarisation des étudiants aux niveaux DUT/BTS et licence parmi la population jeune âgée de 18 à 22 ans est passé de 13,80 % durant l'année académique 2015-2016 à 19 %[1] au cours de l'année académique 2024-2025. Ce taux a progressé en moyenne d'environ 0,83 % par an.

Au cours de l'année académique 2023-2024, on comptait un total de 39 186 étudiants boursiers, dont 23 986 femmes (soit 61,21 %). Parmi eux, 35 647 étaient inscrits en licence, dont 22 081 femmes (soit 61,94 %)[2].

3.1.2. Nombre d'établissements d'enseignement supérieur (EES)

Le nombre total d'EES publics et privés est passé de 130 au cours de l'année académique 2020-2021 à 200 au cours de l'année académique 2024-2025. Le nombre d'EES privés est passé de 73 au cours de l'année académique 2015-2016 à 121 au cours de l'année académique 2024-2025. En 2025, la création de 6 EES privés a été reconnue par le Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle, sans reconnaissance de création par le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports.

Ces 200 EES relèvent de la tutelle de 17 ministères et institutions :

[1] Congrès de bilan des travaux d'Éducation, de la Jeunesse et des Sports pour l'année académique 2024-2025 et orientations pour l'année académique 2025-2026.
[2] Ibis

- Le **Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle** compte 81 EES (37 publics, 44 privés et 11 antennes).
- Le **Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports** compte 94 EES, dont 17 EES publics (avec 4 antennes) et 77 EES privés (avec 39 antennes)[3]. Parmi ces 77 EES privés et leurs 39 antennes, 9 EES privés et 2 antennes ont suspendu leurs formations et sont en cours de procédure pour le retrait de leur agrément. Ainsi, le nombre d'EES privés actuellement en activité s'élève à 68 (avec 37 antennes).

Les EES publics et privés contribuent de manière équivalente à l'accueil des étudiants en DUT/BTS et licence, représentant chacun environ 50 % des effectifs sur les années académiques 2022-2023 et 2023-2024.

- En 2022-2023, on comptait 270 261 étudiants inscrits en DUT/BTS et licence, dont 135 510 dans les EES privés et 134 751 dans les EES publics.
- En 2023-2024, on comptait 299 779 étudiants inscrits en DUT/BTS et licence, dont 151 131 dans les EES privés et 148 648 dans les EES publics.

3.2. Aspects qualitatifs du secteur

[3] 2 antennes ont été fermées en 2025

3.2.1. Modernisation des programmes d'études, des méthodes d'enseignement-apprentissage et d'évaluation des acquis

Le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, appuyé par la Direction générale de l'enseignement supérieur (DGES), a élaboré et mis en œuvre des politiques pour le développement de programmes d'enseignement supérieur basés sur la philosophie de l'éducation centrée sur les résultats (*Outcome-Based Education - OBE*), ainsi que pour le renforcement des compétences du personnel de la DGES et des EES afin d'exécuter la réforme des cursus de manière efficace et avec qualité. Les premiers résultats obtenus sont les suivants :

- **Développement des politiques (*Policy Development*) :** Le tout premier document de cadre global pour le développement des programmes d'études dans l'enseignement supérieur, intitulé *« Cadre éducatif "FutureFit" pour une éducation basée sur les résultats dans l'enseignement supérieur au Cambodge »* (FEF-for-OBE), a été rédigé par l'équipe technique du cadre éducatif FutureFit (Équipe DGHE-OBE). Il est accompagné d'orientations et d'un guide pratique (*Playbook*) portant sur les programmes d'études transformatifs (*Transformative Curriculum*), la pédagogie innovante (*Innovative Pedagogy*) et l'évaluation globale des acquis (*Holistic Assessment*). Ce travail a été mené sous la supervision directe de deux experts en gestion et développement des programmes d'enseignement supérieur, professeurs à l'Université Putra Malaysia

(UPM). L'équipe technique réunit des membres de la DGES et des EES. Ce document-cadre (FEF-for-OBE) a été signé par S.E. Académicien Hang Chuon Naron, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, le 15 septembre 2025, et a été officiellement lancé le 23 mai 2026 sous sa haute présidence.

- **Développement du capital humain (*People Development*) :** Afin d'élaborer la politique de réforme des programmes dans l'enseignement supérieur, un comité de pilotage, une équipe technique et un secrétariat composés de 55 membres issus du Ministère, de la DGES et des EES ont été créés. Cette équipe avait pour mission de piloter, de mener des recherches documentaires, de rédiger les orientations politiques, ainsi que de tester la modernisation et la mise en œuvre des cursus sous le coaching direct des deux experts de l'Université Putra Malaysia (UPM). À ce jour, 270 cadres et enseignants de la DGES et de 9 EES cibles (Institut de Technologie du Cambodge, Université royale de Phnom Penh, Université royale d'agriculture, Université de Svay Rieng, Université nationale de Battambang, Université Heng Samrin Thbongkhmum, Université nationale Chea Sim Kamchay Mear, Université royale des beaux-arts et Institut national d'agriculture de Prek Leap) ont été formés pour moderniser et dispenser des programmes conformes au cadre FutureFit. Parmi ces 270 personnes, 61 ont été formées comme formateurs relais (*master trainers*) afin d'étendre le déploiement du cadre FutureFit.
- **Développement des programmes (*Program Development*) :** À ce jour, 51 programmes d'études ont été

modernisés et mis en application. Cinq programmes pilotes ont été lancés à partir de l'année académique 2024-2025 :

1. Licence en sciences physiques, spécialité Énergie et Électronique ;
2. Licence en sciences, spécialité Sciences de l'alimentation et Technologies post-récolte ;
3. Diplôme d'ingénieur, spécialité Électronique et Automatisation ;
4. Licence en sciences, spécialité Génie mécanique avec Génie industriel ;
5. Licence en sciences, spécialité Horticulture avec Agribusiness.

Le Ministère a également étendu ses investissements dans l'éducation numérique et les nouvelles compétences au sein des EES publics, tout en encourageant les EES privés à créer des filières STEM et numériques adaptées à l'ère de l'intelligence artificielle.

À titre d'exemple, l'**Institut de Technologie du Cambodge (ITC)** a créé des spécialités en ingénierie de l'intelligence artificielle, science des données, systèmes de contrôle et réseaux électriques, génie logiciel (*Software Engineering*), cybersécurité, ainsi qu'en robotique et automatisation. L'**Université nationale de gestion (NUM)** a créé une spécialité en économie numérique et projette d'intégrer l'intelligence artificielle dans l'ensemble de ses filières.

3.2.2. Promotion des capacités de recherche et d'innovation

Afin de garantir la capacité de recherche et d'innovation des établissements d'enseignement supérieur (EES) pour leur participation au développement socio-économique du Cambodge, le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a élaboré un écosystème de recherche reliant la recherche à l'industrie et au développement socio-économique, à travers la mise en œuvre de plusieurs programmes clés tels que :

A. Élaboration des politiques

- Le *« Cadre de gestion de la recherche pour l'enseignement supérieur au Cambodge »* a été élaboré et mis en application. Ce cadre a été signé par S.E. Académicien Hang Chuon Naron, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, le 19 mars 2026.
- Les outils de vérification des programmes de formation doctorale ont été conçus conformément aux directives relatives à la formation doctorale.
- Les directives relatives à l'évaluation, à la sélection et à l'attribution des titres de professeurs dans le domaine de l'éducation ont été signées par S.E. Académicien Hang Chuon Naron, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, le 9 mai 2024.
- *La Revue cambodgienne de recherche pour l'éducation et les STEM a été créée en 2023.*

- Le manuel d'exécution (*Playbook*) sur la recherche a été élaboré et mis en application.

B. Renforcement des capacités de recherche

À travers les trois projets d'investissement mentionnés ci-dessus, les capacités de recherche et de gestion de la recherche ont été renforcées. Les résultats obtenus sont les suivants :

- **Projet HEQCIP :** Un montant d'environ 4,6 millions de dollars américains a été alloué à la recherche, 24 EES (dont 13 publics) ont bénéficié de fonds de recherche, 579 chercheurs ont été formés, et 45 projets de recherche ont été menés. Ces projets ont donné lieu à la rédaction de rapports de recherche.
- **Projet HEIP :** Un budget d'environ 15,8 millions de dollars américains a été consacré à la recherche, 5 EES cibles ont reçu des fonds de recherche, et environ 300 chercheurs ont été formés et ont participé à la réalisation de 53 projets de recherche axés sur les STEM et l'agriculture. Parmi ces 53 projets, 44 étaient directement liés à l'industrie. Les résultats obtenus sont :
  1. La réalisation de 73 produits, comprenant 30 produits finis (*Products*) et 43 prototypes (*Prototypes*) ;
  2. La publication de 132 articles de recherche dans des revues scientifiques internationales et de 51 articles dans des revues nationales ;
  3. La création d'une revue scientifique ;

4. La nomination, pour la première fois dans le domaine de l'éducation, de 328 personnels éducatifs à des titres académiques, dont 32 professeurs titulaires, 58 professeurs associés et 238 professeurs assistants.

- **Projet HEIP2 :** Il comprend deux types de programmes de recherche financés à hauteur d'environ 8,4 millions de dollars américains :
  - *Type 1 — Recherche pour la commercialisation (Research for Commercialization) :* Mis en œuvre par 5 EES cibles (Institut de Technologie du Cambodge, Université royale de Phnom Penh, Université royale d'agriculture, Université de Svay Rieng et Université nationale de Battambang). Ce programme comprend 9 projets de recherche pour un montant d'environ 3,5 millions de dollars américains.
  - *Type 2 — Fonds de recherche pour l'enseignement supérieur :* Doté de 3,1 millions de dollars américains, il vise à créer une plateforme de formation et d'accompagnement pour les jeunes chercheurs. Ce fonds est attribué aux EES publics et privés répondant aux critères requis. Les projets de recherche de cette catégorie se divisent en deux échelles : petite échelle (environ 20 000 USD) et grande échelle (environ 50 000 USD).

3.2.3. Amélioration de l'accès, de l'équité et de la qualité

A. Construction d'infrastructures et fourniture d'équipements matériels

Les EES publics, grâce aux frais de scolarité perçus ainsi qu'aux investissements directs du budget national et des partenaires au développement, ont construit des bâtiments d'enseignement, des bâtiments/laboratoires, des dortoirs, des centres de recherche et d'incubation d'entreprises, et ont installé des équipements modernes au service de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche. Notamment, dans le cadre du projet HEIP, 232 fermes et serres agricoles ont été construites, 86 laboratoires ont été aménagés ou construits, et 6 bâtiments d'enseignement ainsi que 4 dortoirs ont été édifiés.

Dans le cadre du projet HEIP2, de nouvelles infrastructures comprenant 9 bâtiments sont en cours de construction : 1 bibliothèque, 1 centre de formation et de recherche en aquaculture, 1 bâtiment administratif, 3 bâtiments polyvalents, 1 bâtiment Industrie 4.0 et transfert de technologie, 1 bâtiment de formation et d'incubation d'entreprises, et 1 bâtiment d'interfaçage avec l'industrie, en plus de laboratoires, de fermes et de serres agricoles. De nouveaux équipements et instruments de laboratoire y seront également installés.

Quant aux EES privés, grâce aux frais de scolarité et aux exonérations fiscales accordées par le Gouvernement royal, ils ont réinvesti dans le développement de leurs infrastructures et l'acquisition d'équipements matériels pour l'enseignement et l'apprentissage. À cet égard, 36 EES privés sur 77 relevant de la

tutelle du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports ont modernisé leurs installations en passant du statut de locataires à celui de propriétaires de leurs terrains et bâtiments.

B. Renforcement de la mise en œuvre du réseau Cyber Université du Cambodge

Vingt EES (dont 7 privés) participent à la mise en œuvre du réseau Cyber Université du Cambodge (*Cambodia Cyber University Network*). Dans ce cadre, 190 enseignants et 488 personnels techniques ont été formés, 29 programmes d'études et 2 programmes de master ont été déployés, 125 cours et 962 leçons ont été produits pour la plateforme de formation en ligne, et 6 542 étudiants y ont suivi des cours[4].

C. Octroi de bourses d'études

Le nombre d'EES offrant des bourses d'études en licence via le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports aux bacheliers du secondaire supérieur est passé de 39 (dont 19 EES publics) à 42 (dont 20 EES publics). Les étudiants bénéficiaires de ces bourses sont répartis en 4 catégories :

1. Élèves du contingent général : 60 % ;
2. Élèves prioritaires issus de milieux défavorisés : 20 % ;
3. Priorité aux jeunes filles : 15 % ;
4. Priorité aux zones reculées : 5 %.

[4] Congrès de bilan des travaux d'Éducation, de la Jeunesse et des Sports pour l'année académique 2023-2024 et orientations pour l'année académique 2024-2025.

En moyenne, chaque année, environ 9 188 bourses sont attribuées par l'intermédiaire du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, avec un taux effectif d'attribution d'environ 81 %. Parallèlement, dans le cadre du projet Union Européenne - Cambodge, des bourses d'études complètes ont été accordées à des élèves et étudiants pour poursuivre des études de licence, master et doctorat, en mettant l'accent sur les filières STEM. De plus, le programme de bourses d'État instauré par l'accord entre le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports et la partie française permet d'envoyer chaque année 5 étudiants cambodgiens préparer leur doctorat dans des universités françaises, principalement dans les domaines STEM. À ce jour, 32 étudiants ont obtenu leur doctorat grâce à ce programme.

3.2.4. Internationalisation de l'enseignement supérieur

- **Programme de mobilité des étudiants internationaux en Asie (AIMS) :** Le Cambodge est devenu membre en 2023. Dans ce cadre, 25 étudiants (dont 18 femmes) ont participé à ce programme au sein d'universités partenaires en Malaisie, au Japon et en Indonésie.
- **Programmes de diplômes conjoint (*Joint degree*) avec des EES partenaires internationaux :** 46 au niveau ingénieur et licence, 23 au niveau master, et 6 au niveau doctorat.
- **Projets de recherche conjointe avec des EES partenaires internationaux :** 44 projets.

- **Programmes de partenariat :** 5 EES cibles ont établi 24 programmes de partenariat en collaboration avec 19 universités internationales issues de 11 pays.
- **Mobilité internationale :** 26 EES, dont 11 EES privés, ont envoyé des étudiants pour des séjours d'études de courte durée dans des universités partenaires de l'Union européenne dans le cadre du programme de mobilité internationale de crédits d'Erasmus+.

3.2.5. Gouvernance de l'enseignement supérieur

Afin de renforcer l'application d'une gouvernance transparente, responsable et efficace dans l'enseignement supérieur, plusieurs documents politiques et directives essentielles ont été adoptés et mis en application :

- **Politique de la vision de l'enseignement supérieur 2030 et Feuille de route de l'enseignement supérieur du Cambodge 2030 et post-2030.**
- **Stratégie du sous-secteur de l'enseignement supérieur 2021-2030 :** Mise en œuvre par 6 EES.
- **Prakas (arrêté) relatif à la gestion du personnel éducatif dans les Établissements Publics à caractère Administratif (EPA) :** 2 EES l'ont mis en application.
- **Prakas relatif à l'élaboration du manuel de procédures pour la gestion financière interne des EES :** Appliqué par 6 EES.
- **Modernisation du système de gestion des données (passage du mode Hors-ligne au mode En ligne) :** 49 EES ont participé à l'utilisation du système de gestion des

données de l'enseignement supérieur en mode Hors-ligne (*Off-line*), et 4 EES testent actuellement la version En ligne (*Online*).

- **Directives relatives à l'étude du parcours des diplômés (*Tracer study*) :** 23 EES (dont 13 publics) ont appliqué ces directives et ont élaboré leurs rapports de résultats.
- **Directives relatives aux réclamations des étudiants :** 23 EES (dont 13 publics) ont appliqué ces directives et produit des rapports sur les réclamations des étudiants. En 2025, 314 cas de réclamation ont été enregistrés et résolus en faveur des étudiants, la majorité concernant la prestation des services académiques des EES.
- **Numérisation du système de gestion de la sélection des boursiers en licence :** Passage de la procédure papier/hors-ligne à une procédure en ligne.
- **Directives relatives au programme de bourses d'études au sein des EES publics relevant du MEJS** dans le cadre du projet Union Européenne - Cambodge sur la transformation de l'éducation technologique 2024-2027.
- **Directives relatives au programme d'accélération par transfert et reconnaissance des crédits d'études** pour les élèves titulaires d'un Diplôme de technicien supérieur / Brevet professionnel (C3) souhaitant poursuivre leurs études en licence dans les EES relevant du MEJS.

3.2.6. Mise en œuvre des systèmes d'assurance qualité

Afin de garantir la qualité de l'enseignement supérieur tant dans les EES publics que privés, le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a mis en place divers systèmes et directives,

tout en apportant son soutien aux établissements pour leur application, comme suit :

A. Mise en œuvre du système d'assurance qualité interne

L'assurance qualité interne est un mécanisme d'auto-évaluation des EES visant à améliorer continuellement la qualité en vue d'une reconnaissance par le marché du travail ainsi que par les organismes d'accréditation nationaux, régionaux et internationaux.

- **Élaboration des politiques :** Le *Manuel d'exécution du système d'assurance qualité interne* a été approuvé et mis en application en 2021. Ce système a été mis à jour par l'équipe technique d'assurance qualité interne (Équipe DGHE-IQA) afin de s'aligner sur le cadre éducatif FutureFit pour l'éducation basée sur les résultats, les normes de qualité du Comité d'accréditation du Cambodge (ACC) ainsi que les standards et indicateurs de l'AUN-QA. Cette équipe technique est composée de représentants de la DGES ainsi que d'EES publics et privés.
- **Développement du capital humain :** Afin d'élaborer les politiques d'amélioration continue de la qualité dans l'enseignement supérieur, un comité de pilotage, une équipe technique et un secrétariat comprenant 46 membres issus du Ministère, de la DGES et des EES ont été créés. Cette équipe a pour mission de piloter, mener les recherches documentaires, rédiger les textes d'orientation et tester l'élaboration de rapports d'auto-évaluation conformément aux directives d'évaluation de la qualité

interne pour les EES. À ce jour, 111 personnels éducatifs issus de la DGES et de 12 EES (9 publics et 3 privés) ont été formés à l'application de ces directives.

- **Auto-évaluation des programmes :** 49 EES (dont 30 privés) ont réalisé l'auto-évaluation de la qualité pour 103 programmes d'études conformément à l'ancienne version du manuel d'assurance qualité interne. 15 EES (dont 9 publics) ont été formés au système d'assurance qualité interne mis à jour, et 5 EES publics ont mené une phase pilote en réalisant l'auto-évaluation de 5 programmes d'études.

B. Mise en œuvre du système d'assurance qualité du Réseau des universités de l'ASEAN (AUN-QA)

- **Élaboration des politiques :** Un accord de partenariat à long terme (2026-2030) entre la DGES et l'AUN, accompagné d'un plan d'action de 5 ans, a été signé le 9 mars 2026.
- **Développement du capital humain :** 163 personnels éducatifs de la DGES et de 5 EES cibles ont suivi la formation *« AUN-QA pour l'évaluation des programmes (Niveau 1) »* dispensée par des experts d'AUN-QA ; 17 personnels éducatifs ont suivi la formation *« Évaluateurs pour l'évaluation des programmes (Niveau 2) »* aux Philippines et en Malaisie ; 42 personnels éducatifs ont suivi la formation *« AUN-QA pour l'évaluation institutionnelle (Niveau 3) »* ; et 199 personnels éducatifs ont été formés à la *« Rédaction du rapport d'auto-évaluation au niveau des programmes d'AUN-QA »*.

- **Auto-évaluation et accréditation des programmes :** Actuellement, 2 programmes d'études (l'un de l'Institut CamEd et l'autre de l'Université royale de Phnom Penh) ont obtenu l'accréditation de qualité de l'AUN-QA. De plus, 3 évaluateurs certifiés AUN-QA au niveau régional de l'ASEAN sont issus de l'Institut CamEd. 4 programmes d'études (2 à l'Université royale de Phnom Penh, 1 à l'Institut de Technologie du Cambodge et 1 à l'Université nationale de Battambang) se préparent à l'évaluation par l'AUN-QA prévue en décembre 2026. Parallèlement, les 5 EES cibles rédigent actuellement des rapports d'auto-évaluation pour 20 autres programmes en vue des évaluations ultérieures par l'AUN-QA.

C. Mise en œuvre du système d'assurance qualité externe

Le Comité d'accréditation du Cambodge (ACC) évalue et accorde l'accréditation institutionnelle complète à 58 EES (23 publics et 35 privés), ainsi que l'accréditation de 10 programmes d'études appartenant à 9 EES publics et 1 EES privé.

3.2.7. Développement des compétences des enseignants

Grâce aux trois projets d'investissement mentionnés ci-dessus et au programme de bourses d'État pour poursuivre des études en France, 428 personnels éducatifs ont bénéficié d'un financement pour des études post-universitaires (master et doctorat), dont 143 au niveau doctorat.

4. Défis

- **Accès et équité :** Les infrastructures, la superficie des campus et les technologies numériques restent insuffisantes pour améliorer l'accès, l'équité et la qualité ; le taux brut de scolarisation demeure encore faible.
- **Qualité et pertinence :** Le rythme de modernisation des programmes d'études reste lent, et le pourcentage d'enseignants titulaires d'un doctorat est encore bas.
- **Recherche et innovation :** Les capacités de recherche et de gestion de la recherche au sein des établissements d'enseignement supérieur (EES) présentent de grands écarts, en particulier concernant la capacité de commercialisation des produits de recherche.
- **Internationalisation de l'enseignement supérieur :** L'offre de programmes internationaux reste limitée (programmes conjoints, doubles diplômes, cursus accrédités à l'international, etc.) ; le nombre d'étudiants participant aux programmes de mobilité (comme le programme AIMS) est faible ; et le niveau de maîtrise de la langue anglaise dans les EES demeure limité.
- **Gouvernance de l'enseignement supérieur :** Des disparités subsistent quant aux capacités de renforcement de la gouvernance et de modernisation institutionnelle nécessaires pour acquérir une pleine autonomie et garantir la transparence, la responsabilité et l'efficacité.
- **Systèmes et mécanismes d'assurance qualité interne :** De grands écarts subsistent en matière de structuration, de définitions des fonctions, de mécanismes d'action et de

compétences du personnel éducatif pour mener à bien le processus d'auto-évaluation de la qualité.

5. Solutions

- **Améliorer l'accès et l'équité :** Poursuivre le développement des infrastructures et l'équipement matériel, accorder des bourses d'études complètes, continuer les programmes de partenariat entre EES et établissements secondaires, et agrandir les campus universitaires à l'étroit.
- **Améliorer la qualité des programmes éducatifs :** Accélérer la modernisation des programmes d'études selon le cadre *FEF-for-OBE* dans l'ensemble des EES du pays.
- **Promouvoir la recherche et l'innovation :** Poursuivre le soutien aux projets de recherche visant la commercialisation des produits de recherche, et accroître les investissements nationaux dans la recherche afin de former et d'accompagner les jeunes chercheurs.
- **Améliorer la gouvernance et le leadership :** Moderniser les systèmes de gouvernance et continuer le renforcement des capacités des EES pour évoluer vers une pleine autonomie opérationnelle.
- **Systèmes et mécanismes d'assurance qualité interne :** Renforcer les capacités afin d'assurer une mise en œuvre hautement efficace du système d'assurance qualité interne.
- **Système d'assurance qualité AUN-QA :** Développer les capacités de mise en œuvre du système AUN-QA en vue de parvenir à une reconnaissance de la qualité aux niveaux régional et international.

- **Renforcement des capacités :** Rehausser les qualifications au niveau doctorat et améliorer les compétences des enseignants, des chercheurs et des cadres opérationnels afin d'exécuter la réforme des programmes, de la recherche et de la gouvernance de manière efficace et durable.

6. Conclusion

Au cours de ces dix dernières années de mise en œuvre de réformes profondes, le secteur de l'enseignement supérieur a connu des progrès remarquables, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. En effet, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur a enregistré une hausse notable, passant de 13,80 % en 2021 à 19 % en 2025, soit une progression moyenne d'environ 0,83 % par an.

Ces avancées ont bénéficié d'une forte participation du secteur privé, auquel le Gouvernement royal a accordé une attention soutenue à travers les programmes de partenariat public-privé (PPP), et tout particulièrement grâce à la mise en œuvre des programmes d'investissement de la stratégie de réforme à travers les projets d'amélioration de l'enseignement supérieur.

Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur devrait atteindre 23 % d'ici 2028, conformément à la cible fixée dans le Plan stratégique du secteur de l'éducation 2024-2028. En ce sens, un soutien politique et financier accru de la part du Gouvernement royal, des partenaires au développement et des pays amis est indispensable et urgent pour doter l'enseignement supérieur de toutes les capacités nécessaires à l'atteinte de cette

cible en 2028, ainsi qu'à la formation d'un capital humain en adéquation avec la Stratégie Pentagonale - Phase I du Gouvernement royal.

Les annexes:

Annex 1:Universite Royale De Phnom Penh



RAPPORT SUR LE PROGRÈS RÉALISÉ CES 10 DERNIÈRES ANNÉES

UNIVERSITÉ ROYALE DE PHNOM PENH (URPP)

1. Contexte

Après l'accession du Cambodge à l'indépendance le 9 novembre 1953, sous le règne de Sa Majesté le Roi Norodom Sihanouk, la première université nationale moderne du Cambodge fut fondée le 13 janvier 1960 sous le nom de l'« Université Royale Khmère », nom qu'elle changea par la suite à plusieurs reprises. Après le 7 janvier 1979, cette université, la plus ancienne et la plus grande du Royaume du Cambodge, rouvrit ses portes le 13 mai 1980. Elle fut alors rebaptisée « Université royale de Phnom Penh (RUPP) » par le sous-décret royal n° 31 en date du 21 juin 1996 et devenue établissement publique administratif par le sous-décret n°114 en date du 16 juillet 2021. Actuellement, elle propose des études de troisième cycle dans de nombreux domaines spécialisés, tels que les sciences, les sciences sociales et humaines, les études du développement, l'ingénierie, l'éducation, les études

internationales et les politiques publiques, ainsi que les langues étrangères.

L'URPP est la plus ancienne et la plus grande université publique du Cambodge. Elle est largement reconnue comme un établissement d'enseignement supérieur de premier plan dans le pays, notamment pour son enseignement, sa recherche et son engagement communautaire. L'enseignement à l'Université royale de Phnom Penh est une démarche multidisciplinaire qui permet aux diplômés d'acquérir des compétences académiques, de recherche et un sens aigu des responsabilités sociales. Le programme et la formation de cet établissement public privilégient la pensée critique, la résolution de problèmes et la capacité d'adaptation aux évolutions de la situation. L'Université royale de Phnom Penh forme ses diplômés à développer des compétences essentielles pour répondre aux défis posés par l'évolution rapide des besoins sociaux. En cultivant ces qualités, elle leur permet non seulement de trouver un emploi décent, mais aussi de contribuer efficacement au développement du Cambodge. L'Université royale de Phnom Penh est un établissement d'enseignement supérieur multidisciplinaire et spécialisé qui dispense des formations en sciences, sociologie et lettres, langues étrangères, ingénierie, études du développement, sciences de l'éducation, études internationales et politiques publiques. Elle bénéficie du soutien financier et technique du gouvernement royal du Cambodge dans le cadre du projet HEIP, ainsi que de celui de grands partenaires au développement tels que la KOICA, la JICA, la SIDA, le gouvernement japonais et la Banque mondiale.

Grâce à ces soutiens, l'université a fièrement développé et amélioré ses activités afin de répondre efficacement aux politiques

et priorités de développement national du gouvernement royal du Cambodge.

Le tableau 1 montre jusqu'en juillet 2026, l'université compte 1.115 employés, dont 367 femmes, soit environ 32,9 % du personnel total. Parmi ces employés, 397 sont fonctionnaires d'État, dont 97 femmes. On compte 227 enseignants et 164 personnels administratifs. La plupart des employés sont titulaires d'un Master (283), suivis des diplômés doctorats et de post-doctorats (101), ce qui témoigne du haut niveau de compétences professionnelles et du potentiel des ressources humaines de l'université. Quant au personnel contractuel, il y en a 718, dont 270 femmes. On dénombre 400 enseignants et 318 personnels administratifs. La plupart des contractuels sont titulaires d'une licence (396), suivis des diplômés de Masters (272) et des doctorats (50). Globalement, ces données montrent que l'université dispose d'un personnel diversifié, tant dans l'enseignement que dans l'administration, ce qui lui permet de garantir l'efficacité de l'enseignement, de la recherche et des services administratifs.

Tableau 1. Nombre d'employés, fonctionnaires de l'État et d'employés contractuels (en juillet 2026)

1. Les fonctionnaires de l'État au sein de la structure	Nombre
1) Conseil d'administration	07 (dont 1 femme)
2) Équipe de direction	6 (dont 1 femme)
3) Personnel enseignant	227 (dont 57 femmes)
4) Personnel administratif	164 (dont 39 femmes)
Total	397 (dont 97 femmes)
Niveau d'éducation (de diplôme)	
1) Doctorat et Post-doctoral	101 (dont 20 femmes)

2) Master	283 (dont 69 femmes)
3) Licence	13 (dont 8 femmes)
Total	397 (dont 93 femmes)

2. Personnel contractuel	Nombre
1) Personnel enseignant	400 (dont 114 femmes)
2) Personnel administratif	318 (dont 156 femmes)
Total	718 (dont 270 femmes)
Niveau d'éducation	
1) Doctorat	50 (dont 6 femmes)
2) Master	272 (dont 70 femmes)
3) Licence	396 (dont 194 femmes)
Total	718 (dont 270 femmes

Le tableau 2 montre que pour l'année universitaire 2025-2026, l'université comptait 30.789
étudiants, dont 18 604 femmes, soit environ 60,4 % de l'effectif total. Parmi eux, 26 638 étaient inscrits en programmes payants, dont 15 854 femmes, et 4 151 bénéficiaient d'une bourse, dont 2 750 femmes. Par niveau d'études, la première année de licence (9 755 étudiants) était la plus représentée, suivie de la deuxième année (7 716) et de la quatrième année (6 826). Ces résultats témoignent d'une forte présence féminine à tous les niveaux d'études, notamment parmi les boursières, où elles représentent environ 66,2 % des effectifs.

Tableau 2. Statut des étudiants boursiers et de cursus payant (2025-2026)

Statut étudiant (2025-2026)	Payant	Femmes	Boursier	Femmes
Année propédeutique	8.275	4.801	1.480	949
Licence 2e année	6.651	4.009	1.065	715
Licence 3e année	4.485	2.739	816	531
Licence 4e année	6.036	3.795	790	555
Master	1.058	477		
Doctorat	133	33		

2. Activités réalisées au cours des 10 dernières années

2.1. Gouvernance, autonomie et assurance qualité

2.1.1. Gouvernance et autonomie

L'URPP a pour vision de devenir une université de premier plan au Cambodge, jouissant d'une réputation régionale en matière d'enseignement, de recherche, d'innovation et d'engagement social d'ici à 2030. Afin de réaliser la mission définie dans son plan stratégique, l'U.R.P.P. a élaboré un certain nombre de documents juridiques relatifs à sa gouvernance et à son autonomie, comme suit :

- Plan stratégique 2026-2030
- Politique de recherche et de développement de l'innovation 2020-2024
- Cahier de gestion de la recherche à l'Université royale de Phnom Penh 2023-2030.

En 2026, le Centre de technologies de l'information (Centre IT) a mis en place un système de gestion des données de recherche, et le Bureau de la recherche l'utilise pour collecter des données relatives à la recherche à l'U.R.P.P., en se concentrant sur les projets de recherche et la publication d'articles de recherche nationaux et internationaux.

L'Université royale de Phnom Penh possède trois campus : le campus principal, situé dans le district de Toul Kork, le long du boulevard de la Fédération de Russie ; le deuxième, dans le district de Sen Sok, également le long du boulevard de la Fédération de Russie ; et le troisième, plus récent, dans le district de Chroy Changvar, près du monument Win Win. L'ensemble des campus s'étend sur une superficie de 281.684,3 mètres carrés. Elle compte 29 bâtiments, dont la bibliothèque Hun Sen. Afin de promouvoir la science de manière optimale, elle dispose de 74 laboratoires, 64 salles d'étude et 10 laboratoires de recherche.

2.1.2. Assurance qualité

A. Moderniser et améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes d'études

L'Université royale de Phnom Penh modernise et renforce l'efficacité de la mise en œuvre des programmes académiques et de formations suivantes :

- Élaborer des normes et des outils d'accréditation des programmes universitaires clés des établissements d'enseignement supérieur afin d'améliorer la qualité académique et de les utiliser comme mécanisme de transfert de crédits entre les établissements d'enseignement supérieur, ce qui permettra de réduire

les taux d'abandon scolaire et de faciliter l'apprentissage tout au long de la vie pour les étudiants.

- Mettre en place un mécanisme de suivi pour promouvoir la mise en œuvre du programme d'études conformément aux indicateurs et aux résultats attendus, et en fonction des compétences et des matières.

B. Améliorations des infrastructures

L'Université royale de Phnom Penh a amélioré certaines de ses infrastructures clés :

- Construction d'un (01) dortoir
- Construction d'un (01) bâtiment STEM
- Modernisation et création de 64 laboratoires
- Construction d'un (01) bâtiment pour le Centre de coopération université-entreprise-industrie.
- Construction d'un nouveau centre national d'incubation au Cambodge
- Construction du bâtiment (01) Centre de fabrication numérique Cambodge-Japon
- Création d'une (01) salle de classe intelligente.

2.2. Formation, emploi après l'obtention du diplôme et performance sociale

2.2.1. Moderniser et renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes d'études

Moderniser et développer le programme d'enseignement axé sur les résultats (OBE) dans le cadre du Future Education Framework (6 programmes ont été finalisés et 12 sont en cours d'amélioration), notamment en accordant aux établissements d'enseignement supérieur le droit de réviser et de mettre en œuvre

le programme de l'année propédeutique, y compris l'intégration de nouvelles matières et la création de nouveaux cursus professionnels, afin de répondre au développement des technologies numériques et au contexte de l'industrie 4.0, et de garantir la qualité de l'enseignement pour une compétitivité et une reconnaissance régionales et internationales futures, grâce à (au):

- Renforcement de la qualité de la formation à tous les niveaux dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie, des mathématiques (STEM) et de l'agriculture, ainsi que dans d'autres programmes prioritaires, conformément aux normes nationales et internationales ;
- La poursuite de la mise en œuvre de programmes de formation en collaboration avec l'industrie et les universités nationales et internationales, sous forme de programmes sur mesure ou de formation en alternance, afin de répondre aux tendances actuelles et aux besoins du marché du travail ;
- L'élaboration d'un programme d'études axé sur l'apprentissage par projets et la recherche, et continuer à renforcer les normes d'évaluation des résultats d'apprentissage à l'aide des programmes et manuels de base ;
- La continuation de promouvoir la création et la mise en œuvre d'un système de gestion de l'apprentissage (LMS) afin d'améliorer l'efficacité de l'apprentissage en utilisant des ressources d'apprentissage partagées, le suivi et l'évaluation, et en répondant à la flexibilité du temps

d'étude des étudiants, ainsi qu'en réduisant la pénurie de ressources d'apprentissage et autres charges financières ;

- Au renforcement et à l'extension de la mise en œuvre du Réseau des universités cybernétiques auprès des établissements d'enseignement supérieur ciblés, tant à Phnom Penh que dans les provinces, afin de promouvoir l'utilisation partagée des ressources par le biais de l'éducation numérique ;
- Davantage d'investissement dans la modernisation des laboratoires, des fermes, des dortoirs et des centres de technologies numériques des établissements d'enseignement afin de les transformer en centres de ressources à usage partagé et de les mettre aux normes internationales ;
- L'association de l'université aux programmes de bâtiments intelligents et de villes intelligentes : organiser des programmes académiques et des formations en ressources humaines pour soutenir la mise en œuvre de bâtiments intelligents et de villes intelligentes en collaboration avec des entreprises nationales et étrangères.

2.2.2. Améliorer la qualité de l'enseignement et des laboratoires de recherche multidisciplinaires

Parallèlement, l'Université royale de Phnom Penh a amélioré la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage à tous les niveaux, en accordant la priorité aux disciplines STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques). Ce développement s'articule autour de trois axes : (1) l'amélioration et le développement des programmes d'études nationaux et

internationaux, (2) la modernisation et la création de laboratoires, et (3) le renforcement des compétences professionnelles, techniques et pédagogiques des enseignants par le biais de formations doctorales, de perfectionnement et de reconversion. Voici les principaux résultats obtenus :

- Réviser et créer 25 programmes de licence, de master et de doctorat améliorés, dont 12 en sciences, 4 en sciences sociales et humaines, 5 en ingénierie et 4 en éducation. Pour l'ingénierie, la révision du cursus s'appuie sur le cadre de référence du CDIO pour les programmes d'ingénierie modernes, utilisé par des formations de renommée internationale ;
- Renforcer les capacités de 39 enseignants jusqu'au niveau doctoral ;
- Renforcer des capacités grâce à la formation et au perfectionnement de 83 personnes ;
- Mettre en place les programmes d'études internationaux par le biais de programmes 1+3 et 2+2 avec l'Université d'État Angelo, aux États-Unis, dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, des sciences sociales et humaines et de l'administration des affaires, et également mise en place d'un programme d'études 2+2 avec l'Institut international de technologie Sirindhorn, Université Thammasat, dans les domaines de l'ingénierie des systèmes de la chaîne d'approvisionnement et de l'automatisation ;
- Soutenir et promouvoir la création d'entreprises grâce à la technologie, impliquant étudiants, professeurs et chercheurs, par l'organisation de quatre concours de

création d'entreprises, de formations, etc., afin d'améliorer les compétences entrepreneuriales des étudiants, la création de dix événements pour promouvoir et soutenir les nouvelles entreprises, ainsi que des formations et des visites d'étude pour le personnel et les responsables du centre ;

- L'Université royale de Phnom Penh a créé un laboratoire de recherche multidisciplinaire situé dans le bâtiment STEM (du rez-de-chaussée au 5e étage), intégrant tous les laboratoires de recherche scientifique et technologique grâce à un système de gestion commun. Le Centre de recherche sur la soie khmère, le Centre de recherche sur la conservation de la biodiversité et le laboratoire de plein air de Kirirom, dans la province de Kampong Speu, bénéficient d'un accès Wi-Fi gratuit dans ses campus (URPP 1 et URPP 2) afin de soutenir la recherche des enseignants et des étudiants.

2.2.3. Renforcement et élargissement des capacités de recherche

Afin de renforcer et d'étendre ses capacités de recherche, le L'URPP a réalisé les activités suivantes :

- Envoi de onze membres du personnel en Suède pour poursuivre leurs études doctorales en sciences et technologies ;
- Formation continue des enseignants titulaires d'un doctorat pour encadrer 10 étudiants post-licence en sciences ;
- Mise en lien les recherches étudiantes à travers tous les programmes de troisième cycle ;

- Association des projets de recherche à l'industrie qui a donné lieu à 11 projets et
- Création de 6 prototypes majeurs, ainsi que d'un grand nombre d'autres produits.

2.2.4. Mise accent sur le renforcement de l'efficacité de l'enseignement et de l'apprentissage

L'Université royale de Phnom Penh s'est concentrée sur le renforcement de l'efficacité de l'enseignement et de l'apprentissage par le biais de :

- Accroître le nombre d'enseignants titulaires d'un doctorat dans les domaines prioritaires correspondant aux besoins nationaux et renforcer la qualité des enseignants jusqu'aux grades de professeur, maître de conférences et assistant professeur. Le ministère de l'Éducation investit dans le renforcement des qualifications doctorales des enseignants des établissements d'enseignement supérieur par le biais de projets de recherche (HEIP1 et HEIP2), de bourses d'études et d'une coopération avec des partenaires au développement ;
- Mettre en œuvre des méthodes pédagogiques modernes pour promouvoir les compétences du XXIe siècle grâce à un système d'apprentissage mixte ou lié à un système de gestion de l'apprentissage ;
- Organiser et promouvoir l'apprentissage par projet (mis en œuvre directement dans les laboratoires, les fermes ou en groupes) et promouvoir l'enseignement des langues étrangères, des compétences entrepreneuriales, des

compétences technologiques et des compétences numériques ;

- Mettre en place des mécanismes pour promouvoir les projets d'études, la recherche, les expérimentations, les stages et la mobilité étudiante avec les universités internationales, les institutions partenaires et les entreprises et industries privées ;
- Mettre en place un dispositif pour créer des clubs d'étude et d'auto-apprentissage et aider les élèves en difficulté d'apprentissage.

2.2.5. Priorité à l'augmentation des effectifs et des résultats scolaires

L'Université royale de Phnom Penh s'est concentrée sur l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits et leur inclusion :

- Étendre la mise en œuvre du programme de partenariat éducatif : un modèle de partenariat entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur visant à renforcer les capacités des élèves et leurs possibilités de poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur ;
- Développer la mise en œuvre des politiques de bourses d'études pour les étudiants pauvres, ruraux et handicapés, notamment la mise en place de fonds d'équité avec les communautés et le secteur privé afin de soutenir les possibilités pour les étudiants d'accéder à l'enseignement supérieur.

2.2.6. Emplois après l'obtention du diplôme

L'Université royale de Phnom Penh a préparé une liste de gestion des données pour les étudiants qui ont trouvé un emploi après l'obtention de leur diplôme :

- Un an après avoir obtenu leur diplôme de l'Université royale de Phnom Penh, de 73 % à 82 % des étudiants trouvent un emploi, et de 55 % à 70 % d'entre eux passent moins de cinq mois à chercher du travail. En moyenne, les étudiants perçoivent un salaire annuel compris entre 350 et 450 dollars ;
- Investir davantage dans des programmes visant à renforcer les capacités de leadership, de gestion et de compétences en promouvant des études sur les compétences liées à l'emploi, à court et à long terme (requalification et perfectionnement) ;
- Mettre en place un système d'évaluation des performances basé sur les résultats.

2.3. Recherche scientifique, innovation et utilisation des résultats de la recherche

Au cours des dix dernières années, l'Université royale de Phnom Penh a activement renforcé ses capacités et élargi son champ de recherche afin de réaliser sa vision pour 2030 et 2050 du Gouvernement royal du Cambodge. Ce développement se concentre sur cinq domaines : (1) le renforcement et l'expansion des capacités de recherche, (2) les systèmes de soutien à la recherche et le financement de la recherche, (3) l'infrastructure (laboratoires intérieurs et extérieurs et création de centres de recherche), (4) la publication de la recherche et le développement de prototypes, et (5) le renforcement des partenariats de recherche et de développement.

2.3.1. Évaluation des travaux de recherche en vue de l'octroi du titre de professeur

Le 20 juillet 2023, le roi du Royaume du Cambodge a conféré le titre de « professeur » à 17 membres du personnel académique de l'Université royale de Phnom Penh et les titres de « professeur associé » et de « assistant professeur » à plusieurs autres.

2.3.2. Système de soutien à la recherche et financement de la recherche

- Élaboration du cadre politique de gestion de la recherche de l'Université de Phnom Penh (URPP) ;
- Élaboration d'un cadre de mise en œuvre de la gestion de la recherche ;
- Création d'un fonds de recherche pour l'Université de Phnom Penh (URPP) et un système visant à encourager la recherche.

2.3.3. Projets d'investissement pour renforcer les activités de recherche de l'Université Royale de Phnom Penh 2018-2026

L'Université dispose d'un projet d'investissement pour les activités de recherche de l'Université Royale de Phnom Penh 2018-2026 (présenté dans le tableau 3) et comprend des projets de recherche reçus de partenaires de recherche et développement (présentés dans le tableau 4).

Tableau 3. Projets d'investissement pour la recherche l'Université de Phnom Penh (URPP) 2018-2026

1. Projets d'investissement (2018-2024)	Montant du budget (USD)	Nombre de projets
1) Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP-RUPP 2018-2024) 3,324,372.31	3.324.372,31	14
2) Projet bilatéral entre la Suède et l'Université royale de Phnom Penh (2019-2022)	10.000.000,00	28
3) Projets de recherche avec des partenaires nationaux	387.000,00	49
4) Projets de recherche avec des partenaires internationaux	895.132,00	12
Total	14.606.504,00	162

2. Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP-RUPP 2025-2029)	Montant du budget (USD)	Nombre de projets

2.1.Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP-RUPP 2025-2029)		
Projet 1. Développement de biocapteurs portables (glucose, iode et acide urique) pour les soins de santé : passage à l'échelle d'une usine pilote.	941.810,00	1
Projet 2. Solution innovante pour améliorer la qualité de l'eau potable et l'approvisionnement en eau communautaire dans les zones montagneuses du Cambodge.	50.040,00	1
Projet 3. Boisson à base d'inflorescence de poivre de Kampot et son profil nutritionnel	50.000,00	1
Projet 4. Renforcement de la résilience climatique urbaine dans les zones urbaines sujettes aux inondations à Phnom Penh	20.000,00	1
Total	1,061,850.00	
2.2. Projets d'investissement (2025-2026)	*Montant du budget (USD)*	*Nombre de projets*
1) Projet d'investissement de	750.000,00	1

	l'Université royale de Phnom Penh 2026		
2)	Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP-RUPP 2018-2024)	18.000.000,00	1
3)	Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP-RUPP 2025-2029)	10.000.000,00	1
4)	Gouvernement royal du Cambodge pour le 3e district de l'Assemblée nationale (2024-2026)	25.000.000,00	1
5)	Projets de recherche avec des partenaires internationaux (2025-2026)	660.225,52	57
	Total	54.410.225,52	

Tableau 4. Partenaires de recherche et développement

Partenaires de recherche et développement	Années

1) Projet de recherche et développement du Programme scientifique international de l'Université d'Uppsala, Suède	2008-2024
2) Programme bilatéral Suède-RUPP	2019-2024
3) Projet de recherche et développement de l'Université Sogang, Corée du Sud	2009-2018
4) Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HEIP) du gouvernement royal du Cambodge	2019-2024
5) Projets de recherche et de développement de la Communauté européenne	
6) Projets de recherche et de développement de l'AIEA dans le domaine de l'éducation nucléaire	2022-2023
7) Projets de recherche et de développement des institutions étatiques	
8) Projet de recherche et développement des organisations non gouvernementales	
Total	8 projets

2.3.4. Cadre de politique de gestion de la recherche

L'Université royale de Phnom Penh élaborera un cadre politique pour la gestion de certaines recherches importantes, en voici quelques-unes :

- Promouvoir les travaux de recherche par le biais des processus des comités et sous-comités ;
- Sous-comité d'éthique de la recherche ;
- Sous-comité consultatif ;

- Sous-comité de la gestion des publications d'articles de recherche ;
- Développement des capacités et la pérennité du financement de la recherche ;
- Principes pour encourager la recherche de manière créative ;
- Publication et diffusion des travaux de recherche dans des revues scientifiques ;
- Développement de nouveaux produits (produits prototypes) ;
- Création d'un nouveau produit (brevet) ;
- Revenus émanés de la recherche (prototypes de produits ou brevets)

2.3.5. Création de centres d'excellence dans les établissements d'enseignement supérieur

L'Université royale de Phnom Penh se prépare à créer des centres d'excellence au sein de plusieurs établissements d'enseignement supérieur clés :

- Préparer à établir des centres d'excellence au niveau institutionnel et programmatique dans les établissements d'enseignement supérieur potentiels, conformément au contexte de l'industrie numérique 4.0, en améliorant les infrastructures, notamment les bâtiments académiques, les résidences universitaires, les laboratoires, les fermes et les centres de technologies numériques, afin de devenir des établissements d'enseignement supérieur de premier plan et d'atteindre les normes régionales et internationales ;

- Renforcer le rôle stratégique des établissements d'enseignement supérieur en promouvant une culture d'excellence, notamment par le recrutement et la fidélisation de talents de haut niveau, la création de centres de recherche et d'innovation, et le partage des résultats de recherche et des nouvelles connaissances afin de promouvoir la collaboration interdisciplinaire.

2.3.6. Renforcer l'écosystème de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

L'Université royale de Phnom Penh renforcera l'écosystème de recherche dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur clés :

- Promouvoir les activités de recherche et d'innovation dans les établissements d'enseignement supérieur en finançant des projets de recherche et en mettant en place des politiques de soutien financier pour appuyer les travaux de recherche des étudiants (par exemple : mémoires de licence, de master et thèses de doctorat), et en créant des centres de formation pour permettre aux jeunes chercheurs et aux chercheurs professionnels de publier des articles de recherche dans des revues scientifiques nationales et internationales ;
- Constituer un réseau de chercheurs ou collaborer entre les établissements d'enseignement supérieur, avec la collaboration du secteur privé, afin de mener des recherches sur des sujets spécifiques et de développer des innovations pour établir des liens répondant aux besoins

du marché du travail, ce qui constitue une priorité du gouvernement royal du Cambodge ;

- Promouvoir la création de revues de recherche scientifique dans les domaines d'expertise ou de spécialisation afin de diffuser les résultats de la recherche aux parties concernées.
- Développer et améliorer les normes des revues de recherche du Ministère et des établissements d'enseignement supérieur susceptibles d'obtenir une reconnaissance selon les normes de l'ASEAN et les normes internationales ;
- Promouvoir le recours aux mécanismes de (mentorat) pour renforcer les capacités grâce à la mise en œuvre de cadres de gestion de la recherche pour les établissements d'enseignement supérieur ;
- Promouvoir la diffusion des travaux de recherche en organisant des forums pour partager les meilleures pratiques, les expériences et les résultats de recherche ;
- Promouvoir la création de centres d'excellence dans les établissements d'enseignement supérieur publics et privés (chaque établissement doit avoir au moins un centre d'excellence) ;
- Renforcer le mécanisme de mise en œuvre du système d'incitation pour les chercheurs par l'octroi du statut de professeur, la reconnaissance des résultats de la recherche et l'évaluation du travail en fonction des réalisations de la recherche ;
- Créer une association scientifique professionnelle afin d'offrir aux chercheurs, étudiants et spécialistes ou experts possédant des compétences identiques ou similaires la

possibilité de former une communauté d'apprentissage et professionnelle pour partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques par le biais d'ateliers, de conférences annuelles, de formations et de la publication d'ouvrages et d'articles techniques ;

- Promouvoir la création de partenariats entre universités (Consortiums universitaires), entre universités et entreprises du secteur privé (Lien université-industrie), entre universités et collectivités (Partenariat université-collectivités) afin de mettre en œuvre des projets de recherche sur des sujets importants pour répondre aux besoins de la société nationale, des entreprises du secteur et des collectivités ;
- Promouvoir l'utilisation de la technologie de l'intelligence artificielle auprès des professeurs, des chercheurs, des enseignants et des étudiants afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des travaux de recherche grâce à des plateformes de partage des connaissances, en ligne et en présentiel.

2.3.7. Système de soutien à la recherche et financement de la recherche

L'Université royale de Phnom Penh a mis en place un système de soutien à la recherche et plusieurs fonds de recherche importants :

- Mise en place d'un cadre politique et d'un cadre de mise en œuvre pour la gestion de la recherche de l'URPP ;
- Création d'un fonds de recherche pour l'URPP et un système d'incitation à la recherche.

2.3.8. Publication et diffusion des résultats de la recherche

L'URPP est un établissement de premier plan qui participe activement à la publication d'articles, à la recherche et à la diffusion des résultats de recherche en menant des travaux, en publiant et en présentant ses résultats dans des revues scientifiques nationales, régionales et internationales. L'URPP publie actuellement trois revues scientifiques :

2.3.9. Revue cambodgienne de recherche fondamentale et appliquée (CJBAR) (créée en 2018)

1) Revue cambodgienne d'histoire naturelle (CJNH) (créée en 2008)
2) Revue cambodgienne d'éducation, de gestion et de développement (CJEMD) (Fondée en 2025)

Par ailleurs, l'URPP a lancé deux revues scientifiques : le *Cambodian Journal of Natural History*, indexé à *l'Asian Citation Index (ACI)*, et le *Cambodia Journal of Basic and Applied Research*, doté d'un identifiant DOI conforme aux normes en vigueur. Vous trouverez ci-dessous les couvertures de ces deux revues. Les revues scientifiques de l'U.R.P.P. sont indexées dans des bases de données régionales et internationales telles que : CABI, AGRIS, J-Gate, EuroPub, ASEAN Citation Index, Exaly, Scilit, Semantic Scholar, Crossref, Scholar9 et Google Scholar.

- En 2026 : le Cambodia Journal of Natural History (CJNH) publie 2 numéros par an et a publié 366 articles avec 1.129 auteurs ;

- Jusqu'en 2026 : le Cambodia Journal of Basic and Applied Research (CJBAR) publie 2 numéros par an et 128 articles.

En outre, le personnel éducatif de l'URPP a publié des travaux de recherche au niveau national et international entre 2018 et 2026, tels que :

- 212 articles de recherche publiés dans le pays (2018-2026) ;
- 657 articles publiés au niveau international à l'étranger (2001-2026).

2.4. Internationalisation et intégration régionale

L'Université royale de Phnom Penh a mis l'accent sur l'internationalisation et l'intégration régionale :

- **Partenariats internationaux** : Actuellement, le L'URPP collabore avec 216 universités et institutions nationales et internationales par le biais de protocoles d'entente. De plus, l'URPP est membre de plus de 10 réseaux et programmes qui le relient à des centaines d'universités à travers le monde ;
- **Mobilité étudiante :** Au cours des cinq dernières années, l'Université royale de Phnom Penh a accueilli 959 étudiants internationaux et a permis à 446 d'entre eux d'effectuer un séjour d'études à l'étranger. Cette mobilité étudiante s'organise à travers des programmes d'échange, des stages, des camps d'été et diverses bourses d'études ;
- **Mobilité du personnel enseignant et universitaire :** Au cours des cinq dernières années, l'Université du Cambodge a accueilli 345 membres du personnel et professeurs et en a envoyé 1.105 à l'étranger. Cette

mobilité s'effectue par le biais d'échanges d'enseignement, de cotutelles ou de codirections d'études, de participations à des formations, à des conférences internationales, à des réunions, à des ateliers et aux programmes d'échanges universitaires. Elle favorise également les échanges d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants entre les universités cambodgiennes et leurs universités partenaires internationales ;

- **Recherche internationale :** Au cours des 5 dernières années, l'Université royale de Phnom Penh a participé à des réseaux de recherche internationaux et a coproduit des publications, a lancé des projets de recherche et a reçu un soutien financier pour la recherche internationale, et a promu la mise en œuvre de projets de recherche conjoints avec des universités des pays membres de l'ASEAN et des pays partenaires internationaux ;
- **Programmes académiques internationaux :** l'URPP propose 40 programmes académiques dispensés en anglais, du niveau licence au niveau master. Il développe et met en œuvre des programmes académiques internationaux, notamment des doubles diplômes et des diplômes conjoints, en particulier pour les masters et les doctorats, grâce à une collaboration avec des universités et des entreprises partenaires, tant au niveau national qu'international ;
- Mise en place d'un soutien financier aux établissements d'enseignement supérieur afin qu'ils puissent inviter des professeurs et des experts étrangers à enseigner de nouvelles matières, dans le but d'améliorer la qualité de

l'enseignement, notamment au niveau des études supérieures ;

- De plus, l'URPP favorise l'internationalisation sur le campus même en proposant des programmes académiques de niveau international, en invitant des conférenciers étrangers de renom à enseigner, en proposant un enseignement en ligne dispensé par des partenaires étrangers, en organisant des activités d'échanges culturels et en menant des projets de coopération afin de garantir que les étudiants et le personnel académique qui ne peuvent pas voyager à l'étranger acquièrent tout de même une expérience et des connaissances dans un contexte international.

2 Défis

Malgré ces réalisations remarquables, l'Université royale de Phnom Penh (RUP) est toujours confrontée à un certain nombre de défis, notamment :

- La croissance du nombre d'étudiants est importante par rapport aux infrastructures, aux bâtiments et aux salles de classe. L'esthétique reste limitée ;
- La gestion des données telles que les programmes, le personnel, les étudiants et le matériel n'est pas encore optimale ;
- La plupart des facultés et des départements n'ont pas encore correctement préparé leurs propres rapports d'auto-évaluation du personnel ;

- Les facultés et les départements n'ont pas encore de plans d'action clairs pour améliorer la qualité de leurs programmes d'études ;
- La gestion des processus numériques reste limitée pour les étudiants et le personnel ;
- Le bureau d'assurance qualité ne dispose pas encore d'un système numérique pour la gestion des tâches d'assurance qualité ;
- Les bureaux et départements concernés ne disposent pas encore d'un mécanisme d'évaluation annuelle des performances ;
- L'institution ne dispose pas encore d'une politique d'incitation claire pour encourager les employés à être performants ;
- Les financements destinés à soutenir la recherche et les chercheurs restent limités, notamment les financements réguliers de la recherche au niveau national ;
- Il n'existe toujours pas de système de gestion de la recherche, ni de système de suivi, de contrôle et d'évaluation efficace des projets de recherche ;
- Les chercheurs restent dispersés et plus intéressés par l'enseignement que par la recherche ;
- Les laboratoires sont encore en nombre limité et doivent être équipés de matériel moderne pour la recherche afin de répondre aux besoins de la nation et de la société.

3 Orientations et plans d'action

L'URPP a une orientation pour la mise en œuvre du plan d'actions suivant :

- Améliorer et renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des systèmes internes d'assurance qualité, des systèmes de gestion de la recherche, des systèmes de gestion des données, des systèmes de gestion des ressources humaines, des systèmes de gouvernance, des systèmes de gestion financière et des systèmes de gestion du travail étudiant grâce à la technologie numérique ;
- Améliorer et poursuivre la mise en œuvre de l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur afin de garantir la reconnaissance de la qualité de l'enseignement ;
- Apporter un soutien aux établissements d'enseignement supérieur dans l'élaboration de plans stratégiques complets et la préparation d'une feuille de route décennale visant à former du capital humain conformément à la stratégie pentagonale du gouvernement royal, phase 1 ;
- Renforcer la responsabilisation et continuer d'accorder une plus grande autonomie aux établissements d'enseignement supérieur dans la gestion de leurs différentes unités, notamment les affaires générales, les ressources humaines, les affaires académiques et les affaires financières ;
- Mettre en place un mécanisme de recrutement et de fidélisation des personnes possédant des compétences, des talents et un doctorat, notamment par la création d'un programme de bourses postdoctorales destinées aux établissements d'enseignement supérieur ;
- Poursuivre la mise en œuvre intégrale des évaluations internes d'assurance qualité des parties prenantes ;
- Mettre en place des outils permettant de collecter et de gérer régulièrement et efficacement les données relatives à l'assurance qualité interne ;

- Promouvoir l'utilisation d'outils d'auto-évaluation par les comités internes d'assurance qualité ;
- Élaborer et mettre en œuvre un mécanisme complet de contrôle et d'évaluation interne de la qualité ;
- Continuer de diffuser largement les procédures de traitement des plaintes (commentaires) des étudiants et à résoudre les problèmes en temps opportun ;
- Mettre en place une plateforme numérique pour gérer correctement les modifications apportées aux données de qualité des parties prenantes ;
- Évaluer l'efficacité de l'assurance qualité et de la responsabilisation numériques.

- L'Université royale de Phnom Penh prépare une procédure opérationnelle standard (POS) pour le processus de recrutement des postes de recherche senior et junior afin d'encourager le personnel académique de l'Université royale de Phnom Penh à accroître ses activités de recherche.
- Après la mise en œuvre du système de gestion de la recherche (système de gestion des projets de recherche), qui est un système de base de données ou une plateforme numérique, le bureau de la recherche peut suivre et évaluer les réalisations de recherche du personnel académique de l'Université royale de Phnom Penh, en fournissant des incitations sous forme de certificats d'appréciation ou de financement pour les publications ou la création de nouveaux produits.
    - La gestion de la recherche se concentre sur :
      → Le soutien administratif, financier, technique et compétitif à la recherche, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'institution.

- Élaborer des politiques et des stratégies de recherche, notamment des budgets universitaires pour la promotion de la recherche, des stratégies de diffusion des résultats de recherche et l'innovation ;
- Gérer des centres de recherche et utilisation plus efficace des ressources disponibles.

Annex 2: Université Nationale de Management



RAPPORT DE PROGRÈS 2014-2026

Université Nationale de Management (NUM)

1. INTRODUCTION

L'Université Nationale de Management (NUM) est un établissement d'enseignement supérieur public administratif de premier plan en Royaume du Cambodge, fondé en 1983 sous la tutelle du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports et du Ministère de l'Économie et des Finances. La NUM propose des formations sur trois cycles d'études : Licence, Master et Doctorat, couvrant plusieurs spécialités majeures notamment le Management, le Commerce, la Comptabilité, la Finance et la Banque, l'Économie, le Tourisme, le Droit, les Politiques Publiques, les Technologies de l'Information, les Langues Étrangères, l'Économie de la Technologie Numérique et l'Ingénierie Robotique.

Entre 2014 et 2026, la NUM a traversé une phase de développement dynamique et de réformes en profondeur, surmontant des défis majeurs, en particulier la pandémie de COVID-19, tout en s'adaptant à la transformation numérique et à la Révolution Industrielle 4.0. Grâce à la mise en œuvre de plans

stratégiques et d'une exécution visionnaire, l'université a renforcé la qualité de son enseignement, de sa recherche, de son innovation et de son internationalisation, afin de répondre efficacement à la Stratégie Pentagonale du Gouvernement Royal du Cambodge ainsi qu'aux normes éducatives régionales (ASEAN) et internationales.

2. RÉALISATIONS ET ACTIVITÉS

2.1. Gouvernance, Autonomie et Assurance Qualité

2.1.1. Gouvernance et Autonomie

- **Gestion financière et autonomie :** En tant qu'établissement public administratif, l'université opère un système de gestion financière autonome basé sur les revenus des frais de scolarité des étudiants, soumis au contrôle et à l'approbation du Conseil d'Administration, du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports et du Ministère de l'Économie et des Finances dans la transparence et la responsabilité.
- **Transformation administrative numérique :** Développement et déploiement du système d'information de gestion des données étudiantes, du système d'information des ressources humaines (HRMIS), des systèmes d'inscription et de paiement en ligne (E-Registration & E-Payment), ainsi que la collaboration avec le Ministère des Postes et Télécommunications pour mettre en place le système de gestion universitaire (UMS) et la plateforme de vérification des diplômes verify.gov.kh.
- **Développement des infrastructures physiques et nouveau campus :** En plus de la modernisation des salles de cours, des cantines, des cafés, des salles de conférence

et du réseau Wi-Fi haut débit (2 600 Mbps) sur le site de Wat Phnom, l'université a reçu un terrain de 6 hectares situé au village de Veal Sbov, quartier Veal Sbov, district Chbar Ampov, accordé par le Gouvernement Royal / Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, pour développer le nouveau campus de la Faculté d'Économie de la Technologie Numérique (remblayage du terrain, construction de routes en béton, d'un bâtiment d'enseignement de 4 étages comprenant 15 salles, d'une salle de conférence, de jardins, d'un bassin et d'un terrain de football).

2.1.2. Assurance Qualité

- **Création et renforcement des mécanismes IQA :** Création du bureau d'Assurance Qualité Interne (IQA), élaboration du manuel d'assurance qualité (NUM IQA Manual), mise en œuvre de l'évaluation de l'enseignement par les enseignants à chaque semestre et réalisation d'enquêtes sur l'insertion professionnelle des diplômés (« Enquête de suivi des diplômés »).
- **Accréditation nationale (ACC) :** Obtention de l'accréditation institutionnelle complète accordée par le Comité d'Accréditation du Cambodge (ACC) en mai 2020.
- **Intégration de l'assurance qualité régionale (AUN-QA) :** Adhésion en tant membre associé au réseau des universités de l'ASEAN (AUN-QA Associate Member) et réalisation de l'auto-évaluation interne de la qualité au niveau des programmes (Program Level) selon le cadre AUN-QA Version 4.0.
- **Classement mondial (WURI Rankings) :** L'université a eu l'honneur d'être classée dans le Top 100 mondial des

universités innovantes et influentes (WURI Rankings), figurant notamment dans le Top 50 pour la Quatrième Révolution Industrielle, l'Esprit d'Entreprise, les Valeurs Éthiques, la Gestion de Crise, l'Application Industrielle ainsi que la Mobilité et l'Ouverture des Étudiants.

2.2. Programmes d'Études et Formation

2.2.1. Modernisation et Renforcement de la Mise en Œuvre des Programmes

- **Alignement sur le Cadre National des Qualifications (CQF) et l'OBE :** Modernisation de plus de 30 spécialités en Licence et Master conformément au Cadre National des Qualifications du Cambodge et à l'Éducation Basée sur les Résultats (Outcomes-Based Education - OBE), avec la définition claire des acquis d'apprentissage du programme (PLOs) et des cours (CLOs).
- **Création de nouvelles spécialités adaptées à l'économie numérique :** Développement de nouveaux programmes d'études nationaux et internationaux répondant aux besoins du marché du travail, notamment : Management de l'Innovation Globale, Entrepreneuriat, Économie Numérique, Technologie Financière (FinTech), Management de la Planification des Villes Intelligentes (Smart Cities), Commerce International, Entrepreneuriat et Innovation Globale, Finance Internationale, Gestion de la Chaîne d'Approvisionnement (Supply Chain Management), iLaw et Ingénierie Robotique.

2.2.2. Formation

- **Volume de formation et taux d'insertion professionnelle :** Formation de près de 70 000 étudiants

depuis sa création, avec un effectif annuel oscillant entre 9 000 et 16 000 étudiants inscrits en Licence, Master et Doctorat. Le taux d'insertion professionnelle immédiate des diplômés atteint un niveau élevé compris entre 69 % et 93 %.

- **Soutien à l'équité et bourses d'études :** Attribution régulière de bourses d'État et de bourses d'études à 100 % de l'université au profit de milliers d'étudiants défavorisés, d'étudiantes et d'étudiants méritants.
- **Solutions face aux crises (E-Learning) :** Durant la pandémie de COVID-19, l'université a rapidement basculé vers l'enseignement en ligne (Google Classroom et Google Meet), garantissant ainsi la continuité pédagogique.

2.3. Technologie et Coopération Internationale

2.3.1. Technologie

- **Création de laboratoires et d'espaces de pratique numérique :** Création et modernisation de nombreux laboratoires technologiques, notamment le Computer Lab, le Social Innovation Lab, le Digital Lab, le Robot Lab, le Camboverse Lab (VR/AR), la Smart Classroom et le Language Lab.
- **Infrastructures technologiques :** Équipement en matériels informatiques, serveurs et déploiement du réseau Wi-Fi haut débit de 2 600 Mbps couvrant l'ensemble du campus.

2.3.2. Coopération Internationale

- **Réseau de partenaires mondiaux :** Signature de mémorandums d'entente (MoU/MoA) avec plus de 100 universités et institutions internationales issues

notamment des États-Unis, de France, d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, du Japon, de Corée du Sud, de Chine, de Singapour, du Viêt Nam, de Malaisie, des Philippines et d'Indonésie.

- **Affiliation et réseaux internationaux :** La NUM est la seule université au Cambodge membre du réseau mondial des écoles de commerce (Global Business School Network - GBSN) et membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).
- **Programmes de mobilité du personnel et des étudiants :** Envoi de centaines d'enseignants, de membres du personnel et d'étudiants à des formations, visites d'études, séminaires et échanges académiques à l'étranger dans le cadre de programmes tels qu'Erasmus+, SHARE, AIMS, YSS-ASEAN, JENESYS et Learning Express (LEX) avec Singapore Polytechnic.
- **Programmes de double diplôme / diplôme conjoint :** Mise en œuvre de programmes de Licence et de Master en double diplôme avec des universités partenaires internationales telles qu'ICN Business School (France) et l'University of Wisconsin-Green Bay (États-Unis).

2.4. Recherche et Réseaux de Partenariat Globaux

- **Création de centres de recherche spécialisés :** Création du Centre de Recherche (CERI), de l'Institut de Recherche Économique de l'ASEAN (AERI), du Centre d'Affaires Familiales, du Centre de Carrière (Career Center) et du Club de Recherche Étudiante (Student Research Club - SRC).
- **Projets de recherche internationaux :** Obtention et exécution de grands projets de recherche financés par

l'Union Européenne (Erasmus+), la Banque Mondiale, la BAD, le PNUD et The Asia Foundation, notamment les projets DOCKSIDE, WANASEA, BALANCE, SEASIN, FAB, ENGAGE, GREENCAP, SCALE, ALIGNING, UNICATION et CHAIN.

- **Publications de travaux de recherche :** Publication régulière de la collection de recherches NUM Research Series (Volumes I à VIII) ainsi que la parution de dizaines d'articles scientifiques dans des revues spécialisées nationales et internationales à comité de lecture (Peer-reviewed Journals).

3. DÉFIS ET SOLUTIONS

3.1. Gouvernance, Autonomie et Assurance Qualité

3.1.1. Gouvernance et Autonomie

- **Défis :** Le site initial (Wat Phnom) est étroit, ce qui limite les possibilités de développement supplémentaire ; le nombre de fonctionnaires titulaires est réduit et beaucoup sont proches de la retraite ; les ressources financières dépendent quasi exclusivement des frais de scolarité des étudiants.
- **Solutions :** Extension vers le nouveau campus de Veal Sbov, demande d'attribution de postes de fonctionnaires supplémentaires auprès du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, et mobilisation de recettes complémentaires issues de services et de partenaires de développement.

3.1.2. Assurance Qualité

- **Défis :** Les ressources et le temps consacrés à la préparation de la documentation et aux auto-évaluations

selon les normes régionales et internationales restent limités.

- **Solutions :** Former les cadres et enseignants aux exigences d'AUN-QA, et assurer le suivi ainsi que l'évaluation de l'enseignement à chaque semestre.

3.2. Programmes d'Études et Formation

3.2.1. Modernisation et Renforcement de la Mise en Œuvre des Programmes

- **Défis :** Adapter continuellement les programmes aux évolutions rapides des technologies et aux exigences de l'économie numérique.
- **Solutions :** Moderniser régulièrement les programmes d'études sur la base d'enquêtes sur le marché du travail et de l'intégration de nouvelles compétences technologiques.

3.2.2. Formation

- **Défis :** Organiser les activités de formation durant les périodes de crise (telle que la COVID-19) et surmonter les compétences numériques encore limitées de certains enseignants.
- **Solutions :** Mettre en place des modules de formation aux méthodes pédagogiques numériques et à l'utilisation des outils d'enseignement en ligne.

3.3. Technologie et Coopération Internationale

3.3.1. Technologie

- **Défis :** Les budgets d'investissement et de maintenance des équipements technologiques de pointe demeurent restreints.

- **Solutions :** Rechercher des parrainages et des collaborations auprès de partenaires privés, d'organisations et de ministères concernés (tels que le PNUD, Smart, le Ministère des Postes et Télécommunications).

3.3.2. Coopération Internationale

- **Défis :** Le niveau de maîtrise des langues étrangères de certains étudiants et le coût élevé des mobilités internationales.
- **Solutions :** Solliciter des bourses et des financements auprès de partenaires internationaux (tels qu'Erasmus+, AIMS, SEAMEO).

3.4. Recherche et Réseaux de Partenariat Globaux

- **Défis :** Le budget interne alloué à la recherche est **limité** et la participation des enseignants et des étudiants aux activités de recherche reste relativement faible.
- **Solutions :** Allouer un budget annuel dédié à la recherche, renforcer les incitations, créer le Club de Recherche Étudiante (SRC) et accroître la participation aux projets de recherche conjoints internationaux.

4. PLAN D'ACTION POUR L'AVENIR

4.1. Gouvernance, Autonomie et Assurance Qualité

4.1.1. Gouvernance et Autonomie

- Achever la construction de la salle de conférence, du bâtiment d'enseignement de 20 salles, du parking et des infrastructures physiques du campus de Veal Sbov.
- Mobiliser des ressources financières autonomes supplémentaires pour soutenir les étapes ultérieures de développement du campus de Veal Sbov.

- Poursuivre le recrutement et la formation de jeunes enseignants et cadres pour remplacer les départs à la retraite.

4.1.2. Assurance Qualité

- Aligner les programmes d'études sur les normes nationales d'assurance qualité et préparer l'évaluation AUN-QA au niveau des programmes pour au moins une spécialité par faculté.
- Poursuivre les enquêtes d'insertion professionnelle des diplômés et l'analyse du taux d'abandon afin d'améliorer la qualité des services éducatifs.

4.2. Programmes d'Études et Formation

4.2.1. Modernisation et Renforcement de la Mise en Œuvre des Programmes

- Moderniser les programmes d'études en exploitant les mécanismes du Centre de Carrière (Career Center) afin de dispenser des compétences répondant au marché du travail et aux besoins socio-économiques.
- Renforcer la formation aux compétences numériques, aux nouvelles technologies et à l'entrepreneuriat dans l'ensemble des programmes.

4.2.2. Formation

- Accroître le niveau de qualification des enseignants en augmentant le nombre de titulaires d'un Doctorat.
- Développer et étendre les modalités de formation hybride (Blended Learning) et d'enseignement à distance (Distance Learning).

4.3. Technologie et Coopération Internationale

4.3.1. Technologie

- Poursuivre le développement et la modernisation des infrastructures d'éducation numérique (Digital Education Infrastructure).
- Étendre l'utilisation des systèmes d'information pour la gestion des étudiants (UMS) et la gestion financière afin d'en accroître l'efficacité.

4.3.2. Coopération Internationale

- Renforcer et développer les programmes de coopération avec des partenaires régionaux et internationaux pour intégrer l'université aux standards mondiaux.
- Augmenter les programmes de double diplôme (Dual/Joint Degree) et favoriser la mobilité internationale du personnel et des étudiants.

4.4. Recherche et Réseaux de Partenariat Globaux

- Promouvoir la recherche, le développement de l'entrepreneuriat et l'innovation, et encourager la publication des travaux de recherche à l'échelle nationale et internationale.
- Stimuler la collaboration de recherche avec le secteur industriel et les institutions publiques pour répondre aux enjeux socio-économiques.

Annex 3: Université Royale de Droit et des Sciences Économiques

RAPPORT INSTITUTIONNEL
Université Royale de Droit et des Sciences Économiques (URDSE)
Phnom Penh, Cambodge

1. Introduction

1.1 Contexte

L'Université Royale de Droit et des Sciences Économiques (URDSE) est la plus ancienne et la plus prestigieuse institution d'enseignement supérieur du Cambodge. Fondée en 1949 sous le nom d'Institut d'études juridiques et économiques, elle a été réorganisée en 1953 pour devenir l'Institut national d'études juridiques, politiques et économiques du Cambodge. En 1957, elle a été intégrée à l'Université Royale de Phnom Penh en tant que Faculté de droit et des sciences économiques.

Après une interruption tragique de ses activités durant le régime des Khmers rouges (1975-1979), l'institution a rouvert ses portes avec résilience en 1982 sous le nom d'École des cadres administratifs et juridiques. Elle a ensuite été renommée Faculté de

droit en 1992, avant de reprendre son appellation de Faculté de droit et des sciences économiques en 1994.

Le début du nouveau millénaire a marqué une période de développement et d'expansion considérables. En reconnaissance de sa croissance académique, la faculté a officiellement été élevée au rang d'université en 2003 et a adopté son nom actuel, l'Université Royale de Droit et des Sciences Économiques (URDSE). En 2007, URDSE a franchi une nouvelle étape institutionnelle majeure en devenant officiellement un Établissement Public Administratif.

1.2 Installations et infrastructures

Le campus est situé sur le boulevard Preah Monivong, Sangkat Tonle Bassac, Khan Chamkarmon, Phnom Penh, et s'étend sur une superficie totale de 23 635 mètres carrés. Les infrastructures du campus comprennent 12 bâtiments académiques regroupant 121 salles de classe, 8 laboratoires informatiques, 52 bureaux administratifs, 6 salles de réunion, 6 amphithéâtres, 4 bibliothèques, 2 salles de serveurs, 18 salles de stockage et 1 cafétéria. Le campus comprend également des jardins paysagers et des parkings dédiés.

1.3 Structure organisationnelle

L'université compte actuellement quatre facultés principales : la Faculté de droit, la Faculté d'administration publique, la Faculté d'économie et de gestion, et la Faculté d'économie informatique. L'institution abrite en outre une École doctorale ainsi que des centres de recherche opérant à un niveau équivalent à celui d'une faculté. La structure académique est par ailleurs divisée en neuf départements spécialisés : le Département de l'année préparatoire, le Département de droit privé, le Département de droit public, le Département d'économie et de finance, le Département de comptabilité et de gestion, le Département des relations

internationales, le Département d'administration publique, le Département des technologies de l'information et le Département d'économie informatique.

Pour soutenir ses fonctions académiques et opérationnelles, l'université est gérée par 13 bureaux et unités administratifs : le Bureau des finances ; le Bureau de l'administration et du personnel ; le Bureau académique ; le Bureau des affaires étudiantes ; le Bureau des relations internationales ; le Bureau de l'assurance qualité ; le Secrétariat ; l'Unité des achats ; le Bureau des programmes de master ; le Bureau des programmes doctoraux ; le Bureau de la recherche, de l'innovation et des publications ; la Bibliothèque ; et le Centre national d'apprentissage du français (C.N.A.F.).

2. Réalisations clés

2.1 Gouvernance, autonomie et assurance qualité

2.1.1 Gouvernance et autonomie

L'Université Royale de Droit et des Sciences Économiques (URDSE) emploie actuellement un total de 873 personnes réparties entre son Conseil d'administration, son comité de direction, son corps enseignant et son personnel administratif. Sur ce total, 233 sont des femmes, soit 26,68 % de l'effectif. La répartition de notre équipe est la suivante :

- Conseil d'administration : 5 membres (tous des hommes)
- Comité de direction, personnel et corps enseignant : 94 personnes (dont 18 femmes)
- Personnel contractuel : 111 personnes (dont 60 femmes)
- Professeurs invités et conférenciers invités : 630 personnes (dont 133 femmes)

- Corps enseignant et experts internationaux : 14 personnes (dont 10 femmes)
- Assistants administratifs locaux : 19 personnes (dont 12 femmes)

URDSE est fière d'accueillir un groupe diversifié de 14 experts et professeurs internationaux (dont 10 femmes) exerçant de façon permanente. Leurs nationalités sont les suivantes :

- Français : 6 (dont 4 femmes)
- Japonais : 4 (dont 3 femmes)
- Américain : 1 (femme)
- Britannique : 1 (femme)
- Canadien : 1 (femme)
- Australien : 1 (homme)

Les qualifications académiques de nos 873 collaborateurs se répartissent comme suit :

- Doctorat (PhD) : 94 personnes (dont 10 femmes)
- Master : 618 personnes (dont 158 femmes)
- Licence : 117 personnes (dont 47 femmes)
- Premier cycle (non diplômé) : 44 personnes (dont 18 femmes)

2.1.2 Assurance qualité

- 2015 : évaluation institutionnelle pilote menée par le Comité d'accréditation du Cambodge (ACC).
- 2017 : création d'une équipe dédiée d'assurance qualité interne (AQI) composée de 12 membres.
- 2018 et 2019 : renforcement des capacités et formation complète des 12 membres de l'équipe AQI.
- 2021 : obtention de l'accréditation institutionnelle officielle décernée par l'ACC.

- 2024 : accréditation officielle du programme de licence de droit dispensé en anglais (ELBBL), accordée par l'ACC.
- 2025 :
  - Formation avancée des 12 responsables AQI ainsi que du personnel de direction de l'ensemble des facultés et de l'École doctorale.
  - Évaluation en vue de l'accréditation du programme de Relations internationales (IR) par l'ACC.

2.2 Programmes académiques et formation

2.2.1 Modernisation et avancement des programmes académiques

Depuis l'année académique 1982-1983 jusqu'à l'année académique 2023-2024, l'Université Royale de Droit et des Sciences Économiques (URDSE) a formé un vaste réseau d'anciens étudiants. Au total, 74 337 étudiants et stagiaires ont obtenu leur diplôme au sein de notre institution, dont 30 374 femmes, soit 40,85 % des diplômés.

Nos diplômés se répartissent par niveau d'études comme suit :

- Formations de courte et moyenne durée : 3 000 diplômés
- Diplôme d'études supérieures (Associate Degree) : 706 diplômés (dont 197 femmes)
- Licence : 60 248 diplômés (dont 27 162 femmes)
- Master : 10 383 diplômés (dont 3 015 femmes)

Réseau international d'anciens étudiants

URDSE est fière d'être un pôle d'enseignement international au Cambodge. Parmi nos diplômés figurent 268 étudiants internationaux (dont 121 femmes) ayant obtenu leur licence ou leur master, dans le cadre de bourses ou en tant qu'étudiants payants.

La répartition de nos diplômés internationaux est la suivante :

- Licence – boursiers : 66 étudiants (dont 26 femmes) — Nationalité : Laos (66)
- Licence – étudiants payants : 39 étudiants (dont 7 femmes) — Nationalités : Corée du Sud (17, dont 7 femmes), Vietnam (10 hommes), France (8 hommes), Chine (3 hommes), Japon (1 homme)
- Master – étudiants payants : 163 étudiants (dont 88 femmes) — Nationalités : France (119, dont 64 femmes), Chine (12, dont 9 femmes), Royaume-Uni (8, dont 4 femmes), Corée du Sud (5, dont 3 femmes), Japon (3 hommes), États-Unis (2 hommes), Maroc (2 femmes), Turquie (2 femmes), Vietnam (2, dont 1 femme), Philippines (2, dont 1 femme), Bangladesh (1 homme), Mali (1 homme), Gabon (1 homme), Tunisie (1 femme), Ukraine (1 femme), Nouvelle-Zélande (1 homme)

2.2.2 Formation académique

URDSE structure sa formation académique en trois niveaux de diplôme et actualise et modernise strictement ses programmes tous les quatre ans. Ces niveaux académiques comprennent la Licence, le Master et le Doctorat (PhD), détaillés ci-après :

Programmes nationaux de licence (enseignés en khmer)

Les programmes de licence sont des cursus de quatre ans. Les étudiants peuvent choisir parmi 9 filières réparties dans 4 facultés principales :

- Faculté de droit
  - Licence de droit
- Faculté d'administration publique

    - Licence d'administration publique
- Faculté d'économie informatique
    - Licence d'économie informatique
    - Licence en technologies de l'information
- Faculté d'économie et de gestion
    - Licence d'économie du développement
    - Licence de gestion des entreprises
    - Licence de comptabilité
    - Licence de banque et finance
    - Licence de gestion du tourisme et de l'hôtellerie

Programmes internationaux de licence (enseignés en langues étrangères)

Il s'agit de programmes spécialisés de trois ans. Les candidats doivent être titulaires d'un certificat d'année préparatoire ou d'un diplôme équivalent pour s'inscrire (exception faite du double diplôme khméro-chinois en droit, soumis à un examen d'entrée spécifique).

- Licence de droit (enseignée en français)
- Licence de droit — English Language Based Bachelor of Law (ELBBL)
- Licence d'économie et de gestion (bilingue français-anglais — EM-FR)
- Licence d'économie et de gestion (enseignée en anglais — EM-ENG)
- Licence de relations internationales (enseignée en anglais — IR)
- Double diplôme khméro-chinois en droit (programme 2+2 : 2 ans au Cambodge, 2 ans en Chine)

Programmes nationaux de master

Nos programmes nationaux de troisième cycle sont des cursus de deux ans :

- Master de droit
  - Spécialisation en administration publique (MPA)
  - Spécialisation en droit privé (MPL)
- Master des affaires
  - Spécialisation en gestion (MBM)
  - Spécialisation en finance (MBF)

Programmes internationaux de master

Les programmes internationaux de troisième cycle sont des cursus de deux ans. À l'exception du Master de droit enseigné en anglais (ELBML), tous les programmes internationaux de master ci-dessous délivrent un double diplôme, URDSE et une université partenaire en France ou en Belgique.

- Master de droit international et comparé (enseigné en français — DIC)
- Master de droit foncier et du patrimoine (enseigné en khmer, avec traduction — MFP)
- Master de droit international des affaires (enseigné en anglais — IBL)
- Master de droit public et international (enseigné en anglais — PIL)
- Master de droit numérique (enseigné en khmer et en anglais — DL)
- Master de gestion des risques en assurance, banque et finance (enseigné en anglais — RMIBF)
- Master d'entrepreneuriat et de gestion de projets (enseigné en anglais — EPM)

- Master d'économie et d'affaires asiatiques-européennes (enseigné en anglais — EATE)

Effectifs étudiants actuels (année académique 2025-2026)

Pour l'année académique 2025-2026, l'Université Royale de Droit et des Sciences Économiques compte un effectif total actif de 20 016 étudiants (dont 11 212 femmes, soit 56,01 %). Cet effectif se répartit comme suit :

- Étudiants boursiers : 1 817 étudiants (1 132 femmes / 62,30 %)
- Étudiants payants : 18 199 étudiants (10 080 femmes / 55,38 %)

Répartition par niveau de diplôme :

- Licence : 16 599 étudiants (9 399 femmes / 56,62 %)
- Master : 1 597 étudiants (679 femmes / 42,51 %)
- Doctorat (PhD) : 3 étudiants (2 femmes / 66,66 %)

Effectifs étudiants internationaux

URDSE accueille actuellement 93 étudiants internationaux actifs (dont 59 femmes), répartis dans plusieurs niveaux de diplôme :

- Licence (boursiers) : 37 étudiants (dont 18 femmes), tous originaires du Laos.
- Licence (payants) : 1 étudiante originaire de Corée du Sud.
- Master (payants) : 54 étudiants (dont 39 femmes). Nationalités : France (45, dont 32 femmes), Chine (5, dont 4 femmes), Espagne (1 femme), Vietnam (1 femme), Haïti (1 femme), Guatemala (1 homme).
- Doctorat (payants) : 1 étudiante originaire de Chine.

2.3 Technologie et coopération internationale

2.3.1 Technologie

- Transformation numérique des services aux étudiants
- Réseau universitaire cybernétique du Cambodge (Cambodia Cyber University Network)

2.3.2 Coopération internationale

N°	Intitulé de l'accord	Année	Pays
1	Accord de double diplôme entrant – Option d'études à l'étranger (5 ans) — University of Melbourne	2025	Australie
2	Convention entre l'URDSE et l'Université Libre de Bruxelles (Master IBL) (5 ans)	2016	Belgique
3	Protocole d'accord de recherche entre l'URDSE et l'Université du Québec à Montréal (UQAM)	2026	Canada
4	1. Protocole d'accord avec East China University of Political Science and Law (5 ans) / 2. Protocole d'accord avec East China University of Political Science and Law (5 ans)	2014 / 2023	Chine
5	1. Protocole d'accord avec Southwest University of Political Science and Law (SWUPL) (5 ans) / 2. Accord relatif à la mise en œuvre de programmes éducatifs à l'URDSE par SWUPL	2015 / 2018	Chine
6	Protocole d'accord avec China University of Political Science and Law (5 ans)	2026	Chine

7	Convention avec Lumière-Lyon 2 (Licence de droit et d'économie) (5 ans)	2017	France
8	Convention avec Jean Moulin – Lyon 3 (Master de droit foncier) (5 ans)	2017	France
9	Convention avec l'Université Paris 8 – Vincennes-Saint-Denis (Master de droit public international) (4 ans)	2015	France
10	Convention avec Lumière-Lyon 2 (Master EPM)	2008	France
11	Convention avec Audencia (étudiants en échange)	2024	France
12	Accord de mobilité étudiante — échange bilatéral avec l'Université de Rennes 1 (5 ans)	2018	France
13	Accord de mobilité étudiante — échange bilatéral avec l'Université de Rennes 2 (5 ans)	2023	France
14	Protocole d'accord avec l'Université Rennes 2	2024	France
15	Protocole d'accord avec l'Université Sorbonne Paris Nord	2023	France
16	Protocole d'accord avec l'Université Aix-Marseille	2024	France
17	Protocole d'accord avec l'Université Clermont Auvergne	2025	France
18	Protocole d'accord avec l'Université de Bourgogne	2026	France
19	Protocole d'accord avec l'Université de Nantes	2023	France

20	Protocole d'accord avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	2026	France
21	Protocole d'accord avec l'Université d'Évry Paris-Saclay	2026	France
22	Accord d'échanges académiques et étudiants avec la LMU Munich, Allemagne (5 ans)	2022	Allemagne
23	Protocole d'accord avec l'Université d'Augsbourg, Allemagne (5 ans)	2025	Allemagne
24	Protocole d'accord avec l'Université de Bologne	2022	Italie
25	Protocole d'accord avec UNIDROIT	2025	Italie
26	Protocole d'accord avec l'International Institute of Management Sciences et l'Institute of Business Designers	2024	Inde
27	Protocole d'accord avec l'Université de Nagoya	1999	Japon
28	Protocole d'accord pour la création d'un programme de bourses avec la Fondation UFJ	2006	Japon
29	Accord de coopération et d'échanges académiques avec l'Université de Saga	2007	Japon
30	Protocole d'accord de coopération avec la Fondation du Japon	2016	Japon
31	Protocole d'accord de coopération en enseignement juridique avec la Japan Jurists League for Cambodia (JJL)	2019	Japon

32	Accord d'échanges et de coopération académiques avec l'Université d'économie de Nagoya	2020	Japon
33	Accord d'échanges académiques avec l'Université de Kanagawa	2020	Japon
34	Protocole d'accord avec l'Université de Kyushu	2025	Japon
35	Accord de coopération avec la Handong Global University	2024	Corée du Sud
36	Accord de collaboration académique avec l'Université de Daejeon	2010	Corée du Sud
37	Protocole d'accord avec le Korea Legislation Research Institute	2023	Corée du Sud
38	Lettre d'intention avec l'Université Putra Malaysia	2026	Malaisie
39	Protocole d'accord avec l'Université de Fribourg	2021	Suisse
40	Protocole d'accord avec l'Université Galatasaray	2024	Turquie
41	Protocole d'accord avec l'Université d'Akron	2024	États-Unis
42	Protocole d'accord avec l'Université de droit de Hanoï	2026	Vietnam

2.4 Recherche et partenariats mondiaux

Description	Année					
	2021	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
Ouvrages publiés	7	6	7	6	13	10
Articles de recherche	2	3	5	6	3	6

3. Défis et axes d'amélioration

3.1 Gouvernance, autonomie et assurance qualité

3.1.1 Gouvernance et autonomie

- Planification opérationnelle : les plans opérationnels annuels ne définissent pas encore clairement d'objectifs précis ni de calendriers chronologiques d'activités.
- Stratégie d'infrastructure : le Plan stratégique 2019-2023 ne comportait pas de plans d'action détaillés concernant l'amélioration des infrastructures et les projets d'expansion des ressources physiques.

3.1.2 Assurance qualité

- Certains responsables de programme et référents académiques ont une compréhension encore incomplète des processus d'assurance qualité interne.
- Une proportion importante du corps enseignant n'a pas encore suivi de formation formelle à l'assurance qualité.

3.2 Programmes académiques et formation

3.2.1 Modernisation et amélioration des programmes académiques

- Les études empiriques systématiques portant sur les besoins du marché du travail, les besoins sociétaux et les priorités des politiques nationales demeurent limitées, ce qui complique l'alignement complet des résultats d'apprentissage attendus (ELO) avec les exigences émergentes.

3.2.2 Formation académique

- Les programmes de développement professionnel continu destinés à actualiser les compétences du corps enseignant face à l'évolution des contextes éducatifs restent insuffisants.
- La majorité du corps enseignant présente un engagement limité dans les activités de recherche.

3.3 Technologie et coopération internationale

3.3.1 Technologie

Les évolutions rapides des technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent un défi d'adaptation permanent pour les infrastructures universitaires.

3.3.2 Coopération internationale

Le financement institutionnel destiné à soutenir les programmes d'échanges étudiants entrants et sortants demeure indisponible.

3.4 Recherche et partenariats mondiaux

- Le personnel de recherche qualifié pour collaborer directement avec des partenaires de recherche internationaux reste limité.

- L'université ne publie pas encore de revue scientifique institutionnelle à comité de lecture.
- Les capacités de recherche et l'expérience de publication du corps enseignant demeurent à un stade de développement initial.

4. Plan d'action futur

4.1 Gouvernance, autonomie et assurance qualité

4.1.1 Gouvernance et autonomie

- Construire de nouveaux bâtiments académiques, moderniser les salles de classe et améliorer l'environnement d'apprentissage général du campus.
- Renforcer les compétences professionnelles et les qualifications du personnel.
- Développer les programmes de formation aux compétences transversales (soft skills) destinés au personnel universitaire et aux étudiants.
- Renforcer les cadres de gestion du personnel et l'efficacité administrative.

4.1.2 Assurance qualité

Renforcement de l'assurance qualité interne

- Octobre 2026 : réévaluation en vue de l'accréditation institutionnelle par le Comité d'accréditation du Cambodge (ACC).
- Décembre 2026 : évaluation en vue de l'accréditation du programme de licence de droit (double diplôme khméro-chinois) par l'ACC.
- 2027 : évaluation en vue de l'accréditation du programme de licence de droit (programme national) par l'ACC.

- 2027 : évaluation en vue de l'accréditation internationale du programme de licence de droit enseigné en anglais (ELBBL) par le Réseau qualité de l'Université de l'ASEAN (AUN-QA).

4.2 Programmes académiques et formation

4.2.1 Modernisation et amélioration des programmes académiques

Lancement de nouveaux diplômes :

- Master de relations internationales (enseigné en anglais)
- Licence de gestion logistique
- Licence de science des données et intelligence artificielle
- Master de sciences politiques
- Moderniser les programmes académiques existants afin de répondre directement à l'évolution des besoins du marché du travail et aux tendances du développement national.

4.2.2 Formation académique

Renforcer les services d'accompagnement des étudiants.

4.3 Technologie et coopération internationale

4.3.1 Technologie

- Développer et déployer des plateformes numériques intégrées afin de rationaliser la gestion des ressources humaines et les opérations administratives.

4.3.2 Coopération internationale

- Étendre et approfondir les partenariats de collaboration avec les institutions nationales, les universités internationales et les organisations internationales.

4.4 Recherche et partenariats mondiaux

- Constituer un réseau solide de chercheurs qualifiés.

- Favoriser une recherche innovante.
- Renforcer la production de publications scientifiques.

Annex 4: Institut De Technologie Du Cambodge

Rapport décennal des réalisations

Période couverte : années académiques 2016–2017 à 2025–2026

Rapport complet – Édition publique

Résumé exécutif

Entre 2016–2017 et 2025–2026, l'ITC a connu une transformation d'échelle et de mission. L'établissement a simultanément absorbé une forte croissance des effectifs, renforcé la qualification de son personnel, structuré une école doctorale et des formations de Master, consolidé un portefeuille de recherche appliquée, élargi son réseau international et fait évoluer ses relations avec les entreprises vers des formes plus structurées de formation, d'innovation et de R&D. La décennie a également été marquée par un choc majeur - la pandémie de COVID-19 - auquel l'ITC a répondu par une transition rapide vers les outils numériques et par l'adaptation de ses calendriers, examens, soutenances et mobilités. À l'issue de la période, l'enjeu principal n'est plus seulement l'expansion : il est de convertir la masse critique acquise

en qualité mesurable, en impact scientifique et industriel, en internationalisation active et en soutenabilité institutionnelle.

4 015 → 7 356 Étudiants ingénieurs + techniciens (rentrée 2016 vs 2025)	**23 % → 36 %** Part des étudiantes dans ces effectifs	**263 → 398** Enseignants et chercheurs
56 → 124 Titulaires d'un doctorat	**63 → 122** Chercheurs recensés	**51 → 97** Projets de recherche recensés*
185 + 58 Étudiants en Master + doctorat en 2025–2026	**26 / 58** Doctorants en cotutelle/co-supervision/double diplôme	**227** Accords signés
174 Activités université–industrie en 2025–2026	**3 694** Bourses/exonérations en 2025–2026 (~50 % des étudiants concernés)	**74 + ~160** Articles évalués par les pairs + présentations scientifiques en 2025–2026

1. Dix années de développement au service de l'ITC et du Cambodge

La période 2016–2026 marque une étape importante dans l'évolution de l'Institut de Technologie du Cambodge. En dix ans, l'ITC a renforcé sa capacité d'accueil, diversifié ses formations, développé son capital humain, consolidé la recherche appliquée et les études doctorales, élargi ses coopérations internationales et approfondi ses liens avec les entreprises. Cette progression s'inscrit dans une ambition constante : former des techniciens, des ingénieurs, des chercheurs et des innovateurs capables de répondre aux besoins du développement économique, industriel, numérique et durable du Cambodge.

La transformation de l'ITC s'est construite de manière progressive et interdépendante. L'élargissement de l'accès a été accompagné par la diversification des parcours; la montée en qualification du personnel a soutenu le développement des Masters, du doctorat et de la recherche; les partenariats internationaux et industriels ont contribué aux équipements, à la mobilité, à l'assurance qualité et à l'innovation. Le présent bilan met ainsi en regard les réalisations académiques, scientifiques et institutionnelles, les défis rencontrés et les ambitions de la prochaine étape.

2. Une décennie de transformation institutionnelle

2.1. Croissance des effectifs et élargissement de l'accès

À la rentrée de novembre 2016, l'ITC comptait 4 015 étudiants dans les cycles ingénieur et technicien à Phnom Penh,

dont 922 femmes. À la rentrée de novembre 2025, les cycles ingénieur et diplôme associé atteignent 7 356 étudiants à Phnom Penh, dont 2 645 femmes. La progression est donc d'environ 83 % sur la période, tandis que la part des étudiantes passe d'environ 23 % à 36 %. Cette croissance s'est accompagnée d'un élargissement territorial : le recrutement 2025–2026 est organisé selon des règles communes sur les campus de Phnom Penh, Tbong Khmum et Kep.

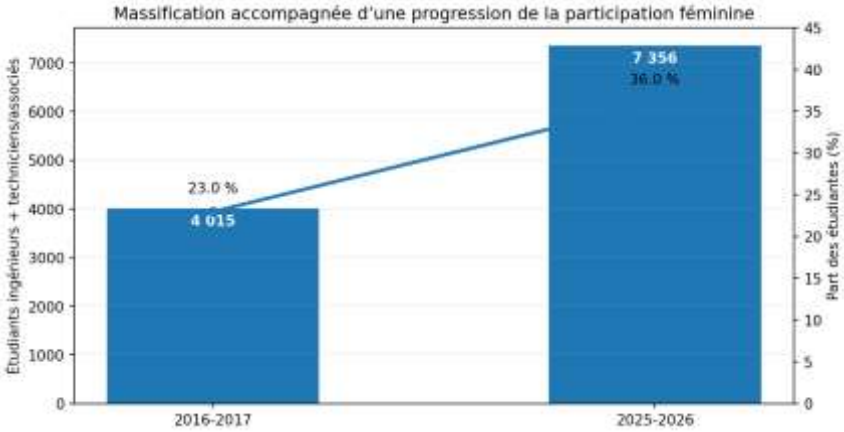


Figure 1 – Évolution de l'échelle des effectifs et de la participation féminine, 2016–2025.

L'attractivité de l'ITC s'est également renforcée. En 2016, 2 914 candidats étaient enregistrés au concours d'entrée de Phnom Penh; en 2025, ils sont 4 076 sur le campus principal, auxquels s'ajoutent les candidatures des programmes internationaux et des campus provinciaux, portant le total à 4 228. L'extension des capacités d'accueil, les nouveaux équipements et la visibilité croissante des formations ont accompagné cette progression.

Cette croissance s'est accompagnée d'un effort important en faveur de l'accès aux études. En 2025–2026, 3 694 bourses ou réductions de frais sont attribuées, soit environ la moitié des étudiants des cycles ingénieur et diplôme universitaire de technologie (DUT). Les étudiantes bénéficient par ailleurs d'une politique spécifique de réduction des frais de scolarité, qui contribue à élargir la participation féminine dans les filières scientifiques et technologiques.

2.2. Diversification des parcours de formation

L'ITC a maintenu sa mission historique de formation d'ingénieurs et de techniciens tout en diversifiant progressivement ses voies d'accès et de progression. Les diplômés du cycle technicien peuvent accéder à la 3e année d'ingénieur après sélection et préparation en mathématiques et physique. En 2025–2026, 83 candidats ont sollicité cette passerelle et 53 ont été admis. La formation continue permet par ailleurs aux titulaires d'un diplôme DUT ou équivalent de reprendre des études vers un diplôme d'Bachelor of Engineering; 209 nouveaux étudiants y sont inscrits en 2025–2026.

Cette diversification répond à un besoin de formation tout au long de la vie, mais elle fait aussi apparaître un défi de cohérence entre formation initiale, formation continue, programmes nationaux et internationaux. Au terme de la décennie, l'enjeu est de rendre ces parcours plus lisibles, davantage capitalisables et mieux connectés aux besoins des employeurs.

2.3. Le diplôme Universitaire de Technologie (DUT): le virage vers la formation basée sur les compétences (CBT)

Au cours de la décennie, le cycle Bac+2 a connu une transformation profonde. L'ITC a progressivement fait évoluer la formation de technicien, historiquement structurée autour de cours disciplinaires, vers une formation basée sur les compétences (Competency-Based Training – CBT). Dans cette approche, la progression de l'étudiant se mesure autant par sa capacité à exécuter des tâches professionnelles que par ses connaissances académiques. Les ateliers, les laboratoires, les projets, les mises en situation et l'évaluation pratique prennent ainsi une place beaucoup plus importante, avec une participation accrue des entreprises.

Le projet Skills for Competitiveness (S4C), engagé à partir de 2019, a donné une première impulsion décisive à cette réforme. Six domaines prioritaires ont été accompagnés : construction, électricité, électronique, mécatronique, usinage de précision et agro-industrie. Entre 2019–2020 et 2025–2026, les effectifs cumulés de ces six parcours sont passés de 323 à 559 étudiants. S4C a aussi permis d'ouvrir ou de renforcer des spécialités jusque-là peu présentes au niveau technicien, notamment l'électronique, la mécatronique et l'usinage de précision, tout en modernisant les équipements et les conditions de formation pratique.

Programme prioritaire S4C	2019–2020	2025–2026
Construction – conception et supervision des structures	106	118
Électricité – installation et maintenance des systèmes électriques et de contrôle du bâtiment	68	120
Électronique – installation et maintenance des systèmes électroniques	0	22
Mécatronique – installation et maintenance	0	50
Usinage de précision / usinage industriel	0	55
Transformation et analyse des produits alimentaires	109	252
Total	**323**	**559**

Tableau 1 – Évolution des effectifs des six programmes prioritaires soutenus par S4C.

La dynamique s'est poursuivie avec Skills for Future Economy (SFE), mis en œuvre sur la période 2023–2029 avec l'appui de l'ADB, de l'AFD et du Gouvernement royal du Cambodge. Deux parcours supplémentaires – Industrial Engineering et IT Networking & Programming – ont été introduits dans cette logique de formation orientée compétences. En 2025–2026, ils regroupent 218 étudiants, dont 70 en Industrial Engineering et 148 en IT Networking & Programming.

Le diplôme universitaire de technologie conserve enfin une fonction de passerelle au sein du système de formation de l'ITC. Les diplômés peuvent candidater à l'entrée en troisième année du cycle ingénieur après sélection et préparation en mathématiques et physique. En 2025–2026, 83 candidats ont emprunté cette voie et 53 ont été admis. Le Bac+2 répond ainsi à un double objectif : permettre une insertion professionnelle rapide tout en offrant, pour ceux qui le souhaitent et qui remplissent les conditions, une continuité vers le diplôme d'ingénieur.

2.4. Cycle ingénieur : diversification des disciplines et ouverture internationale

Le cycle ingénieur est resté le cœur de la mission académique de l'ITC, tout en évoluant sensiblement au cours de la décennie. L'établissement a consolidé ses disciplines historiques et ouvert de nouveaux champs en réponse à la transformation de l'économie cambodgienne, à la numérisation, aux besoins d'infrastructures et à l'émergence de nouvelles industries. Cette évolution s'est appuyée sur les consultations avec les ministères, les entreprises et les partenaires universitaires, ainsi que sur le développement progressif des ressources humaines et des laboratoires.

2.4.1. Nouvelles disciplines et structuration des programmes nationaux

Plusieurs évolutions structurantes ont marqué le portefeuille national. Le génie chimique s'est affirmé comme un programme d'ingénieur à part entière à partir de 2017, en complément de la longue tradition de l'ITC en sciences et technologies alimentaires. Le développement des compétences numériques a conduit à la création, en 2021, du Département de mathématiques,

mathématiques appliquées et statistiques (AMS), qui porte notamment les filières Data Science et Financial Engineering. Dans le domaine des infrastructures, la préparation du programme de Transport and Infrastructure Engineering s'est accélérée en 2020–2021 à partir d'échanges avec le Ministère des Travaux publics et des Transports et les autorités urbaines; le département a ensuite été mis en place en 2022. Parallèlement, la formation en architecture a renforcé son identité institutionnelle, passant d'un programme rattaché au génie civil à un département dédié d'Architectural Engineering vers la fin de la période.

Évolution majeure	Repère dans la décennie	Contribution au portefeuille de formation
Chemical Engineering	2017	Renforce les compétences en procédés industriels, chimie appliquée, bioprocédés et transformation des matériaux.
Applied Mathematics & Statistics (AMS)	Département créé en 2021	Développe les filières Data Science et Financial Engineering et renforce l'usage des mathématiques et de la donnée dans l'ingénierie.

Évolution majeure	Repère dans la décennie	Contribution au portefeuille de formation
Transport & Infrastructure Engineering	Préparation 2020–2021; mise en place en 2022	Répond aux besoins en transport, trafic, logistique, mobilité urbaine et infrastructures publiques.
Architectural Engineering	Structuration renforcée durant la période	Consolide l'architecture, le BIM, la conception durable et l'articulation architecture–structure–MEP.

Tableau 2 – Principales évolutions du portefeuille national du cycle ingénieur durant la décennie.

Au-delà de la création de nouvelles filières, la décennie a aussi été marquée par une révision régulière des curricula. L'objectif a progressivement évolué d'une logique centrée sur les contenus disciplinaires vers des programmes davantage orientés vers les compétences, les projets, les outils numériques, l'entrepreneuriat, l'expérience en entreprise et l'adaptation aux besoins du marché du travail.

2.4.2. Programmes internationaux d'ingénieur : d'un partenariat pilote à une offre structurée

L'internationalisation du cycle ingénieur a connu une accélération particulière pendant la seconde moitié de la décennie. Le programme ECAM LaSalle–ITC a été préparé en 2020–2021 puis lancé en octobre 2021. Conçu pour former des ingénieurs

multidisciplinaires et associer enseignement en anglais, mobilité internationale, projets et forte exposition au monde industriel, il a constitué un premier modèle de programme international intégré. En avril 2024, la première promotion de 11 étudiants cambodgiens a été diplômée dans ce cadre.

À partir de l'année académique 2023–2024, l'ITC a élargi cette dynamique avec le lancement d'un International Engineering Program accessible dès la première année. Quarante-deux étudiants étaient inscrits en première année en 2023–2024; ils étaient 68 en 2024–2025 et 62 en 2025–2026. Cette montée en puissance traduit la volonté de proposer au Cambodge des formations d'ingénieur fortement internationalisées dans des domaines émergents, tout en ouvrant davantage de possibilités de mobilité, de doubles diplômes et d'enseignement avec des partenaires étrangers.

Domaine	**Programmes internationaux proposés à l'horizon 2026**
Numérique	Artificial Intelligence Engineering and Cybersecurity; Software Engineering
Automatisation et systèmes intelligents	Electronics and Smart Automation System; Robotics and Automation Engineering
Matériaux et infrastructures	Materials Science and Engineering; Construction Management and Infrastructure Engineering

Domaine	Programmes internationaux proposés à l'horizon 2026
Ingénierie, durabilité et management	Sustainable Engineering and Business; Industrial Engineering and Supply Chain Management

Tableau 3 – Portefeuille des programmes internationaux d'ingénieur développé par l'ITC.

Le développement de cette offre internationale constitue désormais un axe de différenciation pour l'ITC. Son enjeu n'est pas seulement d'offrir des cours en anglais, mais de construire des parcours dans lesquels les curricula, la pédagogie par projet, l'exposition à l'industrie, la mobilité et la participation d'enseignants internationaux forment un ensemble cohérent. La création du programme international en Artificial Intelligence Engineering and Cybersecurity, formalisée au cours de la période récente, illustre cette orientation vers les compétences technologiques de nouvelle génération.

3. Formation de niveau Master et doctorat : passage à une université de recherche

3.1. Institutionnalisation du doctorat

L'un des tournants majeurs de la décennie est l'autorisation, le 29 septembre 2017, de cinq programmes doctoraux : Water and Environment, Food Technology and Nutrition, Mechatronics and Information Technology, Materials Science and Structures, et Energy Technology and Management. Les premières années ont reposé fortement sur la cotutelle et la co-supervision avec des

partenaires français et belges, afin de garantir la qualité scientifique et l'accès aux laboratoires et financements internationaux.

La montée en puissance a été rapide. En 2018–2019, 16 doctorants étaient inscrits, dont 11 dans des dispositifs de cotutelle. En 2025–2026, l'École doctorale compte 58 doctorants, dont 15 nouveaux inscrits et 16 femmes. Parmi eux, 26 suivent un parcours en cotutelle, co-supervision ou double diplôme avec des universités partenaires : 17 en France et 9 en Belgique. Près de 45 % des doctorants sont ainsi engagés dans un parcours international conjoint.

3.2. Consolidation des Masters et double diplômes

Les programmes de Master ont eux aussi changé d'échelle et de nature. Les premières années de la période ont mis en évidence deux contraintes récurrentes : la dépendance aux bourses pour les étudiants à temps plein et la difficulté, pour les professionnels en activité, de suivre des formations organisées en journée. L'ITC a néanmoins élargi son offre vers les matériaux et structures, l'énergie, l'eau et l'environnement, l'agro-industrie, l'informatique, la mécatronique, le transport, la data science et, à partir de 2025–2026, l'ingénierie architecturale. En 2025–2026, 185 étudiants sont inscrits en Master.

Le Master Materials and Structural Engineering illustre l'internationalisation réussie de cette offre : depuis 2010–2011, 152 diplômés sont recensés, dont 102 ont obtenu un double diplôme avec l'INSA Rennes, auxquels s'ajoutent des doubles diplômes avec d'autres universités françaises. D'autres programmes ont été développés ou améliorés dans le cadre de partenariats HEIP (Higher Education Improvement Project) avec Chulalongkorn

University, Kasetsart University, IMT/ENSIIE, INP Toulouse et Institut Teknologi Bandung.

La période récente voit un mouvement vers l'évaluation externe et l'assurance qualité : plusieurs Masters ont été évalués par des panels externes, et les résultats sont utilisés comme référence pour l'amélioration continue des autres programmes.

4. Développement des ressources humaines : le principal actif de la décennie

4.1. Croissance quantitative et montée en qualification

Le corps enseignant et de recherche est passé de 263 personnes en 2016–2017 à 398 en 2025–2026. Le nombre de femmes passe de 62 à 113. Plus déterminante encore est la montée en qualification : les titulaires d'un doctorat passent de 56 à 124 et les titulaires d'un Master de 139 à 226. En 2025–2026, 31,2 % du corps enseignant et de recherche est titulaire d'un doctorat et 56,8 % d'un Master.



Figure 2 – Croissance du corps enseignant et de recherche sur la décennie.



Figure 3 – Montée en qualification du corps enseignant et de recherche.

Cette progression s'appuie fortement sur les partenariats régionaux et internationaux. En 2025–2026, 18,6 % des enseignants et chercheurs ont obtenu leur diplôme le plus élevé dans cinq pays de l'ASEAN et 41,7 % dans quinze pays hors ASEAN. Dès les premières années de la décennie, les mobilités longues et courtes ont constitué un levier important pour former une nouvelle génération d'enseignants, de chercheurs et de responsables académiques.

4.2. De la mobilité individuelle à une stratégie de succession

Au début de la période, la mobilité internationale joue principalement le rôle d'un mécanisme de montée en compétences. Par exemple, en 2017–2018, 18 enseignants poursuivaient un

diplôme à l'étranger et 131 missions courtes d'enseignants ont été réalisées. La crise sanitaire a ensuite montré la vulnérabilité d'un modèle reposant fortement sur la mobilité physique. La prochaine étape consiste à transformer cet acquis en une véritable planification des ressources humaines : cartographie des besoins par discipline, succession des seniors, pipeline de jeunes docteurs, développement du management intermédiaire et mécanismes de rétention.

5. Recherche et innovation : d'un dispositif émergent à un portefeuille institutionnel

5.1. Structuration du RIC et des unités de recherche

Le Research and Innovation Center (RIC), créé en 2015, devient au cours de la décennie le noyau de la politique de recherche de l'ITC. Cinq unités spécialisées structurent les activités : Energy Technology and Management (ETM), Food Technology and Nutrition (FTN), Mechatronics and Information Technology (MIT), Materials Science and Structure (MSS), et Water and Environment (WAE). Des réunions régulières au niveau des unités, du RIC et du Conseil scientifique instaurent progressivement des mécanismes de suivi, d'évaluation et de coordination.

Le nombre de chercheurs est passé d'environ 63 en 2016–2017 à 122 en 2025–2026. Sur les mêmes points de référence, le portefeuille de projets de recherche est passé de 51 à 97 projets recensés. La façon de classer les projets a évolué au cours de la décennie - notamment entre projets actifs, nouveaux et achevés - mais la tendance de fond reste claire : l'ITC dispose aujourd'hui d'une communauté de recherche plus large, de projets plus

diversifiés et d'un environnement scientifique nettement plus structuré.

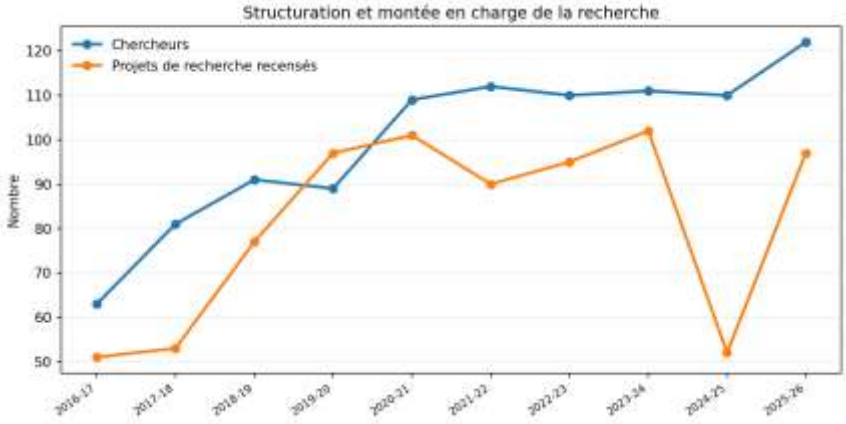


Figure 4 – Évolution indicative des chercheurs et projets de recherche. Note : les règles de classement des projets ont évolué durant la période.

5.2. Production scientifique et recherche appliquée

En 2025–2026, 122 chercheurs, dont 39 % de femmes, sont engagés dans 97 projets : 42 projets actifs, 34 nouveaux projets et 21 projets achevés. Trente-sept propositions ont été déposées et 34 nouveaux projets ont obtenu un financement. Le même rapport recense 74 articles évalués par les pairs et environ 160 communications dans des conférences et événements scientifiques. L'ITC dispose par ailleurs d'un réseau de 38 laboratoires de recherche.

La recherche menée à l'ITC est étroitement liée aux enjeux du Cambodge : eau et environnement, sécurité alimentaire, énergie et efficacité énergétique, matériaux, intelligence artificielle et

systèmes intelligents, qualité de l'air, infrastructures, agriculture et gestion des ressources. Cette orientation vers des problèmes concrets renforce la pertinence nationale des travaux et facilite les collaborations avec les pouvoirs publics, les entreprises et les partenaires scientifiques internationaux.

5.3. Grands projets et plateformes

Plusieurs programmes ont joué un rôle de catalyseur : HEIP avec la Banque mondiale, Skills for Competitiveness et Skills for Future Economy avec l'ADB et l'AFD, Laboratory-Based Education puis INACON avec la JICA, SATREPS, l'appui institutionnel ARES, la plateforme de recherche et de formation sur les systèmes électriques, ainsi que des plateformes sur la qualité de l'air, les ressources côtières et l'eau. Leur contribution dépasse l'acquisition d'équipements : ils soutiennent aussi le développement des compétences, la modernisation des programmes, l'organisation de la recherche, les partenariats et la visibilité scientifique.

6. Internationalisation : d'un réseau de coopération à une plateforme de développement institutionnel

6.1. Un réseau mondial devenu un levier de formation et de recherche

La coopération internationale est une constante de l'ITC, mais sa fonction s'est élargie durant la décennie. Elle ne sert plus uniquement aux échanges académiques : elle soutient les diplômes conjoints, la formation doctorale, la modernisation pédagogique, la recherche, l'accréditation, l'équipement et la coopération industrielle. En 2025–2026, l'ITC déclare 227 MoU/MoA signés

avec des partenaires dans le monde. Durant la seule année 2025–2026, 24 MoU et 4 MoA ont été signés.

La mobilité demeure une composante importante de cette ouverture. L'ITC accueille 66 étudiants internationaux en 2025–2026. Les échanges sortants, fortement ralentis pendant la pandémie, ont repris avec la réouverture des frontières. Les coopérations avec la Belgique, la Belgique, le Japon, les pays de l'ASEAN, la Chine, l'Australie, les États-Unis et d'autres partenaires contribuent à la formation du personnel et des étudiants, aux projets de recherche et au développement de programmes conjoints.

6.2. L'internationalisation du doctorat comme indicateur de profondeur

Le chiffre le plus révélateur n'est pas le nombre d'accords mais la profondeur des coopérations. En 2025–2026, 26 doctorants sur 58 sont inscrits en cotutelle, co-supervision ou double diplôme avec des partenaires français et belges. Des programmes de double diplôme existent aussi au niveau Master et des programmes internationaux ont été développés avec des établissements étrangers. Cette intégration académique crée des liens durables entre laboratoires, enseignants et étudiants.

6.3. Un enjeu désormais qualitatif

Au cours de la dernière décennie, l'ITC a développé un vaste réseau de partenariats internationaux, comprenant 227 accords, dont 58 soutiennent actuellement des coopérations actives. S'appuyant sur cette base solide, la prochaine étape consistera à renforcer une gestion plus stratégique de ce portefeuille : identifier les partenariats prioritaires, désigner des responsables

institutionnels, élaborer des plans d'action annuels et relier les coopérations à des résultats mesurables en matière de mobilité, de recherche, d'enseignements conjoints et de cofinancement. Cette approche contribuera également à renforcer la mobilité entrante et à accroître la participation de professeurs invités à l'ITC.

7. Relations avec l'industrie, employabilité et transfert de compétences

7.1. Montée en puissance de l'University–Industry Linkage

La relation avec le secteur privé évolue progressivement d'activités ponctuelles - visites, séminaires, recrutements - vers une approche plus structurée comprenant formation professionnelle, recherche appliquée, conseil, stages, accords formels, comités consultatifs et apprentissage. En 2025–2026, l'UIL recense 174 activités de collaboration avec l'industrie : 38 séminaires/ateliers organisés, 35 participations à des événements externes, 54 visites d'entreprises à l'ITC, 22 visites de l'ITC en entreprise, 12 actions de formation/projet/conseil et 13 MoU/MoA avec des acteurs industriels.

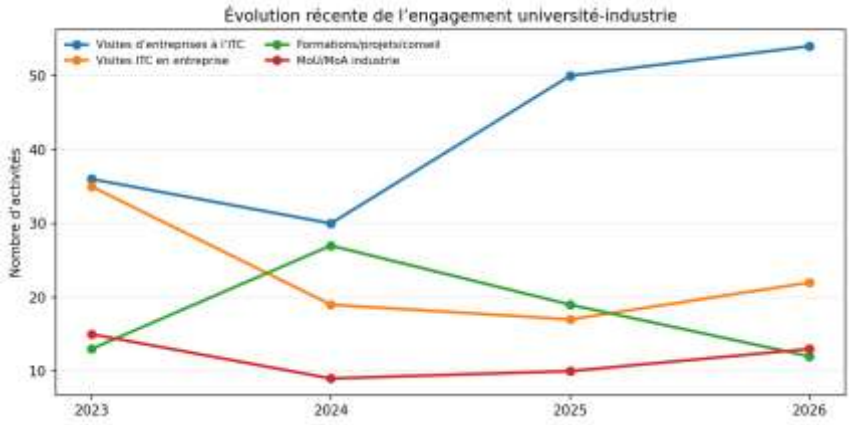


Figure 5 – Quelques indicateurs d'engagement université–industrie, 2023–2026.

Le 7e Industry Consortium en 2024 a réuni plus de 30 entreprises et introduit de nouveaux mécanismes tels que l'Industry Advisory Board. Des partenariats documentés avec Huawei, Panasonic, Renaissance Minerals, Confirel, des entreprises agroalimentaires, des acteurs de la construction et d'autres sociétés démontrent une diversification des modes d'engagement.

7.2. Employabilité et adéquation formation–emploi

Dès 2017, l'enquête de suivi des ingénieurs diplômés indiquait 79 % en emploi et 19 % en poursuite d'études. Au fil de la décennie, l'ITC a renforcé le suivi des diplômés, notamment au niveau Master et doctorat, et accordé une place croissante au retour des employeurs. Le centre d'employabilité, les stages, les visites d'entreprises et la participation du secteur privé aux activités académiques contribuent à rapprocher les formations des réalités professionnelles.

7.3. Prochaine étape : co-création et doctorat industriel

Une nouvelle étape consiste à rapprocher davantage la formation doctorale et la recherche des problématiques des entreprises, notamment à travers des dispositifs inspirés des doctorats industriels. Les besoins techniques du secteur productif peuvent devenir des sujets de projets étudiants, de Masters, de doctorats et de R&D cofinancée, dans un cadre clair pour la propriété intellectuelle, la confidentialité, la publication et le partage des résultats.

8. Innovation, entrepreneuriat et propriété intellectuelle

L'innovation étudiante et la pré-incubation deviennent progressivement un pilier complémentaire de la recherche. En 2025–2026, le Techno Innovation Challenge atteint sa 8e édition; 160 étudiants ont candidaté, constituant 29 équipes, dont 17 ont été retenues. Dix équipes issues de la saison précédente ont intégré une phase de pré-incubation avec formation entrepreneuriale et financement d'amorçage. Un espace de co-working d'environ 60 places est désormais disponible pour les étudiants et chercheurs entrepreneurs.

L'ITC a également contribué au développement du Statut National d'Étudiant Entrepreneur, approuvé par le ministère pour favoriser l'entrepreneuriat étudiant. En parallèle, l'institution a renforcé son cadre de valorisation avec des modèles de contrats relatifs au conseil, à la confidentialité, aux droits d'auteur, aux brevets, aux licences, aux spin-off et à l'évaluation de logiciels.

9. Assurance qualité, pédagogie et gouvernance

9.1. Vers des standards internationaux

Au cours de la période récente, l'assurance qualité devient plus structurée. L'appui belge et HEIP2 (Higher Education Improvement Project Phase 2) soutient la préparation à l'accréditation AUN-QA. En 2025–2026, six programmes ont participé à la préparation de Self-Assessment Reports; des formations dédiées à l'accréditation, à la pédagogie et au management intermédiaire ont été réalisées avec ULiège et ULB. Cette évolution fait passer l'assurance qualité d'un contrôle administratif à une démarche d'amélioration continue fondée sur des preuves.

9.2. Modernisation des systèmes institutionnels

Les outils numériques se sont progressivement intégrés au fonctionnement de l'institution : gestion des notes, Moodle et Microsoft Teams pendant la pandémie, modernisation des systèmes de bibliothèque, outils de gestion de projets et de recherche. L'enjeu est désormais de relier ces systèmes, de simplifier les processus et de disposer de données institutionnelles cohérentes pour le pilotage, l'assurance qualité et les services aux étudiants.

10. Résilience institutionnelle : le test du COVID-19

La pandémie de COVID-19 a constitué le défi transversal le plus important de la décennie. Les cours en présentiel ont été interrompus, les mobilités suspendues et plusieurs soutenances ou activités reportées, tandis que certains étudiants rencontraient des difficultés d'accès aux équipements numériques et à Internet. L'ITC a assuré la continuité pédagogique en mobilisant Moodle et

Microsoft Teams, en adaptant les calendriers, les examens et les soutenances, et en maintenant à distance une partie des réunions, de la recherche et de la coopération.

Cette période a accéléré l'appropriation du numérique, mais elle a aussi mis en évidence les limites d'une digitalisation fondée sur l'urgence. Les compétences développées doivent aujourd'hui être transformées en stratégie de blended learning, en ressources numériques de qualité, en systèmes de suivi étudiant et en politiques d'intégrité académique adaptées à l'essor de l'IA générative.

11. Défis rencontrés et réponses apportées

La croissance de l'ITC a naturellement fait apparaître de nouveaux défis. Certains ont été conjoncturels, comme la pandémie, tandis que d'autres accompagnent toute institution en expansion : qualité de l'encadrement, soutenabilité des équipements, financement des études supérieures, activation des partenariats, valorisation de la recherche et fiabilité des données. Les réponses engagées durant la décennie constituent une base solide, mais chantiers doivent encore être consolidés.

Défi	Manifestation	Réponse 2016–2026	Défi restant
Massification et capacité d'accueil	Croissance rapide des effectifs, pression sur locaux, laboratoires, encadrement et services étudiants.	Nouveaux bâtiments/équipements; extension des capacités; campus provinciaux; campagnes d'orientation et journées portes ouvertes.	Dimensionner les admissions selon capacités réelles; renforcer tutorat, services, rétention et suivi des réorientations.
Ressources humaines	Besoin de plus de jeunes enseignants, docteurs et spécialistes; charge d'enseignement et administrative.	Bourses, PhD à l'étranger, cotutelles, formation de formateurs, recrutement de chercheurs à temps plein.	Plan de succession par discipline, charge de travail équilibrée, rétention et développement du management intermédiaire.

Défi	Manifestation	Réponse 2016–2026	Défi restant
Soutenabilité des Masters	Dépendance aux bourses; faibles inscriptions autofinancées; horaires peu adaptés aux salariés.	Partenariats HEIP, diversification des financements, communication, proposition de modules capitalisables.	Déployer micro-certifications/modules crédités, formation continue et cofinancement employeur.
Doctorat	Au démarrage: manque de bourses, fonds de recherche, laboratoires et coordination des mobilités.	Cotutelles/co-supervisions, financements partenaires, développement des laboratoires et plateformes.	Doctorat industriel, financement pluriannuel, suivi du temps de thèse et insertion professionnelle.

Défi	Manifestation	Réponse 2016–2026	Défi restant
COVID-19	Cours en présentiel interrompus; mobilités annulées; inégalités d'accès numérique.	Moodle, Teams, examens et soutenances adaptés, réunions virtuelles.	Blended learning de qualité, résilience numérique, politique d'intégrité académique et continuité d'activité.
Recherche	Financement variable; maintenance/consommables; gouvernance et classement des projets non homogènes.	RIC, cinq unités, projets HEIP/ARES/JICA/AFD/ADB, hausse des chercheurs à temps plein, 38 laboratoires.	Gestion de portefeuille, coûts complets, fonds de maintenance, priorités thématiques et indicateurs de qualité/impact.

Défi	Manifestation	Réponse 2016–2026	Défi restant
Internationalisation	Mobilité vulnérable aux chocs; déséquilibre inbound/outbound; grand nombre d'accords peu actifs.	Relance des mobilités, doubles diplômes, cotutelles, nouveaux MoU/MoA, projets internationaux.	Portefeuille de partenaires stratégiques, propriétaires internes, plans d'action et indicateurs de résultats.
Industrie	Collaboration souvent fondée sur événements/visites; difficulté à convertir en R&D et revenus récurrents.	UIL, consortiums, MoU/MoA, stages, conseil, projets et Industry Advisory Board.	Co-création, R&D cofinancée, MSc/PhD industriels, services de laboratoire, procédures commerciales claires.

Défi	Manifestation	Réponse 2016–2026	Défi restant
Innovation/ IP	Nombreux prototypes mais chemin vers marché encore peu systématique.	TIC, challenges, pré-incubation, espace de co-working, contrats-types IP/start-up.	TTO/guichet innovation, registre des inventions, preuves de concept, licences et spin-off.
Données et pilotage	Définitions variables entre années et unités; difficultés pour séries comparables et ranking.	Développement de systèmes de gestion et plateformes.	Dictionnaire de données, responsables de données, tableau de bord institutionnel et preuves publiques en anglais.
Déploiement homogène du CBT	Approches encore hybrides entre pédagogie classique et formation par compétences; accès variable aux	S4C et SFE : révision des curricula, nouveaux ateliers et équipements, programmes émergents, rapprochement avec l'industrie.	Finaliser le CBT dans l'ensemble des parcours Bac+2, professionnaliser l'évaluation et

Défi	Manifestation	Réponse 2016–2026	Défi restant
	équipements et aux entreprises.		généraliser le work-based learning.

12. Perspectives : priorités proposées pour 2026–2030

À l'horizon 2030, l'ITC entre dans une nouvelle phase de son développement. L'objectif est de consolider la qualité tout en préparant les compétences, les disciplines et les infrastructures dont le Cambodge aura besoin dans les prochaines années. Les priorités suivantes prolongent les acquis de la décennie et donnent une direction opérationnelle à cette prochaine étape.

- Excellence académique et accréditation – Finaliser les Self-Assessment Reports, engager progressivement les démarches AUN-QA, consolider l'Outcome-Based Education et les boucles d'amélioration continue, et renforcer la formation pédagogique des enseignants.
- Faire de SATech une plateforme de référence pour la formation technologique – Achever la généralisation du CBT au cycle diplôme de technician supérieur, renforcer les ateliers et l'évaluation pratique, développer le work-based learning et les formats modulaires, professionnaliser les formateurs et approfondir la co-formation avec les entreprises. Les composantes envisagées dans le cadre de SFE et de son financement additionnel – conversion des programmes restants, Makerspace, compétences numériques et nouvelles plateformes appliquées – peuvent donner à ce cycle une identité forte et lisible au niveau national.
- Croissance étudiante maîtrisée – Relier les capacités d'admission aux capacités réelles d'encadrement, de laboratoire et de services; renforcer orientation, tutorat, bien-être, soutien financier, suivi des apprentissages et prévention des abandons.

- Capital humain et relève académique – Mettre en place un plan de succession par faculté, département, programme et laboratoire; cibler les bourses Master/PhD sur les besoins futurs; développer les compétences de management académique et créer des conditions favorables à la rétention des talents.
- Nouvelles disciplines stratégiques – Préparer puis ouvrir progressivement, sur la base d'études de faisabilité, de partenariats scientifiques et des besoins économiques du Cambodge, des formations dans les semi-conducteurs et la microélectronique, le génie pétrochimique et des procédés, l'ingénierie spatiale et les systèmes aérospatiaux, les nanotechnologies et matériaux avancés, ainsi que les biotechnologies et la bio-ingénierie.
- Création d'une ITC Business School orientée technologie et industrie – Développer une offre de formation en management de la technologie, innovation et entrepreneuriat, management de projet, supply chain, finance et stratégie pour ingénieurs. Cette école devra servir à la fois les étudiants de l'ITC, les cadres d'entreprise et les entrepreneurs, tout en créant un pont entre ingénierie, innovation et décision économique.
- Recherche d'impact et centres d'excellence – Concentrer une partie des ressources sur quelques enjeux nationaux à fort potentiel, renforcer la qualité et la visibilité des publications, développer des consortiums interdisciplinaires, professionnaliser les plateformes partagées et accélérer le transfert vers les politiques publiques et l'industrie.

- Faire des campus provinciaux de véritables terrains d'expérimentation – À Kampong Cham, développer un Agri-Tech Center s'appuyant sur le terrain disponible de l'ITC pour combiner formation de niveau CQF5, perfectionnement des agriculteurs et coopératives, démonstration technologique, collecte de données et essais en conditions réelles. Les domaines prioritaires peuvent inclure l'agriculture de précision, l'irrigation intelligente, la mécanisation, l'après-récolte et l'agro-transformation. À Kep, structurer progressivement un test field consacré aux technologies côtières et marines, à l'aquaculture, à l'environnement, à la résilience climatique, aux énergies renouvelables et aux infrastructures durables. Dans les deux cas, les campus doivent devenir des living labs associant étudiants, chercheurs, entreprises, collectivités et communautés locales.
- Partenariat industriel de nouvelle génération – Passer des visites et MoU à des programmes pluriannuels combinant apprentissage, stages, projets étudiants, R&D cofinancée, laboratoires communs, conseil, services techniques et, lorsque le contexte s'y prête, Masters et doctorats industriels.
- Internationalisation active – Concentrer l'effort sur les partenariats produisant des résultats mesurables; renforcer les programmes conjoints, la mobilité entrante et sortante, les professeurs invités, les consortiums de recherche et l'accès à de nouveaux réseaux dans les disciplines émergentes.

- Classement universitaire et réputation internationale – Faire du classement le reflet de la qualité réelle de l'ITC, et non une fin en soi. Mettre en place une fonction institutionnelle dédiée aux données et à la visibilité; fiabiliser les affiliations de publications, les profils chercheurs, les données d'employabilité, d'internationalisation et d'impact; renforcer les contenus publics en anglais; puis préparer une participation progressive aux classements régionaux, thématiques et internationaux.
- Innovation, propriété intellectuelle et commercialisation – Finaliser les politiques et mécanismes de valorisation, établir un guichet unique pour les projets innovants et suivre chaque prototype jusqu'à la preuve de concept, la propriété intellectuelle, le pilote industriel, la licence, la start-up ou le transfert technologique.
- Transformation numérique et pilotage par les données – Mettre en place un dictionnaire de données institutionnel, un entrepôt de données, des responsables clairement identifiés, des tableaux de bord réguliers et des systèmes intégrés pour la scolarité, la recherche, les ressources humaines, les partenariats et les services étudiants.
- Soutenabilité financière et gestion des infrastructures – Diversifier les revenus par la formation professionnelle, les essais de laboratoire, le conseil, la recherche contractuelle, les partenariats et la valorisation ; parallèlement, sécuriser la maintenance, la calibration, les consommables, la sécurité, le renouvellement des équipements et leur taux d'utilisation.

12.1. Séquençage proposé

Période	Priorité de mise en œuvre
2026–2027	Consolider les fondamentaux : accréditation/OBE, généralisation du CBT, gouvernance des données, baseline de visibilité et classement, plans de relève RH, études de faisabilité pour les nouvelles disciplines et l'ITC Business School, plans directeurs des test fields de Kampong Cham et Kep.
2027–2028	Lancer les premiers dispositifs : pilotes de living labs sur les campus provinciaux, nouveaux partenariats industriels, premiers programmes ou certificats de la Business School, ouverture sélective de disciplines émergentes prêtes en ressources humaines et équipements.
2028–2029	Changer d'échelle : accréditations, programmes conjoints, centres d'excellence, work-based learning généralisé au Bac+2, R&D cofinancée, valorisation technologique, participation structurée aux classements pertinents.
2029–2030	Consolider les résultats : mesurer l'impact, la réputation, les revenus diversifiés et la performance des campus ; ajuster le portefeuille académique et préparer l'après-2030.

12.2. Tableau de bord recommandé pour la prochaine période

Domaine	Indicateurs de pilotage
Formation et qualité	Taux de diplomation ; rétention ; résultats d'apprentissage ; programmes OBE ; accréditations obtenues/en cours.
Diplôme de technician supérieur / CBT	Programmes pleinement CBT ; part des évaluations pratiques ; taux de work-based learning ; insertion à 6 mois ; entreprises co-formatrices.
Ressources humaines	PhD/Master ; relève par discipline ; enseignants en formation ; rétention ; développement des responsables académiques.
Nouvelles disciplines	Études de faisabilité achevées ; programmes ouverts ; enseignants formés/recrutés ; partenariats universitaires et industriels ; effectifs.
ITC Business School	Programmes/certificats ouverts ; participants ; entreprises partenaires ; projets interdisciplinaires ; revenus de formation continue.
Recherche	Publications de qualité ; citations ; financements compétitifs ; projets interdisciplinaires ; utilisation des plateformes ; impact national.

Domaine	Indicateurs de pilotage
Campus test fields	Pilotes/living labs actifs à Kampong Cham et Kep ; projets étudiants et R&D ; partenaires ; technologies démontrées ; bénéficiaires locaux.
Industrie	Stages/apprentissage ; projets et revenus contractuels ; entreprises partenaires actives ; doctorats industriels ; services techniques.
International	Partenariats actifs ; programmes conjoints ; mobilités inbound/outbound ; professeurs invités ; projets internationaux financés.
Classement et réputation	Couverture et qualité des données ; affiliations/identifiants chercheurs ; preuves publiques en anglais ; participation aux classements pertinents ; visibilité scientifique.
Innovation/IP	Divulgations d'invention ; prototypes ; pilotes ; brevets/logiciels ; licences ; start-up/spin-off ; revenus de commercialisation.
Finance et infrastructures	Part des revenus diversifiés ; couverture des coûts de maintenance ; équipements calibrés/opérationnels ; taux d'utilisation ; renouvellement planifié.

13. Conclusion

La décennie 2016–2026 peut être lue comme le passage d'un institut principalement centré sur la formation d'ingénieurs à une institution plus complète, combinant formation à plusieurs niveaux, recherche appliquée, doctorat, partenariats internationaux, relation avec l'industrie et innovation. L'augmentation des effectifs et la forte montée en qualification du personnel montrent que l'ITC a constitué une masse critique nouvelle. La recherche est désormais organisée autour d'unités et de plateformes; le doctorat est établi; l'internationalisation s'est approfondie; l'industrie intervient davantage dans les parcours et les projets.

La prochaine étape doit être à la fois qualitative, ouverte et ambitieuse. Elle consiste à transformer cette masse critique en résultats durables : de meilleurs apprentissages, des accréditations reconnues, une recherche plus visible et plus utile, des partenariats internationaux et industriels plus profonds, une innovation qui atteint le marché et des campus capables de servir de terrains d'expérimentation. L'ouverture de nouvelles disciplines, la création d'une Business School, le développement des campus provinciaux comme living labs et la préparation méthodique aux classements universitaires doivent contribuer à positionner l'ITC comme une institution de référence pour l'ingénierie, la technologie et l'innovation au Cambodge et dans la région.

Annex 5 : de l'Université Royale d'Agriculture



Rapport Décennal des Réalisations

à propos

de l'Université Royale d'Agriculture

au cours des 10 ans du 2015–2025

Phnom Penh, le septembre 2026

Rapport Décennal des Réalisations

à propos de l'Université Royale d'Agriculture au cours des 10 ans du 2015–2025

1. Introduction

Université Royale d'Agriculture (l'URA or RUA- Royal University of Agriculture en Anglaise) fondée en 1964 nom d'origine **Université Royal d'Agronomie** à l'ère du socialisme pour répondre au besoin de compétences supérieures en enseignement agricole à cette époque. Après les événements du 18 Mars 1970 durant la République Khmère univers l'université a été rebaptisé **Université Royal d'Agronomie.** De 1975 à 1979, sous le régime du Kampuchéa démocratique, cet établissement a fermé après le jour de la libération. Apurés le 7 Janvier 1979, cette

institution était remettez en état sous le nom de l'**Institut de l'Éducation Agricole**. Et en 1984, cette l'instut à ete norme à l'**Institut technique agricole de la plantation de coco**. Enfin, le 22 Février 1994, l'institut a ete changé le nom etre l'**Université Royale d'Agriculture,** en institution publique pour la première fois en 1999 à travers sous-décret du Gouvernement Royal du Cambodge du Nombre 115 daté du 27 Décembre 1999, lors de la création de l'Université Royale d'Agriculture comme une institution publique.

Depuis qu'elle est devenue une institution d'administration publique l'université a mis en œuvre stratégie à long terme de son histoire de 10 ans comporte trois étapes : La première stratégie décennale (2001-2010), la deuxième stratégie décennale (2011-2015 et 2016-2020) et la troisième stratégie décennale (2021-2030).

2. Stratégie de l'universitaire

Actuellement, l'université met en œuvre sa stratégie décennale de développement des ressources humaines (2021-2030). Ce programme vise à contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales, accompagnant ainsi le pays pour devenir un pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure d'ici 2030, puis à revenu élevé d'ici 2050.

Vision : Former et développer les ressources humaines en leur fournissant les connaissances, les compétences, la conscience professionnelle et une productivité élevée, et en produisant les technologies dont le marché a besoin.

Mission : 1. Former des étudiants hautement qualifiés en agriculture et domaines connexes.

2. Mener des recherches fondamentales et appliquées liées au développement.

3. Programme d'études

L'Université royale d'agriculture propose des formations et des activités de recherche allant du diplôme d'associé à la licence, complétées par des cycles de maîtrise, de doctorat en médecine vétérinaire et de doctorat (PhD). Les programmes sont conçus et mis en œuvre par les facultés, les écoles et les départements ou unités spécialisées, qui en assurent la gestion, ainsi que l'enseignement, la recherche et le développement de compétences spécialisées. Certains programmes de troisième cycle sont multidisciplinaires et font l'objet d'une coordination entre les écoles doctorales, les facultés et les départements concernés.

Tableau 1 : Programme d'études par faculté/unité et niveau académique

etc.	Faculté/Unité	Département/ Unité spécialisée	Licence (BSc)	Diplôme de Master/diplôme professionnel	Médecin
1	Faculté des sciences agricoles	Départements liés aux cultures, aux sols, à la protection des cultures, à l'horticulture et aux sciences agricoles	**Sciences agricoles**	Sciences des cultures	Sciences agricoles ; Sciences des cultures
2	Faculté des sciences animales	Département de production animale, de nutrition animale, d'élevage et de sciences animales	**Sciences animales**	Sciences animales	—

etc.	Faculté/Unité	Département/ Unité spécialisée	Licence (BSc)	Diplôme de Master/diplôme professionnel	Médecin
3	Faculté de médecine vétérinaire	Département de médecine vétérinaire, pathologie, microbiologie, parasitologie et santé animale	**Médecine vétérinaire**	médecine animale ; médecine vétérinaire	—
4	Collège forestier	Département des forêts, des ressources naturelles, de l'environnement et de la gestion forestière	**Forêt**	programmes liés aux ressources naturelles et à l'environnement	—

etc.	Faculté/Unité	Département/ Unité spécialisée	Licence (BSc)	Diplôme de Master/diplôme professionnel	Médecin
5	Collège des pêches et de l'aquaculture	Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et des Ressources halieutiques	**Pêche et aquaculture**	—	—
6	Faculté de génie des biosystèmes Agriculture	Département de génie agricole, machines agricoles, eau/sol et systèmes bioagricoles	**Ingénierie des systèmes Agriculture**	génie biologique agricole	—

etc.	Faculté/Unité	Département/ Unité spécialisée	Licence (BSc)	Diplôme de Master/diplôme professionnel	Médecin
7	Faculté d'économie agricole et de développement rural	Département d'économie agricole Agro-industrie, gestion agricole et développement rural	**Économie agricole et développement rural**	Gestion agricole ; Économie et gestion du développement ; Agroalimentaire et entrepreneuriat ; Agroécologie et systèmes alimentaires	Gestion économique et du développement

etc.	Faculté/Unité	Département/ Unité spécialisée	Licence (BSc)	Diplôme de Master/diplôme professionnel	Médecin
8	Collège d'agro-industrie	Département des sciences et technologies alimentaires, après récolte, qualité et sécurité des aliments	**Agro-industrie**	Technologie et science alimentaires ; Gestion de la sécurité et de la qualité des aliments	—
9	Collège de gestion et d'administration des terres	Département de gestion foncière, administration foncière , SIG/télédétection et aménagement du territoire	**Gestion et administration des terres**	plans de développement régional et urbain	plans de développement régional et urbain

etc.	Faculté/Unité	Département/ Unité spécialisée	Licence (BSc)	Diplôme de Master/diplôme professionnel	Médecin
10	Collège Éducation et communicatio n, agriculture	Département de l'éducation agricole, de la vulgarisation agricole et de la communication	**Éducation et communication , agriculture**	—	—
1 1	École maternelle Cause talents agricoles	unité de formation technique et professionnelle	—	—	—

etc.	Faculté/Unité	Département/ Unité spécialisée	Licence (BSc)	Diplôme de Master/diplôme professionnel	Médecin
1 2	École supérieure	Unité de coordination des programmes de troisième cycle et multidisciplinaires	—	Gestion intégrée pour le développement agricole et rural ; gestion des ressources naturelles ; changement climatique et développement durable*	Coordonnateur du programme de doctorat

4. Résultats de l'entraînement

Au cours des dix dernières années, l'Université royale d'agriculture a continué de jouer un rôle central dans la formation de ressources humaines pour l'agriculture et les domaines connexes, en accueillant des étudiants à tous les niveaux d'études, du diplôme d'études collégiales (DEC) au doctorat, en passant par la licence, le master et le doctorat en médecine vétérinaire. Les données montrent qu'entre les années universitaires 2015-2016 et 2024-2025, un total de **11 401 étudiants se sont inscrits (dont 4 526 femmes)** et l'établissement dénombre **7 102 diplômés (dont 2 680 femmes)**.

Sur le long terme, de 1984 à 2025, l'université a formé un total de **16 689 diplômés (dont 4 456 femmes)** aux niveaux associé, licence, doctorat en médecine vétérinaire, master et doctorat. Ce résultat témoigne de la contribution significative de l'institution à la mise en place de ressources humaines qualifiées pour le développement du secteur agricole et de l'économie nationale.

Par ailleurs, le suivi des diplômés après la fin de leurs études indique une hausse de leur taux d'emploi, lequel est passé de 94,75 % en 2021 à 99,82 % en 2023, pour atteindre une **moyenne de 97,20 % sur cette période de trois ans**. Ces données démontrent la forte adéquation entre la formation universitaire et les besoins du marché du travai.

Tableau 2 : Statistiques d'admission des étudiants 10 L'année dernière Par année universitaire

Année académique	diplôme d'associé		licence		Master / Doctorat en médecine vétérinaire		Doctorat		Total	
	Total	Femelle	Total	Femelle	Total	Femelle	Total	Femelle	Total	Femelle
2015-2016	93	20	945	364	40	13	0	0	1078	397
2016-2017	61	17	920	339	60	24	0	0	1041	380
2017-2018	72	19	768	303	0	0	0	0	840	322
2018-2019	79	27	888	396	17	6	0	0	984	429
2019-2020	85	36	999	425	38	11	0	0	1122	472
2020-2021	0	0	1400	512	38	13	20	4	1458	529
2021-2022	79	26	1130	467	39	23	18	4	1266	520
2022-2023	55	10	1045	437	30	14	0	0	1130	461
2023-2024	82	20	1130	474	28	14	10	0	1250	508

2024-2025	72	16	1 033	448	107	42	20	2	1232	508
Total	**678**	**191**	**10 258**	**4165**	**397**	**160**	**68**	**10**	**11 401**	**4 526**

Tableau 3 : Statistiques des étudiants diplômés 10 ans par année universitaire

Année académique	diplôme d'associé		licence		Master		Doctorat		Total	
	Total	Femelle	Total	Femelle	Total	Femelle	Total	Femelle	Total	Femelle
2015-2016	93	20	1024	302	37	9	1	1	1155	332
2016-2017	51	10	586	187	13	3	0	0	650	200
2017-2018	5	3	460	142	0	0	0	0	465	145
2018-2019	31	8	609	243	23	9	0	0	663	260
2019-2020	27	10	601	233	27	11	2	0	657	254
2020-2021	28	9	431	187	52	18	3	0	514	214
2021-2022	14	4	553	242	19	5	3	1	589	252

2022-2023	50	21	550	269	31	8	0	0	631	298
2023-2024	31	7	822	337	40	15	5	1	898	360
2024-2025	40	10	804	340	33	14	3	1	880	365
Total	**370**	**102**	**6 440**	**2 482**	**275**	**92**	**17**	**4**	**7 102**	**2 680**

Tableau 5 : Statistiques des diplômés sur 40 ans de 1984 à 2025

etc.	niveau de compétence	1984-2025	
		Total	Femme
1	diplôme d'associé	869	157
2	licence	14 992	4 117
3	Docteur en médecine vétérinaire (DVM)	112	42
4	Master	691	135
5	Doctorat	25	5
Total		16 689	4 456

Tableau 6 : Taux d'étudiants ayant trouvé un emploi après l'obtention de leur diplôme

etc.	Description	Unité	2021	2022	2023	Total
1	Nombre total de diplômés	La lune	514	582	548	1 644
2	Nombre total d'étudiants ayant trouvé un emploi	La lune	487	564	547	1 598
3	Pourcentage d'étudiants ayant un emploi	%	94,75	96,91	99,82	97,20

5. Résultats de la recherche

De manière générale, l'Université Royale d'Agriculture a constamment renforcé ses activités de recherche, grâce aux financements publics aux projets HEIP et à la collaboration avec des partenaires nationaux et de l'internationaux. Depuis 2025, l'université avait mené à bien 325 projets de recherche. Il y a 297 projets sont les projets budgétaires de l'État, il ya 10 projets dans la cadre du HEIP et des 18 projets de coopération nationale et internationale. En 2025, il y a 93 projets de recherche étaient en cours.

Dans le même temps, l'université a continué à promouvoir la qualité de la recherche et la diffusion des résultats scientifiques. Apartir de 2025, 131 articles sont publiés des articles scientifiques dans des revues internationales. L'université a également créé et gère magazine agricole Cambodgienne, s'apaller "Cambodian Journal of Agriculture " à partir de 2021 en Khmer et en Anglais pour soutenir la diffusion de la recherche et des connaissances en sciences agricoles.

Tableau 7 : Résumé des résultats de la recherche

etc.	Indicateur	À partir de 2025
1	projet de recherche sur le budget de l'État	297
2	Projets de recherche dans le cadre du HEIP	10
3	Projet de coopération nationale et international	18
	Projet de recherche global	**325**
4	Articles scientifiques publiés à l'échelle internationale	131

etc.	Indicateur	À partir de 2025
5	Revue de recherche universitaire (Revue cambodgienne d'agriculture ; créée en 2021 ; en langue khmère) et anglais)	1

6. Résultats de la coopération nationale et international

Entre 2015 et 2025, l' Université Royale d'Agriculture a continuellement étendu sa coopération nationale et internationale en signant 87 protocoles d'entente (PE) et 35 accords de coopération (AC), soit un total de 122 accords avec des universités, des instituts de recherche, des institutions étatiques, des partenaires au développement et le secteur privé, tant au niveau nationaux et internationaux.

Cela comprend une coopération avec 36 partenaires nationaux, des accords et 86 partenaires internationaux, couvrant au moins 18 pays, notamment des pays d'Asie, ainsi que des partenaires Européens. L'Australie et les États-Unis.

Ces collaborations ont contribué à la recherche conjointe, à la formation et au développement des capacités, aux échanges d'étudiants et de personnel, aux bourses d'études, aux stages, au développement des programmes d'études, au transfert de technologie et aux liens avec le secteur privé, ce qui contribue à renforcer la qualité de l'enseignement, de la recherche et l'internationalisation de l'université.

7. Résultats des réformes internes

7.1 Le développement des programmes d'études et la qualité de la formation

- L'université a poursuivi la réforme de son programme d'études. En passant à une éducation axée sur les résultats (OBE/FEF), en renforçant la gestion des programmes Préparation Cours et évaluation selon les normes AUN-QA. Dans le cadre du développement HEIP2 (2025-2030). Et améliorer le programme d'études Il a été écrit comme Priorité Pour accroître sa pertinence sur le marché du travail Secteur privé et les besoins de développement agricole Moderne .
- Nouveau programme d'études Et les programmes améliorés dans le cadre du HEIP2 sont développés sur la base de Exigences Compétences Consultation des parties prenantes et définir clairement les objectifs d'apprentissage afin que Les étudiants ont Capacité à réaliser pensée analytique compétences numériques et la capacité d’entrer sur le marché du travail .
- Le développement de la qualité de l'enseignement est soutenu par la formation. Qualité Diplômés : Normes et actions, pédagogie de l'innovation pour les jeunes enseignants et renforcement Capacités de l’équipe / du programme IQA .

7.2 Le développement des capacités de recherche et l'innovation

- Dans le cadre du programme HEIP2, l'université s'est concentrée sur le renforcement du système global de gestion de la recherche . Y compris Adaptation facilitation de la recherche Gestion documentaire Éthique et intégrité

de la recherche mécanisme de financement interne de la recherche et l'infrastructure de laboratoire .

- Mis en œuvre et suivi de projet de recherche d'investissement et d'un soutien supplémentaire est apporté en liant la mise en œuvre aux indicateurs clés de performance et en assurant le suivi des progrès. et le système d'information sur la recherche (PRMIS), y compris les informations sur les chercheurs Laboratoires et projets .
- Le projet de recherche HEIP2 a commencé à produire des résultats qui font le lien entre la recherche, la formation et l'application pratique. Comme la recherche en aquaculture, production de poissons de qualité de plantes, et des fleurs forestières / ornementales, la culture tissulaire et participation des étudiants de premier cycle et aujpres fini de licence .
- L'objectif de la réforme est de réorienter la recherche, actuellement axée sur l'action. Concentrez-vous sur les résultats. et un impact en promouvant publication, prototype, propriété intellectuelle, transfert de technologie, commercialisation en lien avec les acteurs privés.
- Dans le cadre du projet HEIP1, l'université a reçu un soutien pour 9 projets de recherche. Ce qui a contribué à renforcer les capacités des chercheurs Utilisation des laboratoires et marketing Mettre les résultats de la recherche en pratique .

7.3 Le renforcement de la gouvernance et systèmes de données

Les réformes se sont orientées vers une gestion fondée sur des données probantes. et données En renforçant les systèmes d' assurance qualité interne (AQI), de suivi et d'évaluation (S&E) et d'information de gestion pour le suivi des résultats scolaires, de la recherche, et des ressources humaines.

7.4 Renforcement des infrastructures d'éducation et de recherche et les relations industrielles

- L'URA construits ou rénovés au total 41 laboratoires / salles de travaux pratiques été . Le projet HEIP1 a permis de financer la construction d' un bâtiment Complexe. et 2 résidences, et améliorer et équipez le laboratoire avec du matériaux.
- Le projet HEIP2 poursuit le développement du bâtiment Complexe 2, du bâtiment de l'écloserie de poissons, et du centre de liaison industrielle afin de soutenir la formation, et de la recherche apliqués, et de la valeurisation de tecnologies enlien avec secteur industriel .

8. Ressources humaines

Les ressources humaines sont essentielles à la réalisation de la mission de l'université, qui est axée sur l'enseignement, la recherche, l'innovation et le service à la société. Entre 2023 et 2025, le nombre de cadres et de membres du personnel à temps plein est passé de 431 en 2023 à 467 en 2025. Parallèlement, l'université continue de faire appel à des enseignants à temps partiel pour compléter les compétences spécialisées et répondre aux besoins d'enseignement des programmes.

Tableau 8 : Statistiques sur les ressources humaines universitaires 2023-2025

M dr	Types de cadres et d'employés	2023		2024		2025	
		Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme
	Nombre total de cadres et d'employés à temps plein	**431**	**172**	**459**	**192**	**467**	**186**
1	Officier	163	52	147	47	138	45
2	Professeur/Enseignants	145	45	144	47	146	50
3	Employés sous contrat de service public	25	16	25	12	23	11
4	Personnel contractuel universitaire	98	59	143	86	160	80
5	Maître du temps	112	9	111	11	112	112

9. Conclusion

Au cours des 10 ans, l' Université Royale d'Agriculture a réalisé des progrès remarquables dans Le formation pour le developpemnt de ressources humaines, la recherche et l'innovation, les coopération nationale et International, aussi pour améliorer la gouvernance et infrastructure éducative – de la recherche. Réalisations ces éléments ont été combinés, amélioration de la qualité et la pertinence de l'éducation et la recherche avec le fonction des besoins de développement Agriculture, Économie, et la société Cambodignne.

Nous L'URA poursuivrons la mise en œuvre de la stratégie 2021-2030, en mettant l'accent sur l'amélioration des programmes éducations et de la recherche et l'innovation, en utilisant les données pour la gestion d'utilisation de l'infrastructure et les laboratoires doivent être efficaces et l'expansion de la coopération avec partenaires de développement, l'institutions acadèmiques et de la recherche et le secteur privé pour accroître l'impact positif et la durabilité de l'universitaire.

Annex 6: l'Université Royale des Beaux-Arts

Rapport d'activités de l'Université Royale des Beaux-Arts

(2016–2026)

I. Projet du développement de l'enseignement supérieur

Résultats de la mise en œuvre du Deuxième Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (2025-2030).

1. État d'avancement du projet

L'Université Royale des Beaux-Arts (URBA) participe à la mise en œuvre du Deuxième Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur pour la période 2025-2030, financé à hauteur de 1 541 517,86 USD. Les principales activités comprennent : (1) l'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes de formation, dotée d'un budget de 1 325 196,86 USD ; et (2) le renforcement de la gouvernance institutionnelle, doté d'un budget de 216 375,00 USD.

1.1. Amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes

L’URBA a retenu quatre programmes prioritaires : Licence en architecture et urbanisme ; Licence en archéologie ; Master en architecture et urbanisme ; Master en archéologie et gestion du patrimoine culturel. Ces programmes font l’objet d’une modernisation conformément au Cadre national d’enseignement fondé sur les résultats d’apprentissage. Trois autres programmes seront également modernisés sur financement propre de l’université : Licence en décoration architecturale, Licence en composition musicale et Licence en musique traditionnelle.

L’URBA a également organisé des ateliers sur la modernisation des programmes pour trois autres facultés non incluses dans le projet de 2025.

Par ailleurs, l’université modernise sa bibliothèque à travers l’amélioration de ses infrastructures physiques et de son système de gestion documentaire. Les travaux de conception ont été attribués et le système de gestion devrait être finalisé en octobre.

Le projet de construction du bâtiment des arts de la sculpture est actuellement en phase de préparation, après révision du coût du projet de plus de 140 000 USD à plus de 190 000 USD.

1.2. Renforcement de la gouvernance institutionnelle

Évaluation interne de la qualité (IQA) : en avril 2026, l’URBA a créé les commissions et sous-commissions chargées de l’évaluation interne de la qualité ainsi que les équipes d’autoévaluation des cinq facultés. Des ateliers d’orientation et un plan d’action ont été élaborés avec l’appui de la Direction générale de l’enseignement supérieur.

Étude de suivi des diplômés (Tracer Study) : le rapport portant sur les diplômés de l’année universitaire 2023-2024 a été

achevé en avril 2026 et présenté à la direction en mai. La collecte des données relatives aux diplômés des promotions 2024-2025 (un an après l'obtention du diplôme) et 2022-2023 (trois ans après l'obtention du diplôme) est en cours.

Systèmes de gestion des ressources humaines et des finances : la procédure d'acquisition a été achevée. Le système financier QuickBooks Online a été configuré selon les besoins de l'université et les agents comptables ont été formés à son utilisation. Le système de gestion des ressources humaines est en cours de personnalisation et de déploiement.

2. Défis

2.1. Modernisation des programmes

Les trois guides de référence (Program Modernization, Innovative Pedagogy et Holistic Assessment) étant disponibles uniquement en anglais, leur compréhension et leur mise en œuvre demeurent difficiles pour les enseignants. Le temps disponible pour l'appropriation de l'approche OBE reste limité et le nombre de formateurs spécialisés demeure insuffisant.

Afin de répondre à ces difficultés, l'université a demandé la traduction de ces guides en khmer et a mis en place des mécanismes d'encouragement pour les personnels impliqués dans la modernisation des programmes.

2.2. Gouvernance institutionnelle

La collecte des données pour l'étude de suivi des diplômés demeure un défi, le taux de réponse étant inférieur aux objectifs fixés. La période de collecte a donc été prolongée jusqu'à la fin du mois de septembre, avec l'appui des facultés pour mobiliser les anciens étudiants.

3. Perspectives

3.1. Programmes d’études

Le programme modernisé de licence en architecture et urbanisme sera mis en œuvre en 2026-2027. Une évaluation de son application sera réalisée au quatrième trimestre 2027 afin d’identifier les améliorations nécessaires.

Le programme de licence en archéologie sera mis en œuvre en 2027-2028. Pour les masters en architecture-urbanisme ainsi qu’en archéologie et gestion du patrimoine culturel, les études de besoins du marché débuteront respectivement à partir de 2026.

La modernisation de la bibliothèque commencera au quatrième trimestre 2026. Les études environnementales et de sauvegarde liées au projet du bâtiment des arts de la sculpture seront achevées afin de permettre le lancement de l’appel d’offres au début de 2027.

3.2. Gouvernance institutionnelle

Les équipes d’autoévaluation des cinq facultés recevront une formation à la rédaction des rapports d’autoévaluation (SAR).

La collecte et l’analyse des données de l’étude de suivi des diplômés seront accélérées afin de finaliser le rapport avant la fin de l’année 2026.

Le système de gestion des ressources humaines sera mis en service au début du quatrième trimestre 2026, avec intégration du contrôle de présence par empreinte digitale et du calcul des heures d’enseignement. Le système de gestion financière sera également déployé officiellement au cours du quatrième trimestre 2026.

II. Programmes d’études et formation spécialisée

1. Departement de français

L'Université Royale des Beaux-Arts a créé le Département de français en 2015 afin de coordonner l'enseignement du français, notamment pour les étudiants destinés à intégrer le programme Mousson du Projet des Sciences Humaines. Membre du réseau des établissements francophones de l'AUF, l'URBA s'efforce de promouvoir l'apprentissage et l'enseignement du français. La plupart des étudiants qui choisissent cette langue souhaitent poursuivre leurs études en France ou dans d'autres pays francophones. Pour les étudiants en archéologie, l'apprentissage du français vise également à faciliter leur accès au programme Mousson dès la deuxième année.

Progrès réalisés

Au cours de l'année universitaire 2022-2023, le nombre d'étudiants inscrits en français a augmenté par rapport aux années précédentes grâce aux campagnes d'information sur les avantages de la langue française, interrompues durant la pandémie de Covid-19.

	2018-2019	**2019-2020**	**2020-2021**	**2021-2022**	**2022-2023**
L1	261	309	315	254	280
L2	71	78	93	83	50
L3	23	40	29	45	13
L4	17	16	20	19	13
L5	0	6	11	4	4
Totale	272	449	468	405	360

Défis

- Diminution du nombre d'étudiants apprenant le français.

- Baisse du nombre de bourses permettant de poursuivre des études en France et dans les pays francophones.

Solutions proposées

- Renforcer la coopération avec les établissements francophones afin d'augmenter les possibilités de bourses.
- Encourager les étudiants à améliorer leurs compétences en français.
- Développer les cours de français de soutien.
- Poursuivre la promotion de la langue française à travers des témoignages vidéo d'anciens étudiants formés à l'étranger.

2. Projet des Sciences Humaines : rapport des activités scientifiques et techniques

Le Projet des Sciences Humaines a été créé en 2012 par l'INALCO et l'IRD en coopération avec l'Université Royale des Beaux-Arts. Son objectif est de renforcer l'enseignement et la recherche en sciences humaines au Cambodge et en Asie du Sud-Est grâce à un programme d'enseignement en français (Université Mousson).

Ce programme pluridisciplinaire offre des enseignements théoriques et méthodologiques en archéologie, histoire, histoire de l'art, anthropologie, épigraphie et linguistique. Les étudiants obtiennent un double diplôme : l'un délivré par leur établissement cambodgien et l'autre par l'INALCO.

Le projet bénéficie du soutien du ministère de la Culture et des Beaux-Arts ainsi que du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Royaume du Cambodge.

2.1. Contexte et gouvernance

Les accords de coopération successifs (2012-2019, 2019-2022 et 2022-2027) ont associé plusieurs partenaires académiques et scientifiques, notamment l'EFEO, le CNRS, l'AUF, le CKS, l'INE, l'URPP et l'Ambassade de France au Cambodge.

La gouvernance du projet repose sur trois instances :

- Un comité de gestion chargé du suivi des activités ;
- Un conseil scientifique et pédagogique chargé de définir les orientations de l'enseignement et de la recherche ;
- Un comité de contrôle des rapports administratifs et financiers.

2.2. Communication et visibilité

L'équipe du projet assure la promotion du programme dans différents établissements, en particulier dans les classes bilingues khmer-français. Le projet est également présenté au grand public à travers des conférences internationales, un site internet et une page Facebook régulièrement alimentée.

2.3. Formation : Université Mousson et Master LLCER

Entre 2012 et 2024, le projet a accueilli 255 étudiants au niveau licence et 55 étudiants au niveau master LLCER de l'INALCO à l'URBA. L'Université Mousson est organisée chaque année pendant trois mois (de juillet à septembre) et offre des possibilités de formation aux étudiants cambodgiens et laotiens.

Depuis 2018, le programme a été réorganisé afin d'associer à l'enseignement des doctorants cambodgiens de l'INALCO ayant eux-mêmes suivi la formation du projet. Cette approche favorise

le transfert des connaissances et la pérennisation des compétences. Aujourd'hui, une grande partie des enseignements est assurée par d'anciens étudiants formés dans le cadre du projet.

Le master LLCER a été créé en 2014. Délivré par l'INALCO, il se déroule sur deux années d'études conformément au système européen de crédits ECTS. Cette formation s'appuie sur les spécialités enseignées à la Faculté d'archéologie de l'URBA ainsi qu'à l'INALCO.

2.4. Recherche

Le projet a considérablement développé les activités de recherche, en particulier dans les domaines liés à l'histoire, aux langues et aux cultures khmères, ainsi qu'aux sociétés contemporaines de l'Asie du Sud-Est. Depuis 2014, plusieurs colloques internationaux ont été organisés et ont donné lieu à diverses publications scientifiques, notamment :

- Joseph Thach, Nasir Abdoul-Carime et Grégory Mikaelian (dir.), *Le passé des Khmers. Langues, textes, rites*, Berne, Peter Lang, 2016.
- Joseph Thach, Nasir Abdoul-Carime, Éric Bourdonneau et Grégory Mikaelian (dir.), Temporalités khmères : de près, de loin, entre îles et péninsules, Berne, Peter Lang, 2021.
- Joseph Thach et H. de Penanros (dir.), *Du temps et de l'aspect dans les langues : approches linguistiques de la temporalité*, Berne, Peter Lang, 2024.

La majorité de ces publications ont été rédigées par des enseignants et chercheurs cambodgiens et étrangers ayant participé à l'enseignement dans le cadre du Projet des Sciences Humaines.

2.5. Ressources financières, humaines et matérielles

Conformément à l'accord signé le 15 novembre 2022, l'ensemble des partenaires s'est engagé à contribuer au projet sous forme de ressources humaines, matérielles et financières.

Dans la pratique, certains partenaires, notamment l'AUF et l'Ambassade de France, ont cessé leur soutien financier. D'autres institutions, telles que le CKS, l'INE et l'URPP, n'ont pas apporté de contribution directe au projet. Depuis la fin de l'aide de l'AUF en 2024, le projet est principalement financé par l'INALCO et l'IRD.

L'EFEO et le CASE continuent de prendre en charge certaines missions d'enseignement au Cambodge. Depuis 2020, l'Université Royale des Beaux-Arts assume également une part importante des ressources humaines, des infrastructures, des équipements et des frais liés aux activités pédagogiques et aux sorties d'études des étudiants.

2.6. Développement et perspectives d'avenir

Grâce à cette formation, les étudiants obtiennent un diplôme européen dans le domaine des sciences humaines, ce qui renforce leurs compétences et leur permet de devenir les futurs enseignants et chercheurs du pays. Le projet a également contribué au renforcement de la coopération universitaire entre la France et le Cambodge.

À long terme, l'Université Royale des Beaux-Arts souhaite transformer le Projet des Sciences Humaines en une institution académique à part entière rattachée à la Faculté d'Archéologie, tout en conservant son modèle de formation et de recherche

inspiré du système universitaire français. L'université assurera la gestion administrative, technique et financière de cette nouvelle structure, tandis que l'INALCO et l'IRD demeureront des partenaires stratégiques.

Les doctorants actuellement en formation seront appelés à devenir les futurs enseignants permanents des programmes de licence et de master. Des équipes de recherche constituées d'anciens étudiants seront également développées afin d'élargir les collaborations scientifiques internationales.

III. Technologie et coopération internationale

1. Accords de coopération avec les institutions cambodgiennes

- **AEON Mall (Cambodia) Co., Ltd.**

  Objectif : promotion de l'art et de la culture khmers à travers l'organisation d'activités culturelles et de spectacles réalisés par les enseignants et les étudiants de l'URBA au sein d'AEON Mall Mean Chey.

- **Université Nationale de Battambang**

  Objectif : coopération en matière de formation, de recherche et d'innovation.

  Les deux universités collaborent dans le développement des programmes d'études, la formation en architecture, l'organisation de conférences et de séminaires, l'échange d'enseignants et la réalisation de projets de recherche conjoints.

- **Organisation Yasodharapura**

  Objectif : promotion de la connaissance et de la culture nationale.

Les activités comprennent des recherches documentaires et de terrain, des publications conjointes, des conférences et des projets culturels tels que le réseau Khmer Renaissance.

- **Université Preah Sihanouk Raj**

Objectif : coopération en matière de recherche et de formation.

Les domaines concernés incluent l'enseignement du khmer ancien, du sanskrit, du pali, de l'épigraphie, ainsi que les échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs.

- **Déclaration commune des sept universités (Magnus 7)**

Déclaration commune des sept universités publiques visant à promouvoir l'excellence académique, la coopération interuniversitaire, la responsabilité sociale et le partage des connaissances.

- **Autorité nationale APSARA**

Objectif : développement des ressources humaines dans le domaine du patrimoine culturel.

L'APSARA contribue à la formation des étudiants, facilite les stages de terrain et accueille des diplômés en archéologie, architecture et sculpture.

- **Académie Royale du Cambodge**

Objectif : renforcement des capacités des enseignants et chercheurs de l'URBA.

Cette coopération fait suite aux programmes soutenus par l'UNESCO et le gouvernement

japonais dans le domaine de l'archéologie.

- **Ministère des Postes et Télécommunications**

Objectif : développement de la transformation numérique.

La coopération porte notamment sur la vérification électronique des diplômes (verify.gov.kh),

la gestion des systèmes numériques, la connectivité Internet et la formation aux compétences
numériques.

- **AGENT21 GLOBAL Co., Ltd.**
  Objectif : promotion de l'éducation.
  L'accord prévoit des formations, le partage de connaissances ainsi que des possibilités de stages et d'emplois pour les étudiants de l'URBA.
- **Institut français du Cambodge**
  Objectif : promotion de l'art et de la culture khmers.
  Les deux institutions coopèrent dans l'organisation d'activités culturelles, de séminaires, de formations et de stages pour les étudiants.
- **Phnom Penh Dance Studio**
  Objectif : soutien à la formation en danse.
  L'accord prévoit l'octroi de bourses, l'amélioration des équipements de danse, l'organisation de formations conjointes, de réunions et d'ateliers afin de renforcer l'enseignement des arts chorégraphiques.
- **Samdech Rasmi Sobbhana Women Foundation**

Objet : Promotion de l'éducation par l'octroi d'une bourse annuelle à une étudiante.

Statut : Accord signé le 25 septembre 2023. Sans limitation de durée.

- **Chip Mong Group**
  Objet : Promotion de l'éducation à travers des stages et des visites d'étude pour les étudiants.
  Statut : Accord signé le 21 mai 2019. Durée : 3 ans.
- **Cambodia-Korea Arts of Phnom Penh**

Objet : Promotion de l'éducation par l'envoi de l'enseignant Ryu Ki Yong à la Faculté de musique.
Statut : Accord signé le 18 juillet 2017. Sans date d'expiration.

- **Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de la Construction**
  Objet : Renforcement des compétences professionnelles et formation des étudiants. Accueil de stagiaires et facilitation des recherches au sein du ministère.
  Statut : Accord signé le 4 septembre 2024. Durée : 3 ans.
- **Center for Khmer Studies (CKS)**
  Objet : Promotion de l'enseignement et de la recherche. Priorité accordée aux étudiants de l'URBA pour participer aux programmes du CKS, aux conférences, séminaires, formations et publications conjointes.
  Statut : Accord signé le 29 octobre 2022. Durée : 5 ans.
- **Hubick (Architecture et Design)**
  Objet : Organisation de stages, concours et échanges de documentation technique dans les domaines de l'architecture et du design.
  Statut : Accord signé le 6 juin 2025. Durée : 2 ans.
- **Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports**
  Objet : Participation au Deuxième Projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (HIEP2).
  Statut : Accord signé en 2025.
- **Conseil des ministres**
  Objet : Coopération en matière de recherche et de création du Réseau cambodgien de recherche.
  Statut : Accord signé le 22 juillet 2026. Durée : 5 ans.

2. Principaux accords de coopération avec les institutions internationales

2.1.France

- **INALCO (France)**
  Objet : Coopération en recherche et en pédagogie avec la Faculté d'archéologie : soutien aux chercheurs, enseignants et étudiants ; encadrement de la formation à la recherche ; publications conjointes ; formation de niveau master. Depuis 2012, la coopération a permis la formation de 112 étudiants de licence, 24 étudiants de master et 6 doctorants.
  Statut : Coopération en cours depuis 2010.
- **Université Paris 8**
  Objet : Coopération dans l'enseignement supérieur et la recherche, principalement dans les
  domaines de la sculpture, de la danse, du théâtre et du cinéma. Échanges d'étudiants, de fonctionnaires, de doctorants et de chercheurs postdoctoraux.
  Statut : Accord conclu en 2008 pour une durée de 5 ans.
- **École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville**
  Objet : Renforcement de la coopération académique, des échanges de programmes, d'étudiants et d'enseignants, ainsi que du développement des méthodes pédagogiques et de la recherche.
  Statut : Accord initial signé en 2014 ; renouvelé le 16 décembre 2022 pour 5 ans.
- **Université de Toulouse**
  Objet : Coopération en enseignement et en recherche visant à renforcer les ressources humaines, notamment dans les

facultés d'archéologie et d'architecture-urbanisme.

Échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs.

Statut : Accord depuis 2016 ; renouvelé le 5 février 2020 puis le 15 janvier 2025.

- **Bibliothèque BULAC**

Objet : Échanges de documentation et de ressources de recherche entre bibliothèques.

Statut : Coopération 2025–2026.

2.2. Japon

- **Université de Kyoto (Centre de recherche sur l'Asie du Sud-Est, Faculté des études asiatiques et africaines et Centre de recherche sur l'intégration régionale)**
  - Coopération dans les domaines de la formation et de la recherche avec les Facultés d'archéologie et d'architecture-urbanisme. L'accord vise à promouvoir l'enseignement supérieur à travers des échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs. La coopération a débuté en 2016 et a été renouvelée en 2021 pour une durée supplémentaire de cinq ans.
- **Université des Arts de Tokyo**
  - Promotion des arts et renforcement des échanges culturels au sein de la région de l'ASEAN.
    - Organisation de formations permettant aux étudiants, enseignants et personnels administratifs de présenter leurs réalisations et d'échanger leurs expériences.
  - Échange d'informations et de documents pédagogiques relatifs aux arts et à la culture du Japon et du Cambodge.

    - Accord valable pour une durée de cinq ans (2017–2022).
- **Université Meiji**
    - Coopération destinée à renforcer l'enseignement, les arts, la culture et la recherche dans les cinq facultés de l'URBA. Les activités concernent notamment les sciences humaines, les sciences sociales, les sciences naturelles ainsi que d'autres disciplines connexes.
    - Accord signé le 2 mai 2017.
- **Université Sophia (Japon)**
    - Formation aux techniques de recherche, de conservation et de restauration. Les principaux partenaires sont les Facultés d'architecture et d'archéologie.
    - La coopération comprend : l'échange d'étudiants, d'enseignants et de personnels ; les échanges de programmes d'études ; les recherches conjointes ; la mise en œuvre de projets de recherche communs.
    - Coopération engagée depuis 2014, avec une validité de cinq ans.
- **Université Nanzan (Japon)**
    - Échanges d'étudiants et développement de collaborations en matière de recherche, principalement avec les Facultés d'architecture et d'archéologie.
    - Coopération en vigueur depuis 2015.
- **Association bouddhique japonaise Shinnyo-en**
    - Attribution de bourses d'études aux étudiants défavorisés des Facultés d'architecture-urbanisme et d'archéologie.
    - Programme en cours depuis 2015 jusqu'à aujourd'hui.

- **Association Osaka in the World**
  - Promotion de la culture d'Osaka à l'échelle internationale, notamment dans les domaines de la musique et des arts du spectacle.
  - Coopération établie en 2014.
  - Professeure Tanahashi Hisako, Professeure bénévole assurant l'enseignement du piano à la Faculté de musique.
  - Coopération en cours depuis 2017.
- **Elisabeth University of Music**
  - Objectif : favoriser les échanges d'étudiants, d'experts et de personnels, ainsi que la participation à des conférences, séminaires, réunions, formations et projets de recherche conjoints.
  - Partenaire principal : Faculté de musique.
  - Accord conclu pour une durée de cinq ans à compter du 8 juin 2023.

2.3. Thaïlande

- **Bunditpatanasilpa Institute**
  - Programme d'échange d'étudiants, d'enseignants et de personnels administratifs avec l'Université Royale des Beaux-Arts.
  - Coopération en vigueur depuis 2019.
- **Université des Beaux-Arts de Chiang Mai**
  - Objectif : échanges d'étudiants et de spécialistes ; publications conjointes ; partage d'informations académiques.
  - Facultés concernées : Architecture et urbanisme ; Arts plastiques.

- Accord signé en 2004 pour une durée de cinq ans, mais la coopération se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

- **Université Chulalongkorn (Thaïlande)**
  - L'accord vise à promouvoir les échanges : d'étudiants ; de personnels spécialisés.
  - Facultés concernées : Archéologie ; Arts plastiques ; Musique ; Arts chorégraphiques ; Architecture.
  - Accord conclu pour une durée de cinq ans à compter du 21 juin 2001.
- **Université Mahasarakham**
  - L'accord prévoit des échanges : d'étudiants et de personnels spécialisés.
  - La coopération a pris fin en 2009.

2.4. République de Corée

- **Korea National University of Arts (Corée du Sud)**
  - La coopération vise à promouvoir les échanges de : membres du personnel enseignant ; étudiants ; programmes d'études ; spectacles et expositions.
  - Facultés concernées : Arts chorégraphiques et Arts plastiques.
  - L'accord est entré en vigueur le 29 mars 2004. L'université accorde également quatre bourses à des étudiants cambodgiens (trois issus de la Faculté des arts chorégraphiques et un de la Faculté des arts plastiques). L'accord a été renouvelé le 16 octobre 2025 pour une durée de cinq ans.
- **National Gugak Center**
  - Objectif : échanges d'experts et coopération à travers la participation à des conférences, séminaires et autres activités académiques.

- Faculté concernée : Musique.
- Accord de trois ans à compter du 24 novembre 2023.

- **Art Avenue Company**
  - Objectif : promotion des activités artistiques par la participation à des conférences, séminaires et événements culturels.
  - Accord de cinq ans à compter du 20 avril 2023.
- **Korean National University of Cultural Heritage**
  - Objectif : échanges d'étudiants et de spécialistes ; publications conjointes ; partage d'informations ; participation à des conférences, séminaires, réunions et formations ; réalisation de projets de recherche conjoints.
  - Partenaire majeur pour les échanges semestriels d'étudiants (deux fois par an) dans les domaines de l'archéologie, des arts plastiques et de l'architecture.
  - Accord de cinq ans à compter du 5 avril 2023.
- **Woosuk University**
  - Objectif : promotion des activités artistiques à travers la participation à des conférences, séminaires et autres manifestations académiques.
  - Accord de cinq ans à compter du 20 août 2025.

2.5. États-Unis

- **Northern Illinois University**
  - Objectif : échanges d'étudiants et de spécialistes.
  - Accord de cinq ans à compter du 21 juillet 2022.

2.6. Indonésie

- **Institut des Arts de Bali**

- Objectifs : échanges de programmes d'études, échanges de personnels et échanges d'étudiants.
- Facultés concernées : Arts chorégraphiques, Musique.
- Accord d'une durée de trois ans.

2.7. Allemagne

- **Interdisciplinary Centre for Scientific Computing (IWR), Université Ruprecht-Karls de Heidelberg**
  - Le protocole d'accord vise à développer la coopération scientifique et technologique, notamment dans les domaines suivants :
    - partage d'informations et de données technologiques ;
    - projets de recherche impliquant cinq étudiants des Facultés d'architecture et d'archéologie.
  - Domaines concernés : Archéologie et Architecture.
- **Université de Heidelberg**
  - Coopération portant sur : la conservation du patrimoine ; les méthodes de calcul appliquées à l'architecture (Computational Architecture).
  - Dr Gerd Albrecht – Université de Tübingen / DAAD (Allemagne), Enseignement en archéologie et préhistoire.
    Mission d'enseignement de deux mois par an pendant deux années (novembre-décembre).
  - Dr Barbara Albrecht – DAAD (Allemagne)
    Formation en microscopie pour les étudiants en archéologie.
    Mission d'enseignement de deux mois par an pendant deux années (novembre-décembre).

2.8. Vietnam

- **Université d'Architecture de Hanoï**

- Objectifs : échanges de spécialistes, publications conjointes, partage d'informations, participation à des conférences, séminaires, réunions et formations et projets de recherche conjoints.
- Faculté concernée : Architecture.
- Accord de cinq ans à compter du 2 juin 2023.

- **Université Van Lang**
  - Objectifs : échanges d'étudiants et de spécialistes ; publications conjointes ; partage d'informations ; participation à des conférences, séminaires, réunions, formations et visites d'études; réalisation de projets de recherche conjoints.
  - Facultés concernées : Archéologie, Arts plastiques, Musique, Architecture.
  - Accord de cinq ans à compter du 28 juillet 2023.

2.9.La Chine

- **Asia United Architecture Association**
  - Participation à l'organisation du concours « Asian Contest of Architectural Rookie's Award ».
  - L'Université Royale des Beaux-Arts est membre de cette association.
  - Accord de trois ans à compter du 28 août 2019.
- **Université de Wuhan**
  - Objectifs :
    - organisation de visites d'études sur des sites archéologiques dans les deux pays
    - participation à des conférences, séminaires, réunions et formations ;
    - réalisation de projets de recherche conjoints
  - Faculté concernée : Archéologie.

- Accord de cinq ans à compter du 21 août 2019, renouvelé en décembre 2024.

- **Sunwalk Group**
  - Objectifs :
    - participation à la création d'une filière universitaire de cinéma ;
    - échanges d'étudiants et de spécialistes avec la Chine ;
    - participation à des conférences, séminaires, réunions, formations et projets de recherche dans le domaine culturel.
  - Accord de cinq ans à compter du 19 novembre 2019.
- **Yunnan Institute of Cultural Relics and Archaeology**
  - Objectif : renforcer les échanges scientifiques et académiques, avec un accent particulier sur l'archéologie.
  - Accord de cinq ans à compter du 30 octobre 2018.
- **Tianjin Conservatory of Music**
  - Coopération dans le domaine de la musique.
  - Accord signé le 24 août 2025, valable jusqu'en 2030.

IV. Recherche et réseau de partenariats internationaux

Évolution des activités de recherche du Centre de recherche culturelle et d'innovation (2016–2023)

1.Publications :

- Bulletin de l'Université Royale des Beaux-Arts, n° 1.
- Bulletin de l'Université Royale des Beaux-Arts, n° 2 ;
- Recueil d'articles dans le Réseau d'information sur la culture khmère, n° 14.

- Bulletin de l'Université Royale des Beaux-Arts, n° 3 ;
- Recueil d'articles dans le Réseau d'information sur la culture khmère, n° 15 ;
- Publication sur la cérémonie de vénération des maîtres de l'orchestre Mahori ;
- Bulletin de l'Université Royale des Beaux-Arts, n° 4 ;
- Recueil d'articles dans le Réseau d'information sur la culture khmère, n° 16 ;
- Deuxième édition de l'ouvrage Histoire de l'Université Royale des Beaux-Arts : Cent ans au service des arts et de la culture khmers.
- Bulletin de l'Université Royale des Beaux-Arts, n° 5 ;
- Recueil d'articles dans le Réseau d'information sur la culture khmère, n° 17.
- Bulletin de l'Université Royale des Beaux-Arts, n° 6.
- Recueil d'articles du Réseau d'information sur la culture khmère, n° 18.
- Bulletin de l'Université Royale des Beaux-Arts, n° 7.
- Recueil d'articles du Réseau d'information sur la culture khmère, n° 19.
- Recueil d'articles du Réseau d'information sur la culture khmère, n° 20.

2. Productions documentaires :

- Enregistrement de musiques et de chants liés au culte des Arak.
- Les levures traditionnelles de l'alcool de riz à Siem Reap ;
- Les nattes traditionnelles de Phaav à Siem Reap ;
- Nature et arbre Chrae.

- Film documentaire sur les rites funéraires dans la région d'Angkor.
- Film documentaire sur le rite de « Chol Mlob » dans la région de Phaav, province de Kampong Cham ;
- Film documentaire sur la cérémonie d'Ak Ambok : le nouveau riz, la jeunesse et la première pleine lune ;
- Film documentaire sur les êtres surnaturels dans les croyances khmères (conférence de l'anthropologue Ang Choulean) ;
- Film documentaire sur le théâtre Yike dans le district de Chhouk, province de Kampot.
- Production et diffusion du film de théâtre parlé « Vongs Trakul Kamsot », œuvre de fin d'études d'un étudiant de la Faculté des arts du spectacle, diffusée sur les sites du Centre et de l'Université.
- Production et diffusion du film de théâtre Bassac « Bopha Tong Daek », œuvre de fin d'études d'un étudiant de la Faculté des arts du spectacle.
- Film documentaire de recherche sur la fête de Pchum Ben.
- Conférence filmée : « Origines et continuités générationnelles ».
- Conférence filmée : « Quelques réflexions sur le paysage culturel de Siem Reap ».
- Conférence filmée : « Nouvelles découvertes archéologiques à Tuol Basan (Srei Santhor) ».
- Conférence filmée : « L'évolution de l'écriture khmère : étude de quelques formes graphiques de l'époque angkorienne ».

- Conférence filmée : « La vie quotidienne dans les peintures murales des temples ».
- Conférence filmée sur le krama dans la société khmère (diffusée le 21 janvier 2025).
- Conférence filmée sur le krama teint selon les techniques traditionnelles (diffusée le 14 mai 2025).
- Entretien entre M. Siyun Sopharith et M. Ang Choulean autour de l'ouvrage consacré à l'histoire du Cambodge à l'époque angkorienne (diffusé le 21 mai 2025).
- Conférence filmée sur les apsaras et les figures féminines sculptées dans les temples (diffusée le 26 juin 2025).
- Production d'un séminaire filmé intitulé : « Les textiles et les vêtements dans les inscriptions anciennes ».

Annex 7: L'Université des Sciences de la Santé

Rapport de Progression sur la formation et la recherche de l'Université des Sciences de la Santé de 2014 à 2026

I. Histoire

L'Université des Sciences de la Santé a été créée en juin 1946, conformément au décret n° 103-SN du 6 juin 1946, sous le nom d'« École des Officiers de Santé ». Par la suite, en vertu du décret n° 513-SN du 12 octobre 1953, cette école a été rebaptisée « Faculté Royale de Médecine ».

En 1959, des sections de santé publique et de pharmacie ont été créées au sein de cette école royale de médecine. En 1962, la Faculté Royale de Médecine est devenue la « Faculté de Médecine et de Pharmacie », conformément au décret n° 120 CF du 6 mars 1962.

En 1964, les bâtiments d'enseignement de la faculté ont été répartis en deux établissements : la Faculté de Médecine et la Faculté de Pharmacie. Par la suite, en 1967, la Faculté de Pharmacie s'est séparée de cet ensemble pour s'installer dans les locaux de l'Université Royale de Phnom Penh.

En 1971, la Faculté de Médecine a été réorganisée avec la création d'une nouvelle section, celle d'Odontologie, et a pris le nom de « Faculté de Médecine et Institut d'Odontologie ».

Sous le régime du Kampuchéa démocratique, entre 1975 et 1979, la Faculté de Médecine et l'Institut d'Odontologie ont été entièrement abandonnés.

Après la victoire du 7 janvier 1979, qui a mis fin à l'ère du génocide et ouvert une nouvelle page de l'histoire du Cambodge, le bâtiment de cette faculté, dont les murs étaient peints en rouge, a été officieusement surnommé « l'École rouge ».

Conformément à la décision du Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchéa, en date du 3 février 1980, la faculté a rouvert ses portes sous le nom de « Faculté de Médecine et de Pharmacie ». Par la suite, vers la fin de l'année 1980, elle a été rebaptisée « Faculté mixte de Médecine, de Pharmacie et d'Odontologie ».

Par ailleurs, L'« École technique de soins médicaux », qui relève actuellement de la structure de l'Université des Sciences de la Santé, a été créée en 1950 sous le nom initial d'« École Royale des Infirmiers, Infirmières et Sage-femmes de l'État ». En 1969, elle a déménagé dans de nouveaux locaux et a pris le nom d'« École des Infirmiers, Infirmières et Sage-femmes de l'État ».

Cette école a également été entièrement fermée sous le régime du Kampuchéa démocratique. Elle a rouvert ses portes en janvier 1980 sous le nom d'« École centrale des cadres de santé », avant d'être rebaptisée, à une date ultérieure, « École technique de soins infirmiers ».

En 1997, la « Faculté mixte de Médecine, de Pharmacie et d'Odontologie » et l'«École centrale des cadres de santé » ont fusionné pour devenir l'« Université des Sciences de la Santé », qui conserve ce nom jusqu'à aujourd'hui.

À la fin de l'année 2001, le Gouvernement royal a décidé de transformer l'Université des Sciences de la Santé en établissement public à caractère administratif, conformément au sous-décret n° 127 ANK.BK du 19 décembre 2001. Cette institution comprend notamment la Faculté de Médecine, la Faculté de Pharmacie, la Faculté d'Odontologie et l'École technique de soins médicaux.

Dans un contexte de concurrence régionale et internationale, notamment par l'ouverture du marché du travail au sein des pays de l'ASEAN, ainsi que par la politique du Gouvernement accordant une grande importance à la formation des ressources humaines en général et, en particulier, à la formation dans le secteur de la santé, l'Université des Sciences de la Santé est appelée à poursuivre son développement de manière continue. Elle vise ainsi à devenir un établissement de formation de premier plan, tant au niveau national que régional, et à faire reconnaître la qualité de ses formations aux niveaux régional et international.

Actuellement, l'Université des Sciences de la Santé comprend 09 unités rattachées, comme :

1. La Faculté de Médecine
2. La Faculté de Pharmacie
3. La Faculté d'Odontostomatologie
4. La Faculté de Santé Publique
5. La Faculté des Sciences infirmières et de Sage-femmes

6. La Faculté des Sciences Paramédicales
7. L'Hôpital universitaire
8. Le Centre de recherche sur la santé globale
9. L'Unité des affaires générales

(Conformément au sous-décret n° 331 ANK.BK du 15 novembre 2023.)

II. Evolution :

Thème 1 : L'avancement de l'enseignement supérieur :

Grâce au soutien total du Gouvernement royal du Cambodge, l'Université des Sciences de la Santé s'est développée rapidement et dispose d'un fort potentiel pour relever les défis de la concurrence aux niveaux national, régional et international. Au regard de ces progrès et de l'évolution du contexte mondial, l'Université a élargi sa structure de gestion et de formation, passant de quatre (04) à neuf (09) unités. Elle assure des missions de formation, de recherche et de prestation de services de santé de qualité, équitables et professionnels.

L'Université dispose de trois (03) campus destinés à la formation, à la recherche et à la prestation de services de santé :

- Premier campus : Il regroupe la Faculté de Médecine, la Faculté de Pharmacie, la Faculté de Santé publique, le Centre de recherche en santé globale et l'Unité des affaires générales.

- Deuxième campus : Il regroupe la Faculté des Sciences infirmières et de Sage-femme, la Faculté des Sciences Paramédicales et la Faculté d'Odontostomatologie.
- Troisième campus : La construction de l'Hôpital universitaire est en cours, avec une mise en service prévue en 2027.

Actuellement, l'Université dispose de 09 bâtiments, comprenant environ 461 salles au total, destinées à l'enseignement théorique, aux travaux pratiques, aux simulations et à l'évaluation des étudiants.

L'Université assure des formations dans toutes les disciplines et à tous les niveaux de la santé, notamment les diplômes d'associé, les licences, les masters, les diplômes de docteur en médecine, de docteur en chirurgie dentaire et de docteur spécialisé. Ces formations répondent aux besoins de la population cambodgienne en matière de soins et de traitement de santé, avec un haut niveau de qualité, d'efficacité et de professionnalisme.

L'Université a obtenu à deux reprises la pleine accréditation de la Commission d'accréditation de l'enseignement supérieur du Cambodge : la première fois pour la période 2019-2023 et la deuxième fois pour la période 2024-2028. Elle s'est également engagée à promouvoir l'accréditation de ses programmes par l'AUN-QA. À l'heure actuelle, elle se prépare à l'évaluation de 04 programmes d'études, à savoir : le programme en médecine générale, le programme en chirurgie dentaire, le programme de licence en pharmacie et le programme de licence en sciences infirmières.

Actuellement, l'Université compte un total de 9 055 étudiants, dont 5 644 femmes. Parmi eux, 771 étudiants bénéficient de bourses dont les frais de scolarité sont pris en charge par le Gouvernement royal du Cambodge, dont 520 femmes ; 154 étudiants bénéficient de bourses dont les frais de scolarité sont pris en charge par Samdech Akka Moha Sena Padei Techo et Samdech Kittiprittbandit, dont 82 femmes ; 2 étudiants bénéficient de bourses dont les frais de scolarité sont pris en charge par Samdech Moha Borvor Thipadei et Lok Chumteav; et 8 128 étudiants suivent des études payantes ordinaires, dont 5 042 femmes.

Selon l'étude menée auprès des anciens étudiants diplômés de l'Université des Sciences de la Santé, couvrant la période de 2017 à 2026, le taux d'insertion professionnelle des diplômés se situe entre 92,5 % et 97,26 %. La très grande majorité des diplômés ayant un emploi travaillent dans le secteur de la santé.

B. Thème 2 : Programme d'études et formation professionnelle

L'Université des sciences de la Santé offre actuellement 52 programmes de formation, répartis entre les différentes filières et niveaux d'enseignement, comme indiqué ci-dessous :

N° d'ordre	N°	Programme d'études
Médecin spécialiste		
1	1	Diplôme d'Étude Spécialisé en anesthésiologie et réanimation
2	2	Diplôme d'Étude Spécialisé en psychiatrie
3	3	Diplôme d'Étude Spécialisé en obstétrique et gynécologie

N° d'ordre	N°	Programme d'études
4	4	Diplôme d'Étude Spécialisé en médecine générale
5	5	Diplôme d'Étude Spécialisé en pédiatrie
6	6	Diplôme d'Étude Spécialisé en radiologie et imagerie médicale
7	7	Diplôme d'Étude Spécialisé en ophtalmologie
8	8	Diplôme d'Étude Spécialisé en oto-rhino-laryngologie (ORL)
9	9	Diplôme d'Étude Spécialisé en oncologie
10	10	Diplôme d'Étude Spécialisé en cardiologie
11	11	Diplôme d'Étude Spécialisé en diabétologie et endocrinologie
12	12	Diplôme d'Étude Spécialisé en hépato-gastro-entérologie
13	13	Diplôme d'Étude Spécialisé en pneumologie
14	14	Diplôme d'Étude Spécialisé en chirurgie générale et digestive
15	15	Diplôme d'Étude Spécialisé en chirurgie orthopédique et traumatologique
16	16	Diplôme d'Étude Spécialisé en chirurgie pédiatrique
17	17	Diplôme d'Étude Spécialisé en neurochirurgie
18	18	Diplôme d'Étude Spécialisé en chirurgie urologique
19	19	Diplôme d'Étude Spécialisé en dermatologie
20	20	Médecin spécialiste en chirurgie esthétique

N° d'ordre	N°	Programme d'études
21	21	Diplôme d'Étude Spécialisé en anatomie et cytopathologie
22	22	Diplôme d'Étude Spécialisé en neurologie
Médecin général et Dentiste		
23	1	Médecin général
24	2	Dentiste
Diplôme de master		
25	1	Master en Biologie médicale
26	2	Master en Dermo-Cosmétologie
27	3	Master en Maladie infectieuse
28	4	Master en Santé Publique
29	5	Master en Epidémiologie
30	6	Master en odontologie
31	7	Master en chirurgie maxillo-faciale
Diplôme de licence		
32	1	Licence en sciences médicales
33	2	Licence en sciences odontologiques
34	3	Licence en pharmacie
35	4	Licence en soins infirmières
36	5	Licence en sage-femme
37	6	Licence en laboratoire biomédical
38	7	Licence en kinésithérapie
39	8	Licence en santé publique
40	9	Licence en soins infirmiers, anesthésie et urgences
41	10	Licence en soins infirmières, formation continue après diplôme d'associé

N° d'ordre	N°	Programme d'études
42	11	Licence en soins infirmiers ophtalmologiques, poursuivi après le diplôme d'associé
43	12	Licence en kinésithérapie, formation continue après diplôme d'associé
44	13	Licence en soins infirmiers et obstétriques, poursuivi après le diplôme d'associé
45	14	Licence en techniques de laboratoire biomédical, formation continue après le diplôme d'associé
46	15	Licence en soins infirmiers et obstétriques, formation continue après le diplôme d'associé
Diplôme d'associé		
47	1	Diplôme d'associé en soins infirmières
48	2	Diplôme d'associé en sage-femme
49	3	Diplôme d'associé en kinésithérapie
50	4	Diplôme d'associé en techniques de laboratoire biomédical
51	5	Diplôme d'associé en techniques de radiologie
52	6	Diplôme d'associé en génie biomédical

Depuis 2014, l'Université a accordé une priorité particulière à l'amélioration des programmes d'études axés sur les compétences, au développement des infrastructures et des équipements pédagogiques, ainsi qu'à l'évaluation des étudiants, afin de garantir qu'ils acquièrent les connaissances, les compétences et les attitudes requises pour offrir des soins de santé de qualité à la population.



Figure 1 : La simulation à l'Université des sciences de la Santé

Actuellement, neuf programmes d'études ont été révisés afin d'être axés sur les compétences et ont été mis en œuvre par le ministère de la Santé :

1. Programme national de diplôme d'associé infirmier
2. Programme national de licence en soins infirmières
3. Programme national de licence en soins infirmières – anesthésie, réanimation et urgences
4. Programme national de diplôme d'associé de sage-femme
5. Programme national de licence en sage-femme
6. Programme national de licence en sage-femme (poursuivi après le diplôme d'associé en sage-femme)
7. Programme national de diplôme d'associé de technicien de laboratoire médical
8. Programme national de licence en sciences de laboratoire médical
9. Programme national de licence en pharmacie

L'Université participe activement, en collaboration avec le Ministère de la Santé, à la révision d'autres programmes afin que l'ensemble des formations dispensées à l'Université des Sciences de la Santé soient des programmes centrés sur les compétences.

Par ailleurs, l'Université a créé et mis en œuvre trois programmes internationaux : licence en sciences médicales, licence en pharmacie et licence en sciences infirmières, afin de promouvoir la mobilité étudiante et d'accroître les opportunités de bourses, notamment en facilitant les échanges de crédits avec diverses universités nationales et internationales

C. Thème 3 : Technologie et coopération internationale :

L'Université entretient une coopération étendue avec de nombreux pays. Actuellement, elle compte 103 partenaires institutionnels (y compris des réseaux académiques nationaux et internationaux. La France est un partenaire majeur de l'Université des sciences de la santé, avec des relations solides, au même titre que d'autres pays amis.

Parmi les 52 programmes mentionnés, deux offrent aux étudiants la possibilité d'obtenir un double diplôme grâce à la coopération avec des universités françaises :

1. Diplôme du master en dermo-cosmétologie – coopération entre l'Université des sciences de la santé et l'Université Aix-Marseille.
2. Diplôme du master en maladies infectieuses – coopération entre l'Université des sciences de la santé et l'Université Paris-Saclay.

De plus, avec le soutien du gouvernement français et de l'Ambassade de France au Cambodge, depuis 2014, l'Université a augmenté le nombre d'étudiants en médecine spécialisée envoyés chaque année en stage en France : de 20 étudiants par an à environ 80 étudiants par an. Actuellement, un total de 1 322 étudiants de l'Université des sciences de la santé ont effectué des stages dans des hôpitaux et centres de recherche en France.

D. Thème 4 : Recherche et réseau de partenaires universitaires

Avec le soutien du gouvernement, l'Université des sciences de la santé a créé un Centre de recherche sur la santé globale qui joue un rôle essentiel en tant que secrétariat du Ministère de la

Santé. Ce centre contribue à la synthèse de documents scientifiques, de politiques, de stratégies et de directives utilisées à l'échelle mondiale, tout en renforçant la recherche universitaire avec excellence.

L'Université collabore avec de nombreux partenaires de haut niveau dans le cadre de recherches conjointes. Les principaux partenaires incluent : Agence nationale de recherche sur les maladies infectieuses (ANRS MIE), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), National University of Singapore (NUS), Fondation Mérieux, Fondation Pierre Fabre, University of New South Wales ainsi que de nombreuses autres universités nationales et internationales.

Actuellement, l'Université bénéficie de financements provenant de divers réseaux et partenaires, permettant la mise en œuvre de 15 à 20 projets par an, et publie environ 10 à 15 articles scientifiques par an dans des revues spécialisées.

III. Orientations futures en matière de formation et de recherche :

Dans le but de former des ressources humaines en santé dotées de compétences solides et d'une haute éthique professionnelle, l'Université des sciences de la santé poursuit les efforts suivants :

- Amélioration des programmes d'études existants, axés sur les compétences.
- Développement de nouveaux programmes répondant aux besoins du marché et renforçant la compétitivité régionale.

- Expansion des programmes internationaux et promotion des échanges de crédits avec des universités nationales et internationales.
- Renforcement des compétences pédagogiques des enseignants, en lien avec l'approche par compétences.
- Promotion de l'éthique professionnelle auprès des enseignants et des étudiants.
- Intégration de l'enseignement à distance via le Learning Management System, combiné à l'enseignement en présentiel.
- Investissement dans les infrastructures de simulation.
- Amélioration de la qualité des stages étudiants grâce aux portfolios et à une coopération renforcée avec les sites de stage.
- Modernisation des évaluations, notamment par des examens informatisés et des OSCE (Objective Structured Clinical Examination).
- Renforcement de l'assurance qualité au niveau national, régional et international.
- Expansion de la recherche collaborative via la création d'une plateforme de recherche stratégique.
- Mise en place d'un hôpital universitaire servant de site de formation et de recherche.

Annex 8: de l'Académie de Technologie Numérique du Cambodge

CADT បណ្ឌិត្យសភាបច្ចេកវិទ្យាឌីជីថលកម្ពុជា
Cambodia Academy of Digital Technology

Rapport d'avancement 2014-2026
de l'Académie de Technologie Numérique du Cambodge
(CADT)

I. Introduction

La CADT a été créée en 2014 sous le nom initial d'Institut National des Postes, des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication, en abrégé NIPTICT, jouant le rôle de personnel direct du MPTC dans l'enseignement supérieur, la formation et la recherche pour les compétences dans les secteurs sous la juridiction du Ministère. Conscient de l'importance du capital humain dans la promotion du développement du secteur numérique et pour résoudre la pénurie d'experts et le déficit de compétences numériques au Cambodge, le MPTC a décidé de proposer la transformation de l'institut NIPTICT en CADT, créée par le Décret Royal n° NS/RKT/0121/003 du 2 janvier 2021, en tant qu'établissement public administratif sous la tutelle technique du MPTC et la tutelle financière du Ministère de l'Économie et des Finances, avec pour fonction de dispenser un enseignement et une formation en compétences numériques aux étudiants et aux fonctionnaires, ainsi que de mener des recherches et des innovations dans le domaine des technologies numériques, contribuant à l'amélioration du système national d'innovation. La CADT compte 3 instituts subordonnés et 1 département : l'Institut

de Technologie Numérique, l'Institut de Gouvernance Numérique, l'Institut de Recherche et d'Innovation Numériques et le Département de l'Administration et des Finances.

II. Act ivités réalisées

1. Gouvernance, autonomie et assurance qualité

a. Gouvernance et autonomie

La CADT a pour mission principale de diriger, gérer, développer la recherche, l'éducation et l'innovation dans les technologies numériques, et de participer à l'amélioration du système national d'innovation, avec pour vision de devenir un établissement public d'enseignement et de recherche de premier plan qui développe des ressources humaines numériques d'excellence et des innovateurs pour propulser le Cambodge vers une société numérique. Actuellement, la CADT propose des formations à 2 niveaux, licence et master, la licence mettant fortement l'accent sur 5 spécialités en technologies numériques, à savoir : Ingénierie des Télécommunications et Réseaux (Telecommunications & Networking Engineering), Cybersécurité (Cybersecurity), Génie Logiciel (Software Engineering), Intelligence Artificielle et Science des Données (AI and Data Science), et Commerce Électronique (e-Commerce), spécialités qui ne sont pas encore proposées dans certains établissements d'enseignement supérieur publics et privés. En ce qui concerne le niveau master, il y a 3 spécialités telles que : Science des Données et Intelligence Artificielle, Technologie Numérique, et Cybersécurité.

La CADT a également créé deux programmes dans le but d'intégrer et de diffuser plus largement les connaissances aux élèves des lycées éloignés des zones urbaines, afin qu'ils comprennent mieux le secteur des technologies numériques et s'intéressent davantage à

l'apprentissage de ces compétences numériques, conformément à l'ère numérique. Ces deux programmes s'intitulent : 1. Le programme des Volontaires des Technologies Numériques du Cambodge, qui a reçu le plein soutien du Ministère des Postes et des Télécommunications dans la mise en œuvre de ce projet ; 2. Le programme KHODING HERO, qui implique également la coopération de l'USAID, ayant envoyé environ 400 étudiants pour former des lycéens dans certaines provinces : Kandal, Kampong Chhnang, Siem Reap, Battambang, Banteay Meanchey, Svay Rieng et Takeo, où des dizaines de milliers d'étudiants, de citoyens et de fonctionnaires locaux se sont inscrits.

La CADT a créé l'Association des Étudiants de la CADT depuis 2014 jusqu'à présent, permettant aux étudiants de participer à la création de programmes sociaux par la mise en place de nombreux clubs d'étude pour soutenir les étudiants actuels. En 2023, la CADT a décidé de créer le Comité de Soutien à la Vie Étudiante pour aider à coordonner toutes les demandes des étudiants liées à leurs études quotidiennes. La CADT a créé un programme d'incitation pour les étudiantes prioritaires souhaitant s'inscrire, en offrant une réduction de 50 % sur les frais de scolarité jusqu'à l'obtention de la licence.

Les étudiants qui ont réussi le test d'aptitude et se sont inscrits à la CADT recevront un nouvel ordinateur portable pour soutenir leurs études jusqu'à la fin du programme. Quant aux étudiants qui souhaitent étudier à la CADT mais n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité, la CADT a également mis en place un programme de prêts d'études à taux zéro jusqu'à l'obtention du diplôme.

b. Assurance qualité

En 2023, la CADT a révisé le règlement intérieur des étudiants, exigeant que tous les étudiants de la CADT assistent régulièrement aux cours, sans retard autorisé, et sans aucun échec toléré dans une matière avant le deuxième stage pour l'obtention de la licence. En particulier, il est exigé de réussir le test d'anglais selon la norme IELTS avec un score minimum de 5.0.

En 2024, la direction de la CADT a décidé de créer un comité d'examen et d'évaluation pour l'obtention du diplôme des étudiants, qui doit accomplir des tâches importantes telles que : 1. Examiner les notes et les statuts requis pour chaque année universitaire ; 2. Évaluer l'obtention du diplôme des étudiants depuis l'année de fondation jusqu'à l'obtention du diplôme ; et 3. Examiner et prendre une décision finale sur les résultats d'apprentissage des étudiants afin de s'assurer qu'ils ont réellement la capacité d'obtenir leur diplôme avec succès.

À la CADT, les salles de classe sont organisées en 3 types : 1. Salles pour l'enseignement et l'apprentissage théoriques ; 2. Salles pour l'enseignement et l'apprentissage pratiques ; et 3. Salles pour l'enseignement et l'apprentissage lors des heures de discussion en groupe, facilitant un enseignement et un apprentissage de qualité pour les professeurs et les étudiants.

Les étudiants de la CADT sont tenus d'effectuer deux stages en entreprise. Le premier stage a lieu au 1er semestre de la 3ème année et dure 3 mois (en cas d'échec au 1er stage, l'étudiant doit redoubler la 3ème année). Le second stage a lieu au 2ème semestre de la 4ème année, l'année de l'obtention de la licence, et dure de 4 à 6 mois.

En 2023, la CADT a créé le Centre de Carrière dans le but de renforcer et d'élargir la coopération avec les entreprises afin de coordonner les programmes de stage, de fournir des conseils de

carrière, de développer des compétences en langues étrangères et des compétences non techniques, et de gérer et organiser la bibliothèque.

Chaque année, la direction de la prête attention au programme d'études et procède à des ajustements réguliers pour répondre aux avancées des technologies numériques de l'ère actuelle.

La CADT a renforcé la qualité de la formation en invitant des professeurs spécialisés d'universités partenaires régionales et internationales telles que : l'Université Grenoble Alpes en France, le Singapore Institute of Technology à Singapour et au Vietnam, ainsi qu'en créant un réseau d'experts de haut niveau issus de diverses entreprises pour intervenir en tant qu'enseignants spécialisés à la CADT, et en renforçant les capacités des professeurs internes en augmentant le nombre de professeurs titulaires d'un doctorat ou d'un master.

2. Formation

Au cours de ces 10 dernières années, la CADT a rempli sa mission principale en formant un total de plus de 2 000 étudiants dans des compétences avancées en technologies numériques, reconnues à la fois aux niveaux national et international. En particulier, elle a envoyé des étudiants participer à diverses compétitions, remportant les prix suivants : 1. Premier prix régional lors de la compétition des technologies de surveillance de l'eau du fleuve Mékong (Mekong River Water Technology Competition) ; 2. Premier prix dans la compétition de startups numériques Smart Start ; 3. Premier prix dans la compétition de science des données AWS Data Science ; 4. Premier et troisième prix lors de l'ASEAN CYBER SHIELD HACKING CONTEST 2023 organisé en Indonésie ; 5. Prix de l'équipe exceptionnelle lors de l'examen final régional

Huawei ICT Competition 2023-2024 ; et 6. Premier prix dans la compétition Youth 21 sous le thème "Entrepreneur Numérique".

a. Formation des étudiants en Master

Données des étudiants inscrits en master de 2024 à 2026

Nombre d'étudiants	Intelligence Artificielle et Science des Données	Technologie Numérique	Cybersécurité
Master	31	11	En cours de recrutement

b. Formation des étudiants en Licence

Données des étudiants inscrits en licence au cours des 10 dernières années, de 2016 à 2026

Année universitaire	Informatique	Génie Logiciel	Intelligence Artificielle et Science des Données	Commerce Électronique	Ingénierie des Télécommunications et Réseaux	Cybersécurité	Total
2016-2017	28			34	36		98
2017-2018	52			31	24		107
2018-2019	48			25	56		129
2019-2020	52			56	26		134
2020-2021	70			55	39		164
2021-2022		69	30	28		24	151
2022-2023		99	55	49	27	25	255
2023-2024		151	51	68	18	74	366
2024-2025		172	55	60	32	59	378
2025-2026		106	91	38	43	95	373
Total	250	601	282	444	301	277	2 155

c. Étudiants ayant obtenu leur licence avec succès

Données des étudiants diplômés en licence

Nombre de diplômés	Informatique	Génie Logiciel	Intelligence Artificielle et Science des Données	Commerce Électronique	Ingénierie des Télécommunications et Réseaux	Cybersécurité	Total
Licence	191	54	21	206	114	24	610

Sur la base des données collectées en 2024 et selon l'enquête, 99 % des étudiants ont trouvé un emploi correspondant à leurs compétences dans des ministères, des institutions publiques et des entreprises privées dans les secteurs bancaire, numérique et éducatif, et perçoivent un salaire mensuel moyen de 450 dollars.

3. Technologie et Coopération Internationale

Au cours des 10 dernières années, la CADT s'est efforcée de renforcer et d'élargir la coopération nationale et internationale afin d'obtenir des formations et de développer les capacités, les échanges d'étudiants et de personnel académique, les bourses d'études, les stages, le développement des programmes d'études, le transfert de technologies et les liens avec le secteur privé, ce qui aide à renforcer la qualité de l'enseignement, de la recherche et de nombreux facteurs de soutien aux étudiants. Les entreprises et institutions avec lesquelles la CADT coopère comprennent l'University of California, Berkeley, la Glasgow Caledonian University, EUROCHAM, la China Academy of Information and Communications Technology, la Beijing University of Posts and Telecommunications, la Kangwon National University, la Gunma University, le NARA Institute of Science and Technology, l'University Beihang, le Global Entrepreneurship Network, Sala Tech Digital Solutions (Cambodia) Co., Ltd, Smart, Methane, Huawei, Microsoft, Book Me Bus, biz solution, path mazing, Phillip Bank Plc, l'Association des Jeunes Entrepreneurs du Cambodge (YEAC), PillTech, l'Institut National d'Éducation Spécialisée (NISE) et l'Institut Polytechnique Régional Techo Sen Battambang.

4. Recherche et réseaux de partenaires mondiaux

L'Institut de Recherche et d'Innovation Numériques de la CADT est le premier établissement public supérieur de recherche et d'innovation axé sur les technologies numériques. Depuis 2015, les résultats de ces recherches sont utilisés dans des projets de soutien à l'éducation, notamment l'éducation des personnes handicapées, ainsi que dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de la finance et de la banque. L'institut compte 38 chercheurs à

temps plein engagés dans la recherche et le développement, se concentrant sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA), de la science des données, de l'Internet des objets (IoT) et de la robotique. Les partenaires de coopération sur les projets de recherche avec l'Institut de Recherche et d'Innovation Numériques de la CADT comprennent : le réseau ASEAN IVO, l'institut IRD CIRAD et plusieurs universités en France, en Chine, en Corée du Sud, au Japon et dans la région de l'ASEAN. Parmi ceux-ci, les projets clés mis en œuvre par l'institut incluent :

- Le projet d'utilisation de la technologie de l'intelligence artificielle pour servir l'éducation des enfants sourds et malvoyants à l'Institut National d'Éducation Spécialisée du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, qui comprend : Le système de reconnaissance de la langue des signes khmère (Khmer Sign Language Recognition), la machine de traduction en braille khmer (Khmer Braille Machine Translation) qui a remporté la médaille d'or aux ASEAN Digital Awards 2025, le prix Best Digital Research 2024 et les Best Accessibility Awards à la Conférence Mondiale sur l'Intelligence Artificielle 2024.
- Le projet CAMPRA de prévision de la résistance aux antibiotiques, un projet de collaboration avec l'Université des Sciences de la Santé, l'Hôpital Calmette et des partenaires français dont : SESSTIM/INSERM/IRD/AMU, qui a remporté le prix Best Digital Research 2026.
- Le projet d'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'agriculture HealthyRice pour surveiller les maladies du riz, un projet en collaboration avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) de France, l'Université Royale d'Agriculture et l'Institut de Technologie du Cambodge.

III. Défis et solutions

Lors de la planification des actions et de la demande de coopération des diplômés pour collecter des données sur l'emploi post-diplôme, cela reste un défi, car le nombre d'étudiants ayant rempli les informations dans le questionnaire n'a pas encore atteint les exigences souhaitées. Par conséquent, en général, pour résoudre ce problème, l'équipe retarde souvent la collecte des données et, parfois, doit essayer de contacter directement les étudiants, leurs parents ou leurs amis.

Le défi de trouver des entreprises ou des institutions pour les étudiants qui doivent effectuer des stages pratiques. Chaque année, à la CADT, près de 700 étudiants doivent effectuer un stage et rédiger leur propre rapport de stage pour soutenir la fin de l'année universitaire. Selon la politique de la CADT, pas plus de 3 étudiants ne sont autorisés à faire un stage dans la même entreprise si les thèmes du projet de stage sont les mêmes. En moyenne par an, la CADT requiert la participation d'au moins 100 entreprises ou institutions. La solution est que la CADT a créé un Centre de Carrière dans le but de renforcer et d'élargir la coopération avec les entreprises et institutions chaque année, avec également le soutien de la direction de la CADT. En effet, effectuer un stage directement au sein d'entreprises et d'institutions permet de garantir la qualité de l'apprentissage des étudiants en mesurant leurs capacités professionnelles et implique des évaluations minutieuses de la part des entreprises et institutions.

À ses débuts, la CADT manquait de ressources humaines hautement qualifiées (Expertise gap) et manquait de ressources pour la recherche et le développement (R&D) dans les technologies avancées. Mais depuis 2018, la CADT a envoyé un total de 33 étudiants, formateurs principaux et chercheurs pour poursuivre un

doctorat ou un master, jusqu'en 2026, dans le cadre du projet de coopération entre le MPTC et l'Ambassade de France, afin d'augmenter les ressources humaines qualifiées, ciblées, et de combler la fracture numérique.

IV. Orientations futures

La CADT continuera de jouer le rôle d'institution de formation clé et de personnel du MPTC dans la mise en œuvre de la "Feuille de route pour le développement des compétences numériques 2024-2035 (Digital Skill Development Roadmap 2024-2035)" pour réussir la formation des ressources humaines en compétences numériques et la formation aux niveaux master et doctorat, à travers l'élaboration d'un plan d'action prioritaire tel que :

- Recruter 300 étudiants en licence par an, dont 150 étudiants boursiers du programme Techo Digital Talent et 150 étudiants payants.
- Promouvoir et mettre en œuvre pour les étudiants l'utilisation du système de gestion des étudiants, permettant aux étudiants de télécharger eux-mêmes leurs relevés de notes, facilitant ainsi l'obtention de certains documents nécessaires comme les bulletins de notes...
- Poursuivre la réforme des nouveaux programmes d'études au sein de la faculté pour l'apprentissage des étudiants.
- Continuer d'encourager les étudiants à participer aux séminaires hebdomadaires organisés par les départements de l'Institut de Technologie Numérique et le Centre de Carrière.
- Poursuivre la mise en œuvre du programme des Volontaires des Technologies Numériques du Cambodge,

un programme qui permet aux étudiants de dispenser des formations en technologies numériques aux lycéens et aux enseignants, avec pour objectif particulier d'intégrer le secteur des technologies numériques auprès des élèves du secondaire.

- Inviter des professeurs spécialisés d'universités partenaires régionales et internationales pour renforcer la qualité de la formation.
- Réviser le nouveau programme d'études en ajoutant et en mettant à jour les matières fondamentales essentielles pour améliorer la capacité de recherche des étudiants et la réalisation de projets communs (Capstone Project).
- Renforcer les relations avec les partenaires coopérants pour aider les étudiants à trouver des opportunités d'emploi et de stage dans diverses entreprises et accroître les opportunités d'échanges d'expériences académiques avec des universités étrangères.
- Étudier et évaluer l'état de préparation éthique de l'intelligence artificielle, les besoins en infrastructures de laboratoire, et la recherche de politiques liées au développement de l'intelligence artificielle au Cambodge.
- Organiser et améliorer l'infrastructure du laboratoire de données et d'intelligence artificielle.
- Étudier, rechercher, développer et innover dans la science des données et l'intelligence artificielle.
- Créer et améliorer les programmes d'études sur les compétences en science des données et en intelligence artificielle ; organiser le bureau de transfert de technologie et promouvoir la coopération en matière de transfert de technologie vers les secteurs public et privé.

- Mettre en œuvre des programmes de bourses pour envoyer des étudiants et des chercheurs poursuivre un doctorat en France et dans d'autres pays.
- Renforcer et étendre la capacité de recherche et d'innovation grâce à la collaboration en recherche et innovation avec des universités partenaires.
- Accroître les partenaires de coopération nationaux et internationaux pour les travaux de recherche, d'innovation et de transfert de technologie.

V. Conclusion

La CADT continuera de remplir sa mission pour devenir un centre d'excellence pour l'enseignement, la recherche et l'innovation de haut niveau dans les technologies numériques au Cambodge, reconnu tant au niveau national que régional, axé sur la formation d'un capital humain exceptionnel, rassemblant des professeurs, des chercheurs et des innovateurs pour améliorer les capacités de recherche et d'innovation du Cambodge, tout en offrant une formation post-universitaire basée sur la recherche aux formateurs principaux de diverses institutions d'enseignement supérieur, dans le but de contribuer au renforcement de la qualité de l'enseignement des compétences numériques au Cambodge, en soutenant le développement socio-économique et le gouvernement numérique.